

RAPPORT FINAL

**CINQUIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE
SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES**

**Hambourg, Allemagne
14-18 juillet 1997**

UNESCO

Le présent rapport a été établi conjointement
par la Section de l'alphabétisation et de l'éducation de l'UNESCO, à Paris

et

l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation, à Hambourg

TABLE DES MATIERES

		<u>Page</u>
PARTIE I	Résumé des débats en plénière	1
	A. Introduction	1
	B. Ouverture de la Conférence	1
	C. Les travaux de la Conférence	2
PARTIE II	A. Commissions	7
	B. Groupes de travail thématiques	7
	C. Tables rondes publiques	8
PARTIE III	Documents publiés par la Conférence	9
	A. Rapport de la Conférence présenté par le Rapporteur général .	9
	B. La Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes	20
	C. Agenda pour l'avenir de l'éducation des adultes	25

ANNEXES

I	Ordre du jour
II	Allocution prononcée par M. Henning Voscherau Maire de la Ville libre et hanséatique de Hambourg
III	Allocution de Mme Sheikh Hasina Premier ministre de la République populaire du Bangladesh
IV	Allocution de M. Roman Herzog Président de la République fédérale d'Allemagne
V	Allocution de M. Federico Mayor Directeur général de l'UNESCO
VI	Allocution prononcée par Mme Rita Süßmuth Présidente du Deutsche Bundestag (Parlement allemand)
VII	Allocution de M. Kim Howells Ministre de l'éducation permanente du Royaume-Uni
VIII	Groupes de travail thématiques
IX	Liste des participants aux tables rondes publiques
X	Liste des participants
XI	Secrétariat de la Conférence

PARTIE I

Résumé des débats en plénière

A. Introduction

1. La cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA V) a été convoquée par le Directeur général de l'UNESCO conformément aux résolutions 1.1 (par. 2.A.g) et 1.4 (par. 3) adoptées par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 28e session et conformément au plan de travail du Programme et budget pour 1996-1997 (28 C/5 approuvé, par. 01507). A l'invitation du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, la Conférence s'est tenue au Congress Centrum Hamburg du 14 au 18 juillet 1997. Elle était organisée avec le concours des partenaires ci-après : FAO, FNUAP, HCR, OIT, OMS, ONUDI, ONUSIDA, PNUD, UNICEF, Banque mondiale, Conseil de l'Europe, OCDE, Union européenne.

2. La Conférence a réuni au total 1.507 participants au total, parmi lesquels 41 ministres, 15 vice-ministres et 3 sous-ministres : 729 représentants de 130 Etats membres, 2 Membres associés, 2 Etats non membres et la Palestine, 14 représentants d'organisations du système des Nations Unies, 21 représentants d'organisations intergouvernementales, 478 représentants d'ONG et 237 représentants de fondations (annexe X).

3. Tenue à la veille du prochain millénaire, CONFINTEA V faisait suite aux quatre conférences précédemment consacrées au même thème (Elseneur, 1949 ; Montréal, 1960 ; Tokyo, 1972 ; Paris, 1985). Elle a été précédée de toute une série d'activités préparatoires - cinq consultations régionales (Barcelone, Le Caire, Dakar, Jomtien, Brasilia), envoi d'un questionnaire à tous les Etats membres et à 12 ONG internationales et un certain nombre de réunions avec différents groupes thématiques.

B. Ouverture de la Conférence

4. La session plénière s'est ouverte sur la présentation des orateurs par Mme Kasama Varavarn, présidente du Conseil d'administration de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation, et l'exécution de danses par des groupes venus de Thaïlande, du Brésil et d'Allemagne.

5. M. Henning Voscherau, maire de la Ville libre et hanséatique de Hambourg, qui a souhaité à tous les participants la bienvenue dans sa ville, a souligné que l'éducation, notamment l'éducation des adultes, est un instrument destiné à cultiver des compétences, des valeurs et des comportements qui permettent de relever les défis de l'avenir et favorisent la coexistence pacifique entre les nations du monde (annexe II).

6. Dans son discours préliminaire, S. Exc. Mme Sheikh Hasina, premier ministre de la République populaire du Bangladesh, a évoqué l'importance de l'alphabétisation des adultes, l'étroite relation existant entre éducation et productivité économique et la nécessité de veiller à la qualité de l'éducation des adultes dans la perspective de l'éducation tout au long de la vie. Elle a souligné que "la coopération internationale donne[ra] naissance à une communauté mondiale prospère - où même les nations en développement les plus pauvres pourront accéder aux nouvelles possibilités de croissance offertes par les récentes percées technologiques" (annexe III).

7. Le Président de la République fédérale d'Allemagne, M. Roman Herzog, a fait référence à l'attachement que depuis quarante-six ans son pays marque à l'UNESCO et noté que "l'Institut de

l'UNESCO pour l'éducation est la première institution internationale qui ait été établie sur son sol". Faisant référence à CONFINTEA V, il a en outre souligné l'importance d'une nouvelle forme de croissance qui prenne appui sur la connaissance, l'éducation permanente et l'éducation des adultes comme moyen de promouvoir la paix (annexe IV).

8. M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, a souhaité la bienvenue à tous les participants à CONFINTEA V et exprimé l'espoir que la Conférence définirait "les rôles que l'éducation des adultes doit jouer désormais pour satisfaire les aspirations des femmes et des hommes de tous les pays dans le monde nouveau qui prend forme autour de nous". Il a ensuite invité les participants à observer une minute de silence à la mémoire de Paulo Freire, qui a "révolutionné" toute la conception que l'on avait de l'éducation en liant alphabétisation et libération. Se demandant quel souvenir la Conférence de Hambourg aura laissé à cinquante ans de sa tenue, M. Mayor a observé : "cela dépendra de notre clairvoyance et des engagements que nous assumerons, maintenant et par la suite". Il a aussi rappelé aux participants que CONFINTEA V diffère des précédentes conférences de la série en ce sens qu'elle se propose de mener ses travaux dans le dialogue et en partenariat étroit avec les ONG. Enfin, M. Mayor a interrompu son discours quelques minutes pour donner la parole à Mme Nonkosinathi Hathuku, de Hanover, dans la province sud-africaine du Cap Nord, ancienne adulte analphabète qui a appris à lire et à écrire dans le cadre du projet d'alphabétisation de Masakhane, afin qu'elle présente son expérience et ses vues personnelles sur l'utilité et l'importance de l'alphabétisation (annexe V).

C. Les travaux de la Conférence

9. A la fin de la cérémonie d'ouverture, la Conférence siégeant en plénière est passée au point 2 de l'ordre du jour provisoire (annexe I) et a élu présidente de la Conférence Mme Rita Süßmuth, présidente du Parlement allemand. Soulignant que "l'éducation permanente est un investissement pour l'avenir", celle-ci a affirmé que l'éducation des adultes "doit faire de ceux à qui elle s'adresse des acteurs qui prennent eux-mêmes les décisions qui les concernent dans le contexte de l'évolution de la société, leur apporter les connaissances dont ils ont besoin à cette fin et les mettre en mesure d'utiliser ces connaissances de manière responsable". Elle a également évoqué les chances aussi bien que le défi que représente l'éducation tout au long de la vie, l'importance d'une éducation permanente sans frontières ainsi que les nouvelles alliances entre l'Etat, la société civile, les ONG et les organismes privés.

10. Après avoir adopté son Règlement intérieur, la Conférence a élu son Bureau, qui était ainsi composé :

Présidente :	Mme Rita Süßmuth Présidente du Parlement allemand
Vice-présidents :	M. Ashk Sadeque Ministre de l'éducation, Bangladesh
	M. Emil Gheorghe Moroianu Directeur général des relations internationales Ministère de l'éducation, Roumanie
	Mme Pauline Marois Ministre de l'éducation, Québec, Canada
	M. Abdul-Jabbar Tawfik Muhamad

Ministre de l'éducation, Irak

Mme Aissata Moumouni
Ministre de l'éducation, Niger

M. Jaime Nino Diez
Ministre de l'éducation, Colombie

M. Fenton Ferguson
Secrétaire parlementaire
Ministre de l'éducation, de la jeunesse et de la culture, Jamaïque

Président de la Commission I M. Luis Benavides
Directeur, Centro Internacional Prospectiva y altos Estudios, Mexique

Président de la Commission II M. Dato Haji Annuar Bin Haji Musa
Ministre du développement rural, Malaisie

Rapporteur général Mme Esi Sutherland-Addy, Ghana

Il a été constitué un comité de rédaction, composé de représentants des différentes régions, qui a travaillé en étroite collaboration avec le Bureau de la Conférence, afin d'examiner les projets de Déclaration et d'Agenda pour l'avenir et d'y incorporer les amendements proposés. Ce comité comprenait les membres suivants :

M. J. Ellis (président, Namibie) ; M. A. Manouaun (Côte d'Ivoire) ; Mme S. Correa (Brésil) ; M. L.E. Lopez (Pérou) ; Mme M.L. Doronila (Philippines) ; Mme T. Marja (Estonie) ; M. S. Poulsen-Hansen (Danemark) ; Mme Al-Doy (Bahreïn) ; M. Daswani (Inde) ; M. T. Geer (Australie).

11. Après avoir adopté l'organisation de ses travaux et son ordre du jour, la Conférence siégeant en plénière a accueilli M. Kim Howells, ministre de l'éducation permanente, Département de l'éducation et de l'emploi du Royaume-Uni, qui a déclaré : "Le moment que nous vivons s'inscrit dans ce nouveau départ pour le Royaume-Uni : c'est en effet la première fois depuis que nous avons été élus que nous prenons part en tant qu'Etat membre à une grande conférence de l'UNESCO". Exprimant la volonté de son gouvernement de collaborer de près avec l'UNESCO, il a conclu : "Nous avons mis l'éducation au coeur de nos préoccupations nationales. Je suis fier que nous fassions à nouveau partie de l'UNESCO, car elle a elle aussi placé l'éducation au centre de ses priorités" (annexe VII).

12. La plénière a ensuite abordé les rapports oraux sur les résultats des réunions de consultation régionales. Un ou deux ministres des régions ont en outre été invités à prendre la parole devant la plénière, ainsi que des représentants d'organisations régionales.

Les délégués suivants ont pris la parole au nom de leurs régions respectives :

Région Asie et Pacifique Mme Kasama Varavarn, directeur de l'éducation non formelle, Ministère de l'éducation, Thaïlande ; Mme Maria Lourdes A. Khan, secrétaire générale, ASPBAE ; M. S.R. Bommai, ministre du développement des ressources humaines, Inde

Région Europe	M. Jürgen Rüttgers, ministre de l'éducation, de la science, de la recherche et de la technologie, Allemagne ; M. Ole Vig Jensen, ministre de l'éducation, Danemark ; M. Antoni Comas, ministre de la protection sociale de la région catalane d'Espagne ; M. Paolo Federighi, Association européenne pour l'éducation des adultes ; M. Mait Klaassen, ministre de l'éducation, Estonie
Région Afrique	M. Mammadou Ndoye, ministre de l'éducation, Sénégal ; M. Albert Mberio, ministre de l'éducation, République centrafricaine ; M. Arnaldo Valente Nhavoto, ministre de l'éducation, Mozambique
Région Amérique latine et Caraïbes	M. Jaime Nino Diez, ministre de l'éducation, Colombie ; Mme Celita Eccher, représentante du CEAAL (ONG) ; M. Renford Shirley, président, Conseil régional des Caraïbes pour l'éducation des adultes (CARCAE) ; Mme Josefina Bilbao, ministre de la condition féminine, Chili
Région arabe	M. Hamed Ammar, Université Ain Shams, Egypte ; Mme Nadia Gamal El Din Yousef, directeur, Centre national de recherche pédagogique et de développement de l'éducation, Egypte ; M. Ibrahim Alsheddi, ministre adjoint, assistant chargé des affaires culturelles et extérieures, Ministère de l'éducation, Arabie saoudite

13. Les représentants des organisations du système des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et des ONG suivantes ont en outre pris la parole :

Banque mondiale	M. John Oxenham, responsable principal de la formation
CIEA	Mme Lalita Ramdas, présidente
FNUAP	M. O.J. Sikes, chef, Service de l'éducation, de la communication et de la jeunesse
OCDE	M. Thomas Alexander, directeur, Direction de l'éducation, de l'emploi, du travail et des affaires sociales
PNUD	M. Richard Jolly, conseiller spécial auprès de l'Administrateur
UNICEF	Mme Mary Joy Pigozzi, conseiller principal - éducation
Commission européenne	M. Tom O'Dwyer, directeur général, Direction générale XXII

14. La plénière de la Conférence comportait un débat avec les institutions multilatérales et les délégués sur le thème "L'avenir de la coopération en matière d'éducation permanente", auquel ont participé :

Président :	M. Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général des Nations Unies
Animateur :	M. Wadi Haddad
A la tribune :	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mme Huguette Labelle, présidente, ACIDI 2. M. Ingemar Gustafsson, directeur, ASDI 3. M. John Lawrence, Education pour tous, PNUD 4. M. Richard Sack, secrétaire général, Association pour le développement de l'éducation en Afrique 5. M. Mohammad Ahmed Rasheed, ministre de l'éducation, Arabie saoudite

6. M. Soedijarto, directeur général, Education extrascolaire, jeunesse et sports, Ministère de l'éducation, Indonésie
7. M. Johann Galtung, professeur d'études sur la paix, Norvège
8. M. Rafael Roncagliolo, Association mondiale des radios communautaires, Pérou

15. Lors de la séance de clôture, Mme Süssmuth, présidente de la Conférence, a déclaré qu'à en juger par la richesse des idées formulées et la force de conviction manifestée par les participants, la Conférence de Hambourg avait été un succès. Celle-ci s'était penchée sur une série de problèmes que nous réserve l'avenir. Le rapport de la Conférence présenté par le Rapporteur général, Mme Esi Sutherland-Addy, la Déclaration et l'Agenda pour l'avenir ont été adoptés. Des représentants de chacun des cinq groupes ont brièvement pris la parole : Mme Gufu Ndbele (directeur du Département de l'éducation et de la formation des adultes, Afrique du Sud), M. Abdulazi Alsunbul (directeur général adjoint de l'ALECSO), M. Abdellatif Fetni (directeur général de l'Office national de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes, Algérie), M. Devi Prasad Ojha (ministre de l'éducation, Népal), M. Samuel Lichtensztejn (ministre de l'éducation, Uruguay). Un représentant du Conseil international pour l'éducation des adultes est également intervenu, mettant en lumière la coopération récemment instaurée entre gouvernements et société civile.

M. Mayor, prenant la parole au nom de tous les participants, a remercié le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, la Ville libre et hanséatique de Hambourg, l'Université de Hambourg ainsi que les ONG. Il a conclu sur ces mots : "C'est le moment pour nous de profiter de cette impulsion, de retrouver le chemin de la pratique et de nous mettre au travail. Plutôt que d'élever un mur pour arrêter le vent, construisons un moulin et produisons l'énorme courant d'énergie humaine auquel l'éducation des adultes et l'éducation permanente peuvent donner naissance."

PARTIE II

A. Commissions

16. Deux commissions réunissant tous les participants et observateurs ont siégé simultanément. La Commission I a examiné la Déclaration ainsi que les chapitres I et X et la section consacrée au suivi de l'Agenda pour l'avenir. La Commission II s'est penchée sur les chapitres II à IX (inclus) de l'Agenda pour l'avenir. La Commission I a élu M. Umaru Aji (Nigéria) et Mme Nora Rameka (Nouvelle-Zélande) vice-présidents et Mme Dominique Schalchli (France) rapporteur. La Commission II a élu M. Hussein Al Wad (Tunisie) vice-président et Mme Vida A. Mohorcica Spolar (Slovénie) rapporteur.

B. Groupes de travail thématiques

17. A l'issue des séances plénières, des groupes de travail thématiques mixtes (annexe VIII) auxquels participaient des spécialistes des gouvernements, des OIG, des institutions des Nations Unies, des ONG, des centres de recherche et universités et autres, se sont réunis chacun pendant une demi-journée, afin de discuter des divers aspects - notions, problèmes et perspectives - des thèmes suivants, axés sur l'éducation des adultes :

- *L'alphabétisation dans le monde et ses grandes régions*
- *Alphabétisation et stratégies éducatives*
- *Education des femmes : conceptions divergentes et possibilités de changement*
- *Les transformations du monde du travail et leurs incidences sur l'éducation et la formation des adultes*
- *Partenariats entre universités et communauté : liens avec le mouvement en faveur de l'éducation des adultes*
- *Le monitoring de l'éducation des adultes pour une prise de décision éclairée*
- *Promotion de la coopération et de la solidarité internationales*
- *Pluralité de la recherche sur "L'éducation pour tous, une clé pour le XXIe siècle"*
- *Promotion de la santé et éducation sanitaire pour les adultes*
- *Citoyenneté culturelle au XXIe siècle : éducation des adultes et populations autochtones*
- *Alphabétisation, éducation et développement social;*
- *Recherche, évaluation et statistiques sur l'alphabétisation*
- *Alphabétisation et technologie*
- *Alphabétisation dans les contextes multilingues et interculturels*
- *La promotion de la femme dans différents contextes éducatifs*
- *Education des adultes et problèmes de population depuis la Conférence du Caire*
- *Musées, bibliothèques et patrimoine culturel : démocratiser la culture, développer le savoir et créer des liens*
- *Incidence de la transformation du monde du travail sur les programmes d'éducation des adultes*
- *Une communauté mondiale de l'éducation des adultes par l'information et la documentation : création d'un réseau de réseaux*
- *Education environnementale pour adultes : savoir pour préserver*
- *Les détenus et l'éducation des adultes*
- *Mettre l'éducation des adultes à la portée de toutes les personnes handicapées*
- *Les politiques de l'éducation des adultes dans une société en complète transformation*
- *Alphabétisation et compétences de base pour le développement communautaire des pays*

industrialisés

- *Une alphabétisation pour demain*
- *Education des adultes et coopération entre communautés majoritaires et minoritaires*
- *Nouvelles technologies de l'information : une clé pour apprendre à l'âge adulte*
- *Une éducation environnementale pour les adultes*
- *Incidences politiques et sociales de la transformation du monde du travail*
- *Les communautés migrantes et l'éducation*
- *Education des adultes, démocratie et paix*
- *Les personnes âgées et l'éducation des adultes*
- *L'université et l'avenir de l'éducation des adultes au XXIe siècle. La fin de la tour d'ivoire*
- *Aspects économiques de l'éducation des adultes : le rôle de l'Etat*

C. Tables rondes publiques

18. Trois tables rondes publiques autofinancées ont eu lieu au cours de la Conférence. Elles avaient respectivement pour thème (annexe IX) :

- Hommes et femmes - apprendre l'égalité, pratiquer l'équité
- Cités éducatives
- Conséquences de l'alphabétisation - alphabétisation des adultes et développement axé sur l'homme.

PARTIE III

Documents publiés par la Conférence

A. Rapport de la Conférence présenté par le Rapporteur général

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les membres du Bureau,
Mesdames, Messieurs les délégués,
Mesdames, Messieurs,

C'est un très grand honneur pour moi de vous présenter le rapport oral de la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes.

J'ai tenté dans ce rapport, avec l'aide d'une merveilleuse équipe du Secrétariat, de résumer les grands axes de nos délibérations et de saisir l'atmosphère générale de la Conférence. J'assume cependant l'entière responsabilité du présent exposé.

Je profiterai de la grande chance qui m'est offerte pour formuler, très brièvement, quelques réflexions personnelles sur des points qui m'ont profondément frappée au cours de la Conférence.

Rapport oral, partie I

Avec sa tradition d'ouverture, de dialogue, de créativité et d'hospitalité, la Ville libre et hanséatique de Hambourg a été un cadre des plus stimulants pour un échange large et multiforme sur l'éducation des adultes dans la perspective du XXI^e siècle.

L'une des ambitions de cette Conférence, qui a réuni environ 1.500 représentants de gouvernements, d'ONG et d'organismes internationaux, était de saisir, de formuler et de promouvoir dans ses multiples aspects le concept d'éducation des adultes à la mise en oeuvre duquel les différents acteurs que sont l'Etat, la société civile et le secteur privé ainsi que les partenaires sociaux, contribuent dans un cadre concerté et négocié.

La devise de la Conférence, *L'éducation des adultes : une joie, un moyen, un droit et une responsabilité partagée*, traduit fidèlement l'atmosphère qui a prévalu. CONFINTEA V a été une rencontre véritablement formatrice et l'on y a pratiqué la culture de l'apprentissage qui a toujours caractérisé les mouvements d'éducation des adultes. L'apprentissage mutuel, la coopération et l'échange ont caractérisé non seulement les séances officielles, mais aussi les rencontres multiples et variées et les activités organisées avec la participation de médias, qui ont culminé avec le dialogue organisé en téléconférence avec l'Inde. Nous avons aussi trouvé l'occasion d'apprendre avec le débat sur la reconstruction et la revitalisation de deux anciennes villes industrielles, Detroit et Windsor. Plus important encore, ce processus d'apprentissage mutuel a comporté des échanges divers et poussés d'expériences sur l'instauration durable d'une justice à l'égard des femmes dans l'éducation et dans le développement.

Les réunions de femmes, les consultations régionales et sous-régionales, les rencontres informelles de toutes sortes, expositions d'objets d'art pittoresques et symboliques, de livres récemment parus et autres, tout cela a contribué au bon déroulement de la Conférence.

Un hommage émouvant à deux éminents éducateurs d'adultes et citoyens du monde, Dame Nita Barrow et Paulo Freire, a revivifié notre foi dans la durable validité des buts, des méthodes et de l'esprit de l'éducation des adultes.

1. Nous avons assisté à l'émergence d'une vision nouvelle de l'éducation des adultes : un appel au changement

Evoquant la radicale transformation - politique, économique et sociale - du monde depuis la quatrième Conférence internationale sur l'éducation des adultes tenue en 1985, les orateurs qui se sont exprimés lors de l'ouverture de la Conférence ont invité les participants à définir les rôles nouveaux que doit assumer l'éducation des adultes pour prendre en compte les évolutions en cours.

Ils ont noté que les défis liés au processus actuel de mondialisation, les tensions et les risques de marginalisation qui caractérisent notre époque, pleine à la fois des espérances et des craintes que nous inspire le siècle à venir, appellent des solutions nouvelles et imaginatives. C'est ainsi que de nombreux participants ont considéré et vécu la Conférence comme une caisse de résonance pour une vision nouvelle de l'éducation des adultes qui fasse de celle-ci une partie intégrante d'un processus d'apprentissage couvrant toute la durée aussi bien que tous les domaines de l'existence, qui table sur l'éducation familiale et communautaire ainsi que sur le dialogue entre les cultures, qui respecte les différences et la diversité et contribue par là à une culture de paix. Dans la mesure où les apprenants y sont considérés non pas comme objets mais comme sujets de leur apprentissage, l'éducation des adultes devrait plus précisément contribuer :

- à la lutte pour le développement social et économique, la justice, l'égalité, le respect des cultures traditionnelles et la reconnaissance de la dignité de chaque être humain grâce à l'autonomisation de l'individu et à la transformation sociale ;
- à l'allégement des souffrances humaines dans tous les contextes - oppression, pauvreté, travail des enfants, génocide, privation des possibilités d'apprentissage en raison de la classe, du sexe, de la race ou de l'appartenance ethnique ;
- à l'autonomisation de l'individu et à la transformation sociale.

Un appel a été lancé en particulier pour que l'éducation des adultes s'adresse autant aux élites sociales puissantes qu'à ceux que l'on dit marginalisés et analphabètes, car des macropolitiques telles que la mondialisation et l'ajustement structurel, qui affectent si gravement la condition humaine, sont le fait aujourd'hui des classes instruites, des riches et des puissants. Cette nouvelle vision de l'éducation des adultes suppose l'instauration de sociétés éducatives intégratrices qui exploitent le potentiel et les ressources de chacun de même que celles de l'environnement.

2. De CONFINTEA IV à CONFINTEA V

Les rapports des différentes consultations régionales ont révélé que, si certains progrès avaient été accomplis dans le domaine de l'éducation des adultes, le processus engagé depuis CONFINTEA IV (1985) n'a pas déterminé d'évolution majeure s'agissant d'intégrer l'éducation des adultes aux politiques nationales concernant l'éducation de base. Les brefs comptes rendus qui ont été donnés ont fait apparaître certaines tendances ; il a en particulier été fait état, dans les rapports régionaux, des faits suivants :

a. La région Afrique

Depuis 1985, les adultes analphabètes ont été de plus en plus nombreux à bénéficier des programmes d'alphabétisation et des multiples initiatives prises à l'échelle locale ; toutefois, en chiffres absolus, le nombre des analphabètes continue d'augmenter en raison de la rapide croissance démographique.

L'Afrique estime qu'il importe de considérer l'éducation des adultes comme un outil de développement et note la nécessité de politiques intégratrices dans la gestion globale des technologies de l'information et de l'économie mondiale, eu égard en particulier au poids de la dette, le besoin d'une modernisation rapide se faisant sentir sur ce continent tout autant qu'ailleurs dans le monde.

Cependant, l'analphabétisme y est particulièrement répandu et il est difficile de mobiliser des ressources humaines et financières au profit de l'éducation en raison des guerres civiles, de la pauvreté et des programmes d'ajustement structurel. La mobilisation des communautés locales et les efforts qu'elles consacrent à la recherche de solutions collectives à des problèmes individuels ainsi que le désir qu'elles manifestent de participer davantage à la promotion d'un développement durable et d'y assumer davantage de responsabilités éclairent l'avenir d'un rayon d'espoir.

Le moteur de cette transformation se trouve dans l'émergence d'une société civile active par le truchement des associations, des ONG et autres mouvements socioprofessionnels et culturels. Conscients de cela, les gouvernements africains ont entrepris des réformes afin d'accentuer la décentralisation et l'autonomisation à la base et d'encourager ainsi la participation au développement national.

b. La région Asie et Pacifique

- De plus en plus, les politiques mises en oeuvre et les investissements mis à leur service font de l'éducation des adultes un moyen de toucher et de libérer les défavorisés, d'assurer un développement équitable et durable, d'exploiter les ressources potentielles au profit de la compétitivité nationale et de développer les possibilités d'éducation permanente.
- La vision que l'on a de l'éducation des adultes et du champ qui est le sien s'est élargie, conduisant à la formulation de stratégies qui sont le fruit d'une réflexion à laquelle ont participé les établissements éducatifs, les ONG, les associations, les médias et le secteur privé dans son ensemble.
- L'accent a été mis sur les moyens novateurs propres à mobiliser des ressources au profit des campagnes d'alphabétisation massive et à dispenser une éducation aux enfants non scolarisés.
- De nombreux programmes d'alphabétisation fonctionnels se caractérisent par un souci croissant de l'équité entre les sexes, des réactions locales et de la qualité.
- Des liens plus étroits ont été tissés entre l'éducation et le développement durable.
- Des formes nouvelles d'enseignement professionnel et technique et de formation sur les lieux de travail ont vu le jour.

c. La région Amérique latine et Caraïbes

Les partenariats entre ONG et gouvernements, manifestement très répandus dans le domaine de l'éducation des adultes, ont conduit, entre autres, à des innovations au niveau des programmes. Dans plusieurs pays, les femmes sont de plus en plus considérées comme un groupe prioritaire pour l'éducation. Cependant, les politiques éducatives ne correspondent pas encore aux réalités locales et ne dépassent toujours pas le modèle traditionnel de la salle de classe comme mode d'enseignement ; si désirée soit-elle, la coopération multisectorielle et interinstitutionnelle est lente à se mettre en place.

La région fait état d'un accroissement sensible du rôle des médias et de la participation de la société civile, d'une intensification de l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine de l'éducation des adultes et de la nécessité de revoir les politiques éducatives nationales dans la perspective de l'éducation tout au long de la vie.

La région recommande surtout que les éducateurs d'adultes s'intéressent aux jeunes adultes, voyant là une stratégie déterminante. L'Amérique latine et les Caraïbes ont elles aussi fortement insisté sur la nécessité d'une gestion inventive de la dette en faveur de programmes clés, tels que les programmes d'éducation des adultes.

d. La région Europe

L'analphabétisme fonctionnel résiduel est également une réalité dans cette région et des efforts ont été entrepris pour suivre et contrôler les facteurs à l'origine du phénomène. Cependant, ce que souhaite l'Europe, c'est parvenir à une vision élargie de l'éducation des adultes envisagée comme partie intégrante de l'éducation tout au long de la vie. On y est conscient des incidences sur l'éducation des différences existant dans la région en matière de développement. L'éducation permanente a vu s'accroître l'importance qui lui est accordée avec la proclamation de 1996 Année européenne de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

L'un des traits qui caractérisent l'éducation des adultes réside dans le fait qu'elle se développe en dehors des systèmes formels à l'initiative de mouvements populaires divers allant des syndicats aux organisations de développement rural et aux mouvements temporaires. L'expérience de l'Europe a mis en lumière la riche diversité qui existe au niveau non seulement des structures, mais aussi des contenus et même des conceptions.

Les auteurs du rapport ont mis en lumière le rôle de l'éducation comme moyen de promouvoir une citoyenneté active reposant sur une aptitude à interpréter l'expérience, prendre ses propres décisions, participer aux processus politiques et assumer sa dignité d'individu.

L'Europe souhaite un changement radical d'attitude de la part des institutions éducatives et des organisations, y compris du système scolaire, des universités, des entreprises et de l'ensemble des partenaires sociaux. Une forme élargie de dialogue entre institutions est donc nécessaire pour permettre la mobilité entre cadres éducatifs différents et promouvoir de nouvelles formes d'apprentissage pour l'acquisition de savoirs nouveaux. Un environnement dynamique où l'éducation dure tout au long de la vie ne saurait être commandé d'en haut, il présuppose au contraire un degré poussé de participation de la part des citoyens adultes.

La région est d'accord sur les propositions d'action suivantes :

- une heure par jour consacrée à l'apprentissage, afin de former une société éducative ;
- la proclamation d'une journée mondiale de l'éducation des adultes.

e. La région arabe

Au cours des douze dernières années, le nombre des adultes alphabétisés s'est accru sensiblement. Actuellement, les deux tiers de la population adulte de la région sont alphabétisés. A part ce résultat général, le taux d'alphabétisation des femmes demeure nettement plus faible que celui des hommes. Il faudra que, dans les années à venir, la région intensifie ses efforts pour remédier à ce déséquilibre.

Dans la région arabe, une nouvelle tendance s'affirme, en ce sens que la priorité accordée à l'alphabétisation des adultes est de plus en plus largement considérée comme partie intégrante d'un objectif plus vaste d'éducation tout au long de la vie de l'adulte. La priorité initiale que représentait l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul se voit redéfinie dans une perspective plus large, celle de l'éducation pour tous tout au long de la vie.

Rapport oral, partie II

GROUPES THÉMATIQUES

Permettez-moi à présent de m'attaquer à une tâche ambitieuse, à savoir tenter de vous faire part de l'essentiel des 33 séances de travail des groupes thématiques.

La richesse des débats ne saurait être saisie dans une série de notes brèves et nous attendons tous, j'en suis sûre, la publication des actes et des messages de cette Conférence dès que possible. Quand tu veux parler à Dieu, c'est au vent que tu parles, comme nous disons au Ghana.

Les gouvernements ont été instamment invités à accorder davantage d'attention aux points suivants, soulevés par différents groupes de travail, et à accroître leur effort à cet égard.

La Conférence est parvenue à stimuler le processus de redéfinition de l'alphabétisation en mettant l'accent sur la nécessité de prendre ses distances vis-à-vis de la conception de l'analphabétisme comme phénomène pathologique. L'alphabétisation a pour but l'instauration d'une culture de l'écrit et la participation à ce type de culture aux niveaux individuel, local, national et régional. Outre qu'elle est considérée comme une condition du développement économique, elle contribue dans une très large mesure à faciliter le processus d'éducation permanente chez les adultes et les enfants, mais dans le même temps, elle ne peut être durable que si elle baigne dans un contexte alphabète. L'alphabétisation comporte maints aspects, dont la diversité demande aujourd'hui à être reconnue et exploitée. Comme pratique sociale, elle doit tirer parti du capital que représentent les langues, les cultures et les savoirs locaux, pour servir, inspirer et renforcer ainsi la société civile et la justice sociale.

La relation complexe entre alphabétisation et langue maternelle a été vigoureusement mise en lumière ; de cette relation, il résulte que dans les sociétés multilingues la promotion large et rapide de l'alphabétisation et de l'éducation ne saurait passer par une langue officielle et étrangère ; l'approche participative qui est une des clés de l'éducation des adultes suppose aussi que l'on prenne en considération les langues maternelles. Il s'ensuit que le multilinguisme, loin d'être un obstacle, est un élément favorable à l'alphabétisation.

Depuis quelque temps, le problème de l'alphabétisation se pose aussi dans les pays industrialisés. Ces derniers ont dû reconnaître qu'en dépit des résultats positifs donnés par toute une série de programmes d'alphabétisation et de formation de base faisant appel à des moyens nouveaux, la privation d'accès à l'éducation pour des raisons de race, de sexe ou d'origine sociale reste très répandue. Les approches participatives, la reconnaissance de la diversité culturelle, la constitution de réseaux, le travail en partenariat et la flexibilité, autant d'aspects dans lesquels on a vu des nécessités majeures. C'est ainsi qu'un jeune Inuit canadien a déclaré : "Chacun, que ce soit au Canada ou ailleurs dans le monde, peut contribuer à ce que je garde ma culture et ma langue."

On a beaucoup parlé de l'écart important qui persiste souvent entre ce qui passe pour des succès en matière d'alphabétisation et les résultats effectivement obtenus tels qu'ils sont perçus à la base. Il y a beaucoup à faire pour améliorer la qualité et la transparence de l'information. Une base d'information contenant des données plus fiables sur les méthodes qui donnent des résultats, sur ceux avec qui et les contextes dans lesquels elles sont efficaces, voilà ce qu'il faut avant tout pour élaborer des politiques d'alphabétisation durable et, éventuellement, mobiliser des ressources accrues. Le suivi de l'éducation des adultes est d'une importance essentielle pourvu qu'il ne bride pas la créativité ; un module normalisé de collecte de données sur l'éducation des adultes couvrant les aspects à la fois qualitatifs et quantitatifs pourrait être un outil précieux entre les mains des éducateurs d'adultes et des chercheurs. C'est là un point qu'à mon sens la Conférence souhaiterait voir étudier de plus près.

Il a été souligné que, dans un contexte mondial en pleine mutation, la recherche qualitative s'imposait plus que jamais. Cependant, les politiques publiques évoluent lentement et l'essentiel des financements continue d'aller à la recherche quantitative.

Un réseau de réseaux de services de documentation et d'information s'avère particulièrement nécessaire. En dépit de l'explosion des connaissances et des nouveaux médias, l'équité en ce qui concerne l'accès à l'information et aux connaissances sur l'éducation des adultes reste aujourd'hui encore un rêve pour maints individus et maints groupes.

L'éducation des adultes a toujours été confrontée aux exigences du monde du travail, qui est aujourd'hui en rapide évolution. Il nous faut redéfinir la notion de travail, qui doit aller au-delà de l'idée d'activité rémunérée et rendre justice à tous les domaines dans lesquels sont prises des responsabilités dans l'ordre de la production et de la reproduction, ce qui concerne en particulier les activités des femmes. Ce nouveau modèle de travail devrait informer les politiques relatives à l'éducation des adultes et à la formation continue et inspirer les programmes de formation permanente sur les lieux de travail. Les pays qui n'ont pas intégré l'éducation des adultes à leur politique d'éducation permanente sont instamment invités à le faire en appliquant une démarche participative.

Par ailleurs, le XXI^e siècle verra une intensification des mouvements migratoires, qui a toutes chances d'être assortie de conditions de travail et d'existence accablantes. Il faut des efforts conjugués et soutenus pour promouvoir l'éducation des migrants afin de leur permettre de prendre leur sort en main. Le meilleur moyen de parvenir à ce résultat réside dans une démarche à caractère participatif qui intègre la transmission de compétences sociales et d'utilité courante, l'éducation civique, l'éducation relative aux droits de l'homme, la conscientisation ainsi qu'une éducation multiculturelle et antiraciste.

Ce que l'on a coutume d'appeler les minorités sont souvent en butte à la discrimination, qu'elle soit institutionnalisée ou qu'elle ait un caractère plus subtil, et se trouvent par là même privées de nombreux droits, parmi lesquels le droit à l'éducation. Les sentiments de frustration sont à l'origine de tensions qui peuvent aisément dégénérer en conflits armés. Le caractère unique

des minorités doit être respecté et apprécié ; en fait, c'est à la majorité de désapprendre les notions discriminatoires, d'apprendre à connaître et à comprendre dans un esprit de sympathie la diversité des cultures ; il est du devoir des responsables de l'éducation de veiller à ce que les méthodes d'enseignement, les démarches éducatives et les programmes d'éducation des adultes et des jeunes tiennent compte de tous ces éléments et les encourage.

On note une évolution positive des directives et des politiques gouvernementales à l'égard des populations autochtones. Considérés du point de vue de ces populations, les quatre "piliers de l'éducation" identifiés par la Commission Delors seraient les suivants :

- apprendre à être ou le droit à l'identité
- apprendre à connaître ou le droit à l'autoconnaissance
- apprendre à faire ou le droit à l'autodéveloppement
- apprendre à vivre ensemble ou le droit à l'autodétermination.

La Conférence a pris acte du vieillissement de la population. Plus de 25 % de la population mondiale a dépassé soixante ans ; cette proportion est appelée à connaître une croissance constante, alors que les sociétés sont encore mal préparées à affronter ces conditions démographiques historiquement nouvelles. L'éducation des adultes peut jouer un rôle en favorisant une nouvelle vision des adultes âgés en tant que personnes autonomes et responsables et en tant que force de production dans la société, en leur donnant accès aux nouvelles connaissances et aux nouveaux apprentissages. 1990, l'Année internationale des personnes âgées, est un puissant symbole de l'évolution du monde et de sa démographie.

Les femmes et les jeunes ont été replacés au centre des questions de population, dans la perspective des droits de l'homme et du développement ; cela oblige à écouter leurs points de vue et à les respecter en tant que sujets actifs, à trouver des méthodes imaginatives et novatrices pour éduquer toute une série de groupes divers dans des situations différentes.

Dans le souci d'une éducation permanente attentive aux considérations de sexe, il a été insisté sur la nécessité de rendre justice aux connaissances et au potentiel propres aux femmes, en particulier dans un environnement où le travail féminin tend à être déprécié. Bien qu'il existe maints textes d'orientation politique excellents, la mise en œuvre laisse à désirer. En tant que femmes, y compris celles d'entre nous qui sont parvenues à des situations haut placées, nous avons le devoir d'utiliser notre pouvoir et nos compétences pour promouvoir l'éducation des jeunes filles et des femmes.

Bien que, dans certains contextes, l'éducation scolaire ait contribué à l'émancipation des femmes, il est vrai aussi qu'elle a aussi abouti à la perpétuation et au renforcement des inégalités entre les sexes et des stéréotypes en la matière. Certains programmes d'éducation non formelle se sont attaqués avec succès à la question de l'autonomisation des femmes en utilisant leur expérience familiale et communautaire, mais beaucoup reste à faire pour réaliser des programmes propres à sensibiliser à la fois les hommes et les femmes aux disparités entre les sexes, afin de réduire les inégalités sociales et économiques actuellement liées au sexe.

A la veille d'une ère high tech caractérisée par un monde enserré par le réseau des réseaux, les nouvelles technologies constituent l'un des sujets les plus brûlants et, s'il est vrai que celles-ci ont un riche potentiel à mettre au service de l'éducation des adultes, pourvu que l'on ait la volonté politique de s'approprier activement ces outils et qu'on fasse le nécessaire pour cela, il est important malgré tout de demeurer vigilant quant aux raisons pour lesquelles on les utilise, à la manière dont on le fait et au profit de qui.

Il faut étudier de plus près les moyens permettant de tirer parti des nouvelles technologies aux fins de l'alphabétisation et de l'apprentissage. La technologie est un outil. Il faut consacrer davantage de temps et d'argent à former les gens, afin qu'ils sachent exploiter cet outil aux fins de leur propre développement et de celui de leur communauté, et les engager dans une réflexion sur ce qu'est la technologie. Cela est sans doute plus important que d'investir dans du matériel ou des programmes informatiques.

Notre monde connaît actuellement de grands bouleversements qui accentuent les processus inégalitaires et élargissent le fossé entre riches et pauvres au sein de la communauté mondiale. L'éducation, où l'éducation des adultes occupe en vérité une place importante, peut aider à affronter ces transformations et à agir sur elles dans l'intérêt général. Maints exemples ont été donnés de stratégies adoptées par les groupes d'apprenants pour surmonter les obstacles actuels, qu'ils soient d'ordre structurel ou fonctionnel ou qu'ils aient trait aux objectifs et au financement de leur éducation. Il a été beaucoup insisté sur le fait que les réseaux nécessaires pour créer des liens entre ces riches expériences et ces initiatives constructives manquent encore.

Le débat sur l'économie de l'éducation des adultes a porté notamment sur les retombées de l'éducation des adultes et sur la question de son financement. L'éducation des adultes doit être considérée comme un investissement productif. Ce type d'investissement doit produire des résultats positifs non seulement en termes de croissance économique, mais aussi du point de vue de la qualité de la vie et du développement général de la société. Il importe que les gouvernements assurent un minimum d'investissements dans l'éducation des adultes, tout en mettant sur pied toute une série de partenariats avec les autres acteurs qui interviennent dans ce domaine. Il a été observé que l'absence de ce type d'investissement a des coûts sociaux cachés. Il est urgent d'accélérer la recherche sur les rapports coût-avantages dans ce domaine, en particulier pour favoriser le passage d'un système d'éducation mû par l'offre à des systèmes d'apprentissage mus par la demande.

La Conférence a soulevé la question de l'éducation des adultes et de l'environnement. Les participants ont vu dans la première un puissant auxiliaire de l'action à mener face aux problèmes écologiques de la planète, puisque les adultes sont ceux qui prennent les décisions dans le monde. L'environnement leur est apparu comme devant occuper au siècle prochain une place déterminante dans l'éducation des adultes, contribuant par là à la bonne utilisation du savoir indigène et au développement des démarches participatives en matière d'apprentissage.

Si elles doivent préserver leur indépendance pour garder leur aptitude à créer et à innover, les universités comme les autres établissements d'enseignement supérieur doivent répondre au besoin qu'ont les sociétés de repenser l'éducation dans un monde où le changement est général, établir des liens entre la recherche et la formation et les services qui s'adressent à la communauté et pratiquer la coopération internationale, notamment en matière de recherche, dans le domaine de l'éducation des adultes.

La culture est d'une suprême importance dans le processus d'apprentissage chez l'adulte, elle est aussi un droit inaliénable. Les institutions culturelles, telles que bibliothèques, musées, théâtres, parcs écologiques et organisations communautaires traditionnelles jouent, avec les ressources qui sont les leurs, un rôle important à cet égard. Ce rôle consiste à contribuer à l'identité et à la créativité personnelle et collective ; c'est pourquoi elles doivent continuer à s'ouvrir de plus en plus largement, à s'organiser en réseaux et à collaborer entre elles.

L'éducation des adultes pour la démocratie et pour la paix doit avoir un caractère critique, créatif et humain afin de développer la capacité de sentir, d'apprendre et d'agir, à l'échelle locale, nationale et mondiale. Dans bien des pays, les éducateurs d'adultes sont confrontés à un réel problème, qui est d'apprendre comment passer d'une politique de la résistance à une politique de

la participation, comment évoluer, tout en prenant en charge les espoirs et les rêves en un lent et fragile processus de démocratisation, vers des stratégies de développement économique.

L'éducation sanitaire apparaît pour la première fois à l'ordre du jour d'une conférence internationale sur la formation des adultes. Les débats ont révélé qu'elle devrait faire partie intégrante de l'éducation des adultes et y occuper une place importante, car le niveau d'éducation influe sur l'état de santé, l'éducation des adultes étant un processus qui permet aux gens de maîtriser davantage leurs conditions et leur qualité de vie. Cela est vrai en particulier des femmes, qui peuvent ainsi prendre en main leur santé génésique et leur fécondité : l'économie en matière de santé est donc déterminante en tant que moyen de libération.

J'aimerais conclure ce rapport sur les discussions des groupes de travail en rappelant les nombreuses références faites au dévouement et au savoir-faire des ONG oeuvrant dans le domaine de l'éducation des adultes ; je voudrais aussi souligner la nécessité de renforcer la coopération et la solidarité internationales dans le cadre de partenariats. Les mots clés ici sont partenariat par opposition à assistance, participation, échange mutuel et constitution de réseaux. La coopération et la solidarité internationales doivent viser à mettre au point des programmes de développement humain afin de :

- rendre possible l'éducation des adultes tout au long de la vie à l'échelle sectorielle et multisectorielle ;
- accroître au maximum les possibilités d'éducation des adultes en en intégrant des éléments dans tous les programmes et tous les projets ;
- accroître la capacité de tous les acteurs non traditionnels à profiter activement des possibilités d'éducation des adultes.

Rapport oral, partie III

MISE AU POINT DU TEXTE DE LA DÉCLARATION ET DE L'AGENDA POUR L'AVENIR

Les principaux textes d'orientation que la Conférence doit adopter, à savoir la Déclaration et l'Agenda pour l'avenir, ont été répartis entre les deux commissions qui ont été constituées avec pour tâche d'en examiner chacune certaines parties précises.

Nous avons été informés que le comité de rédaction avait reçu environ 400 amendements. Ce nombre important traduit moins des divisions ou des tensions qu'un effort enthousiaste pour améliorer ces textes et saisir dans son actuelle effervescence la pleine et entière réalité de l'éducation des adultes avec toutes ses dimensions - politique, socioculturelle et personnelle - ainsi que le rôle qu'elle joue dans le développement durable, la justice dans le traitement des hommes et des femmes, la paix, la démocratie, l'autonomisation de l'individu, la croissance économique et la transformation sociale.

Il a été estimé qu'en dépit du sérieux apporté à sa tâche et du travail titanesque accompli par le comité de rédaction, les amendements présentés par certains délégués n'avaient, en raison de l'étroitesse du délai dont celui-ci disposait, pu être fidèlement reflétés dans les documents finaux. Toutefois, de l'avis général, un consensus s'est dégagé touchant certaines questions clés abordées par les commissions et la Conférence dans son ensemble, à savoir :

- la dimension transversale et omniprésente de la question du rôle des hommes et des

femmes et la nécessité de tenir compte des décisions et des engagements pris à Beijing, au Caire et à Copenhague, entre autres ;

- les questions des minorités, des personnes handicapées et des populations âgées, ainsi que leurs incidences sur l'ensemble des politiques éducatives ;
- la transformation du monde du travail et ses répercussions sur l'éducation des adultes ;
- le désir de réorienter et de redéfinir l'alphabétisation ;
- la pressante nécessité pour les gouvernements de s'engager en faveur de l'éducation des adultes et de joindre leurs efforts à ceux de la société civile et du secteur privé pour la financer ;
- la nécessité de mobiliser des ressources supplémentaires au profit des PMA, grâce à la conversion de la dette, au transfert de ressources préalablement affectées à des achats d'armements et autres modalités à inventer ;
- le rôle déterminant de la société civile et des gouvernements nationaux dans la surveillance des suites données à la Conférence et des processus de mise en oeuvre ;
- l'idée stimulante formulée par le Ministre danois de l'éducation, qui a proposé de créer une "Académie internationale pour l'éducation et la démocratie", qui aurait essentiellement pour mission de rassembler des personnes venues du monde entier pour leur enseigner comment l'éducation peut favoriser le développement de la démocratie et contribuer à une culture durable de la paix ;
- le lancement d'une Semaine des Nations Unies pour l'éducation des adultes destinée à fêter les apprenants, mobiliser les communautés et favoriser l'avènement d'une culture de l'apprentissage et de l'intégration ;
- la Conférence a également permis de sonder les esprits et d'évaluer la possibilité d'affecter une heure par jour à l'apprentissage afin de promouvoir une culture de l'apprentissage.

Vendredi 18 juillet 1997
SEANCE PLENIERE : MATINEE

Au cours d'une nouvelle séance plénière organisée à notre intention ce matin, les dernières versions modifiées de la Déclaration et de l'Agenda nous ont été présentées. Bien que ces documents aient été accueillis avec satisfaction, il nous est apparu que certaines modifications mineures pouvaient encore y être insérées et nous comptons sur le Secrétariat de l'UNESCO pour intégrer fidèlement ces éléments au document final.

CONCLUSION

Permettez-moi de saisir l'heureuse occasion qui m'est offerte par la fonction que vous m'avez aimablement confiée lors de cette Conférence pour formuler quelques observations sur un certain nombre de points qui m'ont donné à réfléchir et qui m'ont passionnée.

Tout d'abord, je suis frappée tout à la fois par la multitude des informations et des savoirs nouveaux qui existent, l'extrême rapidité du changement et les immenses possibilités offertes par le millénaire, et par le contraste qu'elles offrent avec l'implacable augmentation du nombre de ceux pour qui savoir lire, écrire et compter reste une cruelle illusion. Je retiens de cette Conférence cette idée dégrisante que si tous ceux qui dans le monde décident des politiques en matière d'éducation des adultes et les mettent en oeuvre n'unissent pas résolument leurs forces dans les années qui viennent, l'exclusion et la marginalisation, en faisant sentir tous leurs effets, transformeront la promesse du siècle qui s'approche en une amère déception pour tous. Il importe - et c'est une priorité absolue - que les organes directeurs des ONG et des organismes multilatéraux confèrent une place de premier rang à l'éducation des adultes et que l'on établisse les liens qui s'imposent entre développement humain et création de richesse.

Certains groupes se sont vu accorder une attention particulière. Il s'agit des enseignants et des handicapés et, parmi ces derniers, les femmes. Peut-être pouvons-nous à notre retour chercher à améliorer la condition et les compétences de ceux qui dispensent l'éducation des adultes, lesquels sont souvent isolés et maigrement rémunérés. En ce qui concerne les handicapés, il est évident à mes yeux, si je me réfère à la situation dans ma région, que si un adulte analphabète est marginalisé et si une femme pauvre et analphabète l'est plus encore, alors que dire d'une femme pauvre, analphabète et handicapée ? Peut-être ces questions devront-elles être reprises systématiquement lors de la prochaine Conférence.

Permettez-moi d'observer en outre que le débat sur les concepts et leur définition n'a pas chômé au cours de la présente Conférence. Beaucoup ont été abordés ou réinterprétés : c'est le cas de l'éducation et de la formation des adultes, de l'alphabétisation, de l'éducation tout au long de la vie et autres. Cette Conférence représente, disons-le, un tournant, c'est une conférence qui est de son temps, d'un temps où redéfinir les concepts est une condition indispensable pour affronter un monde en rapide mutation.

Le sentiment que me laisse cette Conférence n'a rien de mélancolique. Il est effet réconfortant de voir tant d'attachement à la cause de l'éducation des adultes, attachement qu'atteste le fruit qui nous a été présenté des durs efforts consentis dans de nombreuses régions du monde. Dans la mesure où j'appartiens à une société dont l'élite a souvent fait partie des grands détracteurs de l'éducation des adultes, voire des méthodes informelles, non formelles et même formelles propres à ses communautés indigènes, bien qu'elles aient fait leurs preuves, c'est pour moi un grand encouragement de voir que les modèles ne cessent d'évoluer et que l'on va vers la reconnaissance et la préservation des fondements éducatifs des sociétés indigènes. C'est là un

progrès qui devrait rendre confiance en soi aux nombreux peuples écrasés par le lourd fardeau d'héritages coloniaux dépassés.

Plus important encore, il y a lieu d'espérer que, grâce à cette évolution, un échantillon plus représentatif des cultures du monde pourra enrichir de sa contribution le monde du savoir.

En ce qui concerne le point que j'aborde à présent, ce que j'ai à dire est, je l'avoue, presque une contradiction dans les termes. Cependant, il s'agit d'un point si important que je me dois de le mentionner sans ambiguïté. Les femmes ont été durant la présente Conférence consciemment et très simplement associées à la décision sans les habituels discours empruntés et sans faux-semblant. Elles ont effectivement été présentes au sein des groupes de discussion et des délégations, ce qui leur a permis de constituer une masse critique et d'influer ainsi sur les travaux de la Conférence. Je dois, me semble-t-il, au nom de toutes les femmes qui sont ici et des millions d'entre elles qui auraient tant besoin de l'éducation des adultes, louer très vivement l'exemple donné par cette Conférence, afin qu'il devienne la référence minimale pour les futures réunions, voire pour notre future éthique de travail.

Madame la Présidente, je songeais en me rendant à la présente réunion aux douze ans qui se sont écoulés depuis celle qui l'a précédée. J'espère vivement que la rareté de ces rencontres et l'énormité de la tâche qui nous attend nous ont tous amenés à nous montrer ouverts à une redéfinition des relations traditionnelles. Nul doute que la Conférence a marqué un tournant en rassemblant les délégations gouvernementales et les ONG. La question que je me pose ici est : avons-nous tiré profit de cette expérience ? Ou avons-nous tourné le dos à la possibilité qui nous était offerte de redéfinir nos relations ? C'est là une pensée qui ne devrait plus nous quitter à l'issue de cette Conférence, non pas parce que nous ignorons quels sont nos faiblesses et nos intérêts de clocher respectifs, mais parce que nous sommes devenus conscients de la puissante synergie créée par nos forces rassemblées.

Je tiens maintenant à remercier tous ceux qui m'ont aidée à rédiger ce rapport. Je remercie la Conférence de l'immense confiance qu'elle a placée en moi et j'espère avoir saisi dans le rapport que je viens de vous présenter les principales tendances qui se sont révélées au cours de la réunion ainsi que les aperçus nouveaux qu'elle a dégagés. Merci encore à tous.

B. La Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes¹

1. Nous, participants à la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes, réunis dans la Ville libre et hanséatique de Hambourg, réaffirmons que seuls un développement axé sur l'être humain et une société à caractère participatif fondée sur le plein respect des droits de l'homme permettront un développement durable et équitable. Sans une participation véritable et éclairée des hommes et des femmes de tous horizons, l'humanité ne saurait survivre ni relever les défis de l'avenir.

¹ L'expression "adult learning" utilisée dans la version anglaise demande à être traduite différemment dans les autres langues pour tenir compte des expressions admises dans les différentes communautés linguistiques.

2. L'éducation des adultes devient donc plus qu'un droit ; elle est une clé pour le XXI^e siècle. Elle est à la fois la conséquence d'une citoyenneté active et la condition d'une pleine et entière participation à la vie de la société. Il s'agit d'un concept propre à contribuer puissamment à l'instauration d'un développement écologiquement durable, à la promotion de la démocratie, de la justice, de l'équité entre les sexes et du développement scientifique, social et économique, ainsi qu'à l'édification d'un monde qui, à la violence, préférera le dialogue et une culture de la paix fondée sur la justice. L'éducation des adultes peut forger l'identité et donner sens à la vie. La notion d'éducation tout au long de la vie suppose que l'on repense le contenu de l'éducation de manière à prendre en compte des facteurs tels que l'âge, l'égalité des sexes, les handicaps, la langue, la culture et les disparités économiques.

3. L'éducation des adultes désigne l'ensemble des processus d'apprentissage, formels ou autres, grâce auxquels les individus considérés comme adultes dans la société à laquelle ils appartiennent développent leurs aptitudes, enrichissent leurs connaissances et améliorent leurs qualifications techniques ou professionnelles ou les réorientent en fonction de leurs propres besoins et de ceux de la société. Elle englobe à la fois l'éducation formelle et l'éducation permanente, l'éducation non formelle et toute la gamme des possibilités d'apprentissage informel et occasionnel existant dans une société éducative multiculturelle où les démarches fondées sur la théorie et sur la pratique ont leur place.

4. Bien que leur contenu varie en fonction du contexte économique, social, environnemental et culturel et des besoins des membres de la société dans laquelle elles sont dispensées, l'éducation des adultes et celle des enfants et des adolescents sont l'une et l'autre des éléments indispensables d'une conception nouvelle de l'éducation selon laquelle celle-ci est censée s'étendre véritablement à la vie entière. La perspective qui est celle de l'éducation tout au long de la vie requiert pareille complémentarité et pareille continuité. La contribution potentielle de l'éducation des adultes et de l'éducation permanente à l'émergence de citoyens informés et tolérants, au développement économique et social, aux progrès de l'alphabétisation, à l'atténuation de la pauvreté et à la préservation de l'environnement est énorme ; il faut donc l'exploiter.

5. L'éducation des jeunes et des adultes, considérée comme un processus qui dure toute la vie, a pour objectifs de développer l'autonomie et le sens des responsabilités des individus et des communautés, de les mettre mieux en mesure de faire face aux transformations qui affectent l'économie, la culture et la société dans son ensemble, et de promouvoir la coexistence, la tolérance ainsi qu'une participation éclairée et créative des citoyens à la vie de la collectivité, bref, de permettre aux individus et aux communautés de prendre leur sort et celui de la société en main pour pouvoir relever les défis de l'avenir. Il est indispensable que les démarches adoptées en matière d'éducation des adultes soient fondées sur l'héritage, la culture, les valeurs et le vécu antérieur des intéressés et qu'elles soient conduites de manière à faciliter et à stimuler la participation active et l'expression des citoyens.

6. La Conférence prend acte de la diversité des systèmes politiques, économiques et sociaux ainsi que des structures administratives des Etats membres. Compte tenu de cette diversité et pour assurer le plein respect des droits de la personne humaine et des libertés fondamentales, la Conférence reconnaît que la situation particulière des Etats membres déterminera les mesures que leurs gouvernements respectifs peuvent être amenés à prendre pour promouvoir l'esprit qui caractérise nos objectifs.

7. Les représentants des gouvernements et organisations participant à la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes ont décidé ensemble d'explorer le potentiel et l'avenir de l'éducation et de la formation des adultes, envisagées dans la dynamique plus générale de l'éducation tout au long de la vie.

8. Au cours de la présente décennie, l'éducation des adultes a beaucoup évolué et sa portée comme le nombre de ceux qu'elle concerne ont considérablement augmenté. Dans les sociétés fondées sur le savoir qui apparaissent aujourd'hui dans le monde entier, l'éducation des adultes et l'éducation permanente sont devenues des impératifs, dans la vie courante comme dans la vie professionnelle. Les exigences nouvelles de la société et du monde du travail suscitent des attentes qui obligent chaque individu, homme ou femme, à renouveler sans cesse ses connaissances et compétences tout au long de sa vie. Au coeur de cette transformation, il y a une évolution du rôle de l'Etat et l'émergence de partenariats plus larges en faveur de l'éducation des adultes au sein de la société civile. L'Etat demeure le rouage essentiel s'agissant de garantir le droit à l'éducation pour tous, notamment pour les groupes sociaux les plus vulnérables, par exemple les minorités et les peuples autochtones, et de définir les grandes lignes de la politique éducative. Mais au sein du nouveau partenariat qui s'établit entre le secteur public, le secteur privé et le secteur associatif, son rôle est en train de changer. Il est non seulement pourvoyeur de services d'éducation des adultes, mais aussi conseiller, bailleur de fonds et instance de contrôle et d'évaluation. Les gouvernements et les partenaires sociaux doivent prendre les mesures nécessaires pour permettre aux individus d'exprimer leurs besoins et leurs aspirations en matière de formation et d'avoir accès à l'éducation tout au long de leur vie. Au sein des gouvernements, l'éducation des adultes n'est pas l'affaire des seuls ministères de l'éducation ; tous les ministères oeuvrent à sa promotion, et la coopération interministérielle est indispensable. De leur côté, les employeurs, les syndicats, les organisations non gouvernementales et communautaires ainsi que les groupements d'autochtones et de femmes y participent et il leur incombe d'interagir et de créer des possibilités d'éducation et de formation permanentes susceptibles d'être reconnues et validées.

9. L'éducation de base pour tous, c'est la possibilité pour les individus, quel que soit leur âge, de réaliser leur potentiel, individuellement et collectivement. Ce n'est pas seulement un droit, c'est aussi un devoir et une responsabilité à l'égard à la fois des autres et de la société tout entière. Il est essentiel que la reconnaissance du droit à l'éducation tout au long de la vie se traduise par la mise en place des conditions d'exercice de ce droit. Les gouvernements, les organisations ou les institutions ne peuvent seuls relever les défis du XXI^e siècle ; il faut que s'y ajoutent l'énergie, l'imagination et le génie des individus ainsi que leur pleine, libre et énergique participation dans tous les domaines de la vie. L'éducation des jeunes et des adultes est l'un des principaux moyens d'accroître sensiblement la créativité et la productivité prises au sens le plus large - créativité et productivité sans lesquelles on ne saurait faire face aux problèmes complexes et solidaires d'un monde en proie à des mutations de plus en plus rapides et que caractérisent une complexité et des risques grandissants.

10. La nouvelle conception de l'éducation des jeunes et des adultes remet en cause les pratiques actuelles, dans la mesure où elle appelle une véritable organisation en réseaux au sein des systèmes formels et non formels et où elle exige de l'innovation et davantage de créativité et de flexibilité. Il faudrait relever ces défis en abordant l'éducation des adultes selon de nouvelles approches dans la perspective de l'éducation tout au long de la vie. Il incombe aux pouvoirs publics, aux partenaires sociaux et aux prestataires de promouvoir l'apprentissage par le canal des grands médias ainsi que de la publicité locale et d'offrir une orientation impartiale. L'objectif ultime doit être la création d'une société éducative attachée à la justice sociale et au bien-être général.

11. ***L'alphabétisation des adultes.*** L'alphabétisation, conçue dans une acception large comme l'acquisition des connaissances et compétences de base dont chacun a besoin dans un monde en rapide évolution, est un droit fondamental de la personne humaine. Dans toute société, elle est nécessaire en soi et elle constitue l'un des fondements des autres compétences de la vie courante. Des millions d'êtres humains, dont une majorité de femmes, n'ont pas la possibilité d'apprendre ou ne possèdent pas les compétences nécessaires pour faire valoir ce droit. Il s'agit de les mettre en

état d'y parvenir. Cela suppose souvent que l'on prépare le terrain à l'apprentissage par un travail de sensibilisation et d'autonomisation. L'alphabétisation a aussi pour effet de stimuler la participation aux activités sociales, culturelles, politiques et économiques et de favoriser l'éducation tout au long de la vie. C'est pourquoi nous nous engageons à faire en sorte que tous aient la possibilité d'acquérir une éducation de base et d'entretenir cet acquis, et à créer dans tous les Etats membres un environnement de l'écrit à l'appui de l'oralité. Offrir la possibilité d'apprendre à tous, y compris aux laissés-pour-compte et aux exclus, voilà le souci le plus pressant. La Conférence accueille avec satisfaction l'idée de lancer en 1998 une décennie de l'alphabétisation en l'honneur de Paulo Freire.

12. Il est plus que jamais nécessaire de reconnaître *le droit à l'éducation et le droit d'apprendre* tout au long de la vie, c'est-à-dire le droit de lire et d'écrire, le droit d'émettre des critiques et d'analyser, le droit d'accéder aux ressources et de développer et mettre en pratique les aptitudes et compétences individuelles et collectives.

13. *L'intégration et l'autonomisation des femmes.* Les femmes ont le droit à l'égalité des chances ; de son côté, la société a besoin qu'elles jouent pleinement leur rôle dans tous les domaines, que ce soit au travail ou dans la vie en général. Les politiques d'éducation des jeunes et des adultes doivent être sensibles aux cultures locales et conférer la priorité à l'élargissement des possibilités d'éducation à toutes les femmes, tout en respectant leur différence et en éliminant les préjugés et les stéréotypes qui réduisent à la fois leurs chances d'accès à l'éducation des jeunes et des adultes et les bienfaits qu'elles en retirent. Toute tentative visant à restreindre leur droit à l'alphabétisation, à l'éducation et à la formation doit être considérée comme inacceptable. Il importe que des mesures soient prises pour y parer.

14. *La culture de la paix et l'éducation à la citoyenneté et à la démocratie.* L'une des toutes premières tâches de notre temps consiste à éliminer la culture de la violence et à édifier une culture de la paix fondée sur la justice et la tolérance, où la violence cède la place au dialogue, à la reconnaissance mutuelle et à la négociation, que ce soit au niveau de la famille ou de la collectivité, au sein des nations ou entre pays.

15. *Diversité et égalité.* L'éducation des adultes doit refléter la richesse que représente la diversité des cultures et respecter les savoirs et systèmes d'apprentissage traditionnels et des peuples autochtones ; le droit d'apprendre dans sa langue maternelle doit être respecté et mis en oeuvre. L'éducation des adultes est mise rudement au défi de contribuer à la préservation de la sagesse orale des groupes minoritaires, des autochtones et des nomades, et de réunir du matériel documentaire la concernant. De son côté, l'éducation interculturelle devrait encourager la connaissance mutuelle des différentes cultures afin de promouvoir la paix, les droits de la personne humaine et les libertés fondamentales, la démocratie, la justice, la liberté, la coexistence et la diversité.

16. *La santé.* La santé est un droit fondamental de l'être humain. Investir dans l'éducation, c'est investir dans la santé. L'éducation tout au long de la vie peut jouer un rôle considérable dans la promotion de la santé et la prévention des maladies. L'éducation des adultes offre d'importantes possibilités de donner équitablement et durablement accès à des connaissances utiles en la matière.

17. *La viabilité écologique.* L'éducation pour la viabilité écologique doit être un processus éducatif permanent ouvert au fait que les problèmes écologiques ont un contexte socio-économique, politique et culturel. Il ne saurait y avoir d'avenir viable si l'on ne prend pas en considération la relation existant entre les problèmes écologiques et les modèles actuels de développement. L'éducation environnementale des adultes peut contribuer considérablement à sensibiliser la collectivité et les décideurs et à les mobiliser dans le sens d'une action soutenue en

faveur de l'environnement.

18. **Education et culture autochtones.** Les peuples autochtones et les peuples nomades ont le droit d'accéder à tous les niveaux et à toutes les formes d'éducation assurés par l'Etat. Le droit de jouir de leur propre culture ou d'utiliser leur propre langue ne saurait leur être refusé. L'éducation qui leur est offerte doit être linguistiquement et culturellement adaptée à leurs besoins et de nature à faciliter la poursuite de leurs études et de leur formation.

19. **La transformation de l'économie.** La mondialisation, les changements dans les modes de production, la montée du chômage et la difficulté qu'il y a à garantir la sécurité des moyens de subsistance appellent des politiques de l'emploi plus actives et un plus gros investissement dans le développement des compétences dont les hommes et les femmes ont besoin pour s'insérer sur le marché du travail et pratiquer une activité rémunératrice.

20. **L'accès à l'information.** Le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication est porteur de risques nouveaux d'exclusion sociale et professionnelle pour les groupes d'individus et même les entreprises qui ne sont pas en mesure de s'adapter à ce contexte. L'un des rôles de l'éducation des adultes devrait donc à l'avenir consister à limiter ces risques d'exclusion, de manière à ce que la société de l'information ne perde pas de vue l'être humain.

21. **Le vieillissement de la population.** Il y a aujourd'hui dans le monde proportionnellement plus de personnes âgées que jamais auparavant et la part de la population que celles-ci représentent continue d'augmenter. Ces adultes âgés ont une précieuse contribution à apporter au développement de la société. Il importe donc qu'ils aient la possibilité d'apprendre dans des conditions d'égalité et par des moyens appropriés. Leurs compétences et leurs capacités doivent être reconnues, appréciées et utilisées.

22. Il convient, conformément à la Déclaration de Salamanque, de promouvoir l'intégration des personnes handicapées et de leur faciliter l'accès à l'éducation. Les handicapés ont droit à des possibilités d'apprentissage qui tiennent équitablement compte de leurs besoins et de leurs aspirations et qui y répondent en faisant appel à des technologies éducatives adaptées aux besoins spéciaux qui sont les leurs.

23. Nous devons agir de toute urgence pour accroître les investissements nationaux et internationaux consacrés à l'éducation des jeunes et des adultes ainsi que les ressources engagées en sa faveur par le secteur privé et associatif, et pour les garantir. L'Agenda pour l'avenir que nous venons d'adopter est conçu à cette fin.

24. Nous invitons l'UNESCO, en sa qualité de chef de file des institutions des Nations Unies dans le domaine de l'éducation, à conduire les efforts visant à promouvoir l'éducation des adultes en tant que partie intégrante du système éducatif et à mobiliser le soutien de tous les partenaires, notamment au sein du système des Nations Unies, afin de donner la priorité à la mise en oeuvre de l'Agenda pour l'avenir et à la mise en place des services nécessaires pour renforcer la coordination et la coopération internationales.

25. Nous demandons instamment à l'UNESCO d'encourager les Etats membres à adopter des politiques et une législation qui soient favorables aux personnes handicapées et prévoient une place pour elles dans les programmes éducatifs, et qui tiennent compte en outre de la diversité culturelle, linguistique et économique ainsi que des sexospécificités.

26. Nous déclarons solennellement que toutes les parties suivront de près la mise en oeuvre de

cette Déclaration et de l'Agenda pour l'avenir, en établissant clairement leurs responsabilités respectives, en veillant à la complémentarité de leur action et en coopérant les unes avec les autres. Nous sommes résolus à faire en sorte que l'éducation tout au long de la vie devienne une réalité d'un plus grand poids au début du XXI^e siècle. A cette fin, nous nous engageons à promouvoir une culture de l'apprentissage grâce au mouvement "une heure par jour pour apprendre" et à l'instauration d'une semaine des Nations Unies pour l'éducation des adultes.

27. Convaincus de la nécessité de l'éducation des adultes, nous, qui sommes réunis à Hambourg, nous engageons à faire en sorte que tous les hommes et toutes les femmes se voient offrir la possibilité d'apprendre tout au long de leur vie. Dans ce dessein, nous constituerons des alliances plus larges afin de mobiliser et mettre en commun nos ressources pour faire de l'éducation des adultes une joie, un moyen, un droit et une responsabilité partagée.

C. Agenda pour l'avenir de l'éducation des adultes

1. Le présent *Agenda pour l'avenir* définit de manière détaillée les nouveaux engagements en faveur du développement de l'éducation des adultes préconisés par la Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes.

2. L'*Agenda* insiste sur les problèmes auxquels l'humanité tout entière est confrontée à la veille du XXI^e siècle et sur le rôle crucial que doit jouer l'éducation des adultes s'agissant de permettre aux femmes et aux hommes de tous âges de relever les défis les plus urgents avec courage, créativité et le savoir nécessaire.

3. Développer l'éducation des adultes exige un partenariat entre les pouvoirs publics dans différents secteurs, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, les employeurs et les syndicats, les universités et centres de recherche, les médias, les associations et les mouvements communautaires, les facilitateurs de l'éducation des adultes et les apprenants eux-mêmes.

4. De profonds changements sont en cours aux niveaux mondial et local. Ils sont visibles dans la mondialisation des systèmes économiques, le développement rapide de la science et de la technologie, la structure par âge et la mobilité des populations et l'émergence d'une société fondée sur l'information et le savoir. Le monde est également travaillé par des transformations profondes de la structure de l'emploi et du chômage, une crise écologique de plus en plus aiguë et des tensions sociales liées aux différences culturelles, ethniques et religieuses, à la répartition des rôles entre les sexes et aux écarts de revenus. Ces tendances se répercutent dans le domaine de l'éducation, où les responsables de systèmes éducatifs complexes s'évertuent à saisir les possibilités et satisfaire les demandes nouvelles alors que leurs ressources sont souvent en diminution.

5. Depuis le début de la décennie, une série de conférences a appelé l'attention mondiale sur des problèmes internationaux cruciaux. Après la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous : répondre aux besoins éducatifs fondamentaux (Jomtien, Thaïlande, 1990), il y a eu la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992), la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienne, 1993), la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994), le Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 1995), la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995), la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II, Istanbul, 1996) et, pour finir, le Sommet mondial de l'alimentation (Rome, 1996). En toutes ces occasions, les dirigeants mondiaux ont affirmé qu'il appartenait à l'éducation d'offrir aux compétences et à la créativité des citoyens le moyen de s'exprimer. L'éducation est apparue comme un élément indispensable d'une stratégie visant à entretenir les mécanismes du développement durable.

6. Parallèlement, l'éducation a elle aussi enregistré des changements. Dès sa création, l'UNESCO a fait oeuvre de pionnier en concevant l'éducation des adultes comme une composante essentielle de tout système éducatif et d'un développement axé sur l'être humain. De nombreux organismes s'occupent désormais de cette question et beaucoup ont participé à la Conférence de Hambourg.

7. La première Conférence internationale sur l'éducation des adultes (Elseneur, Danemark, 1949) a été suivie des Conférences de Montréal (1960), Tokyo (1972) et Paris (1985). Le rapport de la Commission internationale sur le développement de l'éducation présidée par Edgar Faure, paru en 1972 sous le titre *Apprendre à être*, et la décisive Recommandation de l'UNESCO de 1976 sur le développement de l'éducation des adultes, qui expose le rôle vital de l'éducation des adultes, considérée comme "s'inscrivant dans la perspective de l'éducation permanente", constituent d'autres étapes importantes.

8. Durant les douze années qui se sont écoulées depuis la Déclaration de Paris, l'humanité a connu de profondes transformations liées au processus de mondialisation et au progrès technologique et a vu apparaître un nouvel ordre international - autant de phénomènes qui ont entraîné des bouleversements dans les domaines politique, culturel et économique.

9. Vingt-cinq ans après *Apprendre à être*, la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle présidée par Jacques Delors déclarait en 1996 que "le concept d'éducation tout au long de la vie est la clé de l'entrée dans le XXI^e siècle. Il dépasse la distinction traditionnelle entre éducation première et éducation permanente. Il rejoint un autre concept [...] celui de la société éducative, où tout peut être une occasion d'apprendre et d'épanouir ses talents". Son rapport, *L'éducation : un trésor est caché dedans*, soulignait l'importance des quatre piliers de l'éducation : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à vivre ensemble et apprendre à être. Comme l'indique la Déclaration de Hambourg, l'éducation des adultes a acquis une ampleur et une portée accrues ; elle est devenue un impératif sur le lieu de travail, à la maison et dans la communauté, à l'heure où hommes et femmes luttent pour influencer sur le cours de leur existence à chacune de ses étapes. L'éducation des adultes joue un rôle essentiel et spécifique dans la mesure où elle permet aux femmes et aux hommes de s'adapter efficacement à un monde en constante mutation et leur apporte un savoir qui prend dûment en compte les droits et les responsabilités de l'adulte et de la communauté.

10. A Hambourg, le vaste et complexe domaine de l'éducation des adultes a été abordé dans le cadre de dix thèmes d'étude :

- *L'apprentissage à l'âge adulte et la démocratie : les défis du XXI^e siècle*
- *Améliorer les conditions et la qualité de l'éducation des adultes*
- *Garantir le droit universel à l'alphabétisation et à l'éducation de base*
- *Education des adultes, égalité et équité entre les sexes et autonomisation des femmes*
- *L'éducation des adultes face à la transformation du monde du travail*
- *L'éducation des adultes et les questions d'environnement, de santé et de population*
- *Education des adultes, culture, médias et nouvelles technologies de l'information*
- *L'éducation des adultes pour tous : les droits et les aspirations des groupes différents*
- *Les aspects économiques de l'éducation des adultes*
- *Promotion de la coopération et de la solidarité internationales.*

Thème 1 : L'apprentissage à l'âge adulte et la démocratie : les défis du XXI^e siècle

11. *Il est indispensable de faire appel à la créativité et aux compétences des citoyens de tous âges pour relever les défis du XXI^e siècle, c'est-à-dire atténuer la pauvreté, consolider les*

processus démocratiques, renforcer et protéger les droits de l'homme, promouvoir une culture de paix, encourager une citoyenneté active, renforcer le rôle de la société civile, garantir l'équité et l'égalité entre les sexes, favoriser l'autonomisation des femmes, reconnaître la diversité culturelle (notamment dans l'utilisation des langues, et en favorisant la justice et l'égalité pour les minorités et les peuples autochtones), et établir un nouveau partenariat entre l'Etat et la société civile. Pour fortifier la démocratie, il est en effet indispensable de consolider le contexte éducatif, de renforcer la participation des citoyens, de créer des conditions propices à l'amélioration de la productivité et à l'enracinement d'une culture de l'équité et de la paix.

Nous nous engageons à :

12. développer la participation communautaire :

- (a) en favorisant une citoyenneté active et en améliorant la démocratie participative afin de créer des communautés éducatives ;
- (b) en encourageant et développant l'esprit d'initiative de la population adulte et en particulier des femmes, ce qui leur permettra de participer au fonctionnement des institutions de l'Etat, du marché et de la société civile ;

13. sensibiliser aux préjugés et à la discrimination au sein de la société :

- (a) en garantissant le droit légitime de chacun à exercer son libre arbitre et à mener librement le mode de vie qui lui est propre ;
- (b) en adoptant des mesures visant à éliminer à tous les niveaux de l'éducation toute discrimination fondée sur le sexe, la race, la langue, la religion, l'origine nationale ou ethnique, l'existence d'un handicap, ou toute autre forme de discrimination ;
- (c) en concevant des programmes d'éducation qui permettent aux hommes et aux femmes de comprendre les relations entre les sexes et la sexualité humaine dans toutes leurs dimensions ;
- (d) en reconnaissant et en affirmant le droit à l'éducation des femmes, des populations autochtones et des populations nomades ainsi que des minorités, en veillant à ce que celles-ci soient équitablement représentées dans les processus de prise de décision et reçoivent une part équitable des prestations offertes et en soutenant la publication de matériels pédagogiques locaux et autochtones ;
- (e) en reconnaissant que toutes les populations autochtones et les populations nomades ont le droit d'accéder à tous les niveaux et à toutes les formes d'enseignement public, de jouir de leur propre culture et d'utiliser leur propre langue. L'éducation qui leur est dispensée devrait être adaptée à leurs besoins linguistiques et culturels et de nature à faciliter la poursuite de leurs études et de leur formation, grâce au travail en commun, au respect et à l'appréciation des différences mutuelles, de façon à assurer un avenir commun à tous les membres de la société ;

14. favoriser une reconnaissance, une participation et une responsabilité accrues des organisations non gouvernementales et des groupes communautaires locaux :

- (a) en reconnaissant le rôle que jouent les organisations non gouvernementales dans la sensibilisation et l'autonomisation des populations, qui sont d'une importance vitale pour la démocratie, la paix et le développement ;

- (b) en reconnaissant le rôle de plus en plus important des organisations non gouvernementales et des groupes communautaires locaux, qui offrent des possibilités d'éducation aux adultes dans tous les secteurs, atteignent les plus démunis et dynamisent la société civile, et en apportant à ces organisations et groupes le soutien financier voulu ;

15. promouvoir une culture de la paix, le dialogue interculturel et les droits de l'être humain :

- (a) en permettant aux citoyens d'adopter une attitude empathique, non violente et créative face aux conflits, notamment par l'importance donnée à la généralisation de l'éducation pour la paix, au journalisme pour la paix et à la culture de la paix ;
- (b) en renforçant la dimension éducative des activités relatives aux droits de l'être humain dans les services éducatifs offerts aux adultes dans un cadre formel ou non formel, aux niveaux communautaire, national, régional et mondial.

Thème 2 : Améliorer les conditions et la qualité de l'éducation des adultes

16. *Si l'on assiste à une augmentation de la demande d'éducation des adultes et à une explosion de l'information, on voit aussi grandir les disparités entre ceux qui ont accès à celles-ci et ceux qui ne l'ont pas. Il faut donc, pour remédier à cette polarisation, qui renforce les inégalités existantes, créer des structures d'enseignement pour adultes et des cadres d'éducation permanente susceptibles d'aider à contrecarrer cette tendance. Comment peut-on améliorer les conditions d'éducation des adultes ? Comment remédier aux insuffisances des services offerts dans ce domaine ? Quel type de mesures et de réformes faut-il mettre en oeuvre pour en améliorer l'accessibilité, la pertinence et la qualité, mieux respecter la diversité et reconnaître les apprentissages antérieurs ?*

Nous nous engageons à :

17. mettre les adultes en mesure d'exprimer leurs besoins en matière d'apprentissage :

- (a) en adoptant une législation et en recourant à d'autres moyens appropriés pour reconnaître le droit d'apprendre à tous les adultes, proposer une vision élargie de l'éducation des adultes et faciliter la coordination entre les organismes ;
- (b) en facilitant l'expression des besoins d'apprentissage des adultes dans leur propre culture et leur propre langue ;
- (c) en ouvrant des services d'information et d'orientation et en mettant au point des méthodes de reconnaissance de l'expérience et des apprentissages antérieurs ;
- (d) en élaborant des stratégies pour étendre le bénéfice de l'éducation des adultes à ceux qui en sont actuellement privés et aider les adultes à faire des choix éclairés concernant les voies d'apprentissage qui répondent le mieux à leurs aspirations ;
- (e) en favorisant l'instauration d'une culture de l'apprentissage grâce au mouvement "une heure par jour pour apprendre" ;
- (f) en insistant sur l'intérêt qu'il y a à célébrer la Journée internationale de la femme (8 mars) ainsi que sur la Journée internationale de l'alphabétisation (8 septembre) et à mettre à profit l'attribution des prix internationaux de l'alphabétisation pour

promouvoir l'éducation des adultes, et en instaurant une Semaine des Nations Unies pour l'éducation des adultes ;

18. garantir l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci :

- (a) en adoptant une législation, des politiques et des mécanismes de coopération avec tous les partenaires concernés afin de rendre plus aisé l'accès à l'éducation, de faciliter la participation des adultes aux activités éducatives dans l'enseignement formel, sur le lieu de travail et au sein de la communauté, et de promouvoir et mettre en oeuvre des programmes pour les zones rurales et isolées ;
- (b) en formulant une politique globale qui tienne compte du rôle décisif du cadre dans lequel se déroule l'apprentissage ;
- (c) en améliorant la qualité de l'éducation des adultes et en garantissant sa pertinence par l'association des apprenants à la conception des programmes ;
- (d) en facilitant la coopération entre les initiatives d'éducation des adultes prises par des institutions et des secteurs d'activité différents ;

19. ouvrir aux adultes les établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur :

- (a) en demandant aux établissements d'enseignement, à partir du primaire, d'être prêts à s'ouvrir aux adultes, hommes et femmes, et d'adapter les programmes et les conditions de l'apprentissage pour répondre à leurs besoins ;
- (b) en élaborant des mécanismes cohérents pour reconnaître les acquis des apprentissages effectués dans différents contextes et faire en sorte que leur validation soit transférable à l'intérieur des établissements, des secteurs et des Etats et entre eux ;
- (c) en mettant en place des partenariats de recherche et formation entre l'université et la communauté et en rendant les services des universités accessibles à l'extérieur ;
- (d) en effectuant des recherches interdisciplinaires sur tous les aspects de l'éducation et de l'apprentissage des adultes avec la participation des apprenants adultes eux-mêmes ;
- (e) en créant à l'intention des adultes des possibilités de s'instruire de manière souple, ouverte et créative, eu égard aux conditions d'existence respectives des femmes et des hommes ;
- (f) en offrant aux éducateurs d'adultes des possibilités de formation permanente systématique ;
- (g) en invitant la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (Paris, 1998) à préconiser la transformation des établissements d'enseignement postsecondaire en établissements d'éducation permanente et à redéfinir le rôle des universités en conséquence ;

20. améliorer les conditions de travail et les perspectives de carrière du personnel de l'éducation des adultes (enseignants et facilitateurs) :

- (a) en élaborant des politiques et en prenant des mesures pour améliorer le recrutement,

la formation initiale et en cours d'emploi, les conditions de travail et la rémunération du personnel employé dans les programmes et activités d'éducation des jeunes et des adultes, afin de garantir la qualité et la durabilité de ces programmes et activités, y compris pour ce qui est du contenu et des méthodes de formation ;

- (b) en élaborant dans le domaine de l'éducation permanente des méthodes novatrices d'enseignement et d'apprentissage faisant appel notamment aux technologies interactives et aux méthodes inductives qui supposent une coordination étroite entre l'expérience professionnelle et la formation ;
- (c) en favorisant l'existence de services d'information et de documentation qui soient généralement accessibles et tiennent compte de la diversité culturelle ;

21. améliorer la pertinence de l'éducation première dans la perspective de l'éducation permanente :

en éliminant les barrières entre éducation formelle et éducation non formelle et en veillant à ce que les jeunes adultes aient la possibilité de poursuivre leurs études au-delà de leur scolarité formelle initiale ;

22. promouvoir des recherches et études sur l'éducation des adultes qui soient liées aux politiques publiques et orientées vers l'action :

- (a) en favorisant la réalisation d'études nationales et transnationales sur les apprenants, les enseignants, les programmes, les méthodes et les établissements d'éducation des adultes et en appuyant l'évaluation des services existants et de leur fréquentation, notamment par rapport aux besoins de toutes les composantes de la société ;
- (b) en fournissant régulièrement à l'UNESCO et à d'autres organismes multilatéraux des indicateurs de l'éducation des adultes, en suivant l'évolution de l'ensemble de ce secteur et de sa fréquentation, et en demandant à l'UNESCO d'aider les Etats membres dans ces activités ;
- (c) en travaillant à accroître la capacité de recherche et de diffusion des connaissances par la promotion de la mise en commun de l'information, des modèles novateurs et des meilleures pratiques aux niveaux national et international ;

23. reconnaître le rôle nouveau de l'Etat et des partenaires sociaux :

- (a) en faisant en sorte que tous les partenaires reconnaissent qu'ils partagent la responsabilité de mettre en place les assises juridiques nécessaires, de garantir l'accessibilité et l'équité, d'établir des mécanismes de surveillance et de coordination et de fournir un soutien professionnel aux décideurs, aux chercheurs et aux apprenants par la mise en réseau des ressources ;
- (b) en mettant en place le soutien nécessaire sur les plans financier, administratif et de la gestion, en renforçant les mécanismes de liaison entre les différents secteurs et services, et en faisant en sorte, notamment par un appui financier approprié, que les organisations de la société civile mènent des activités complémentaires de l'action gouvernementale ;
- (c) en invitant l'UNESCO à poursuivre ses efforts pour instaurer des partenariats entre tous les acteurs intervenant dans le domaine de l'éducation des adultes.

Thème 3 : Garantir le droit universel à l'alphabétisation et à l'éducation de base

24. *De nos jours, près d'un milliard de personnes n'ont pas acquis d'instruction élémentaire et, même dans les pays les plus prospères, des millions sont hors d'état d'entretenir cet acquis. Partout dans le monde, l'alphabétisation devrait ouvrir la voie à une participation accrue à la vie sociale, culturelle, politique et économique. Il est impératif qu'elle soit en prise sur la situation socio-économique et culturelle de chacun. L'alphabétisation permet à l'individu d'assumer efficacement sa fonction dans la société à laquelle il appartient et de façonner et modeler celle-ci. Elle est un processus d'autotransformation culturelle et sociale des collectivités. Elle doit répondre aux besoins des femmes comme des hommes afin de leur permettre de comprendre les interconnexions existant entre leur situation personnelle, les réalités locales et les réalités mondiales.*

25. **faire en sorte que l'alphabétisation réponde au désir de promotion sociale, culturelle et économique des apprenants :**

- (a) en faisant ressortir l'importance de l'alphabétisation pour les droits de la personne humaine, une citoyenneté participative, l'équité sociale, politique et économique et l'identité culturelle ;
- (b) en réduisant d'ici à l'an 2000 le taux d'analphabétisme des femmes à au moins la moitié des chiffres de 1990, une attention particulière étant portée aux populations rurales, migrantes, réfugiées et déplacées, aux populations autochtones, aux minorités, aux femmes et aux personnes handicapées ;
- (c) en encourageant les utilisations créatives de l'alphabétisme ;
- (d) en substituant à la vision étroite de l'alphabétisation celle d'une éducation qui réponde aux besoins sociaux, économiques et politiques et permette l'expression d'une nouvelle forme de citoyenneté ;
- (e) en intégrant l'alphabétisation et d'autres formes d'éducation ainsi que l'acquisition de compétences fondamentales dans tous les projets de développement où c'est utile, en particulier ceux relatifs à la santé et à l'environnement, et en encourageant les organisations locales et les mouvements sociaux à promouvoir leurs propres initiatives en matière d'éducation et de développement ;
- (f) en lançant, en 1998, la Décennie africaine Paulo Freire de l'alphabétisation pour tous, afin de créer des sociétés alphabètes accueillantes aux différentes traditions culturelles. Il faudrait, à cette fin, que des fonds spéciaux soient mis en place par des sources à la fois publiques et privées ;

26. **améliorer la qualité des programmes d'alphabétisation en tissant des liens avec les savoirs et les cultures traditionnels et minoritaires :**

- (a) en améliorant le processus d'apprentissage par des stratégies axées sur l'apprenant ; une sensibilité à la diversité des langues et des cultures ; l'association des apprenants à l'élaboration des matériels didactiques ; l'échange intergénérationnel des connaissances ; l'utilisation des langues locales, des savoirs autochtones et des technologies appropriées ;
- (b) en améliorant la qualité et l'efficacité des programmes d'alphabétisation par : le resserrement des liens avec d'autres domaines tels que la santé, la justice, l'aménagement urbain et rural ; la recherche fondamentale et appliquée ; l'évaluation ; l'utilisation de technologies appropriées pour aider les enseignants et les apprenants ; la collecte et la diffusion des meilleures pratiques et une communication efficace des résultats de la recherche aux chercheurs travaillant sur l'alphabétisation, aux enseignants et aux décideurs ; et le recours aux centres de documentation existants et/ou à créer ;

- (c) en améliorant la formation du personnel d'alphabétisation par les moyens suivants : attention accrue portée à la réussite personnelle, aux conditions de travail et à la situation professionnelle des alphabétiseurs ; soutien continu au perfectionnement individuel ; meilleure sensibilisation et meilleures communications au sein de la communauté des alphabétiseurs ; et attention particulière prêtée à la qualification des femmes qui, dans bien des contextes, sont majoritaires parmi les éducateurs d'adultes ;
- (d) en concevant un programme international en vue de la mise au point de systèmes de suivi et d'évaluation de l'alphabétisation ainsi que de systèmes de feedback destinés à promouvoir les contributions locales et la participation de la communauté à l'amélioration du programme aux niveaux international, régional et national et en constituant une base d'information mondiale afin de favoriser l'élaboration de politiques et de faciliter la gestion, ainsi que d'améliorer la qualité, l'efficacité et la durabilité de ces efforts ;
- (e) en sensibilisant davantage le public et en obtenant de lui un soutien accru en faveur de l'alphabétisation, en portant davantage d'attention aux obstacles à la généralisation de l'alphabétisation et en cherchant à mieux comprendre la manière dont celle-ci s'ancre dans la pratique sociale ;
- (f) en mobilisant des ressources financières et humaines suffisantes grâce à un vigoureux engagement financier des organisations intergouvernementales, des organismes d'aide bilatérale et des autorités publiques nationales, régionales et locales en faveur de l'avancement de l'alphabétisation, et à des partenariats faisant intervenir l'enseignement formel et non formel, des bénévoles, des organisations non gouvernementales et le secteur privé ;
- (g) en faisant en sorte que les technologies traditionnelles et modernes soient mises au service de l'alphabétisation dans les pays en développement comme dans les pays industrialisés ;

27. **enrichir le contexte de l'alphabétisation :**

- (a) en favorisant l'utilisation et la rétention des acquis de l'alphabétisation par la production et la diffusion d'imprimés qui présentent un intérêt local, qui rendent justice au rôle spécifique des femmes et soient produits par les apprenants ;
- (b) en collaborant activement avec les auteurs et les éditeurs pour qu'ils adaptent les textes et matériels existants (presse, documents juridiques, oeuvres de fiction, etc., par exemple), afin de les rendre accessibles et compréhensibles pour les nouveaux lecteurs ;
- (c) en créant des réseaux d'échange et de diffusion de textes produits localement qui reflètent directement le savoir et les pratiques des communautés concernées.

Thème 4 : Education des adultes, égalité des sexes et équité et autonomisation des femmes

28. *L'égalité des chances dans tous les aspects de l'éducation est indispensable pour permettre aux femmes de tous âges de participer pleinement à la vie de la société et à la résolution des multiples problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Lorsqu'elles sont isolées socialement et n'ont pas accès à la connaissance et à l'information, les femmes sont exclues de la prise de*

décision au sein de la famille, de la communauté et de la société en général et ne sont que très partiellement maîtresses de leur corps et de leur destin. Pour les femmes pauvres, la simple nécessité de survivre devient un obstacle à l'éducation. Les systèmes éducatifs devraient donc, en s'attaquant aux obstacles qui les empêchent d'accéder aux ressources intellectuelles, donner aux femmes les moyens de participer pleinement aux transformations sociales. Le message de la parité et de l'égalité d'accès ne doit pas être limité aux programmes destinés aux femmes. L'éducation doit faire prendre conscience aux femmes qu'il leur faut s'organiser afin de changer les choses, et développer leurs capacités pour les mettre en mesure d'accéder aux structures officielles du pouvoir et à la prise de décision, dans la sphère tant privée que publique.

Nous nous engageons à :

29. promouvoir l'autonomisation des femmes et l'équité entre les sexes par l'éducation des adultes :

- (a) en prêtant attention et en portant remède à la marginalisation et à l'inégalité d'accès à une éducation de qualité dont les filles et les femmes continuent d'être victimes à tous les niveaux ;
- (b) en veillant à ce que tous les hommes et femmes reçoivent l'éducation qui leur est nécessaire pour satisfaire leurs besoins fondamentaux et exercer leurs droits ;
- (c) en sensibilisant davantage les filles et les garçons, les hommes et les femmes aux inégalités entre les sexes et à la nécessité de modifier ces relations inégalitaires ;
- (d) en éliminant les disparités entre les sexes en matière d'accès à tous les domaines et niveaux d'éducation ;
- (e) en veillant à ce que les politiques et pratiques respectent le principe de la représentation équitable de l'un et l'autre sexe, en particulier au niveau de la gestion des programmes éducatifs et de la prise de décision ;
- (f) en combattant la violence familiale et sexuelle avec la participation des hommes à ces efforts éducatifs et en offrant des services d'information et d'assistance en conseils pour mettre les femmes mieux à même de se protéger de ce type de violence ;
- (g) en levant les obstacles qui empêchent les adolescentes enceintes et les jeunes mères d'accéder à l'éducation formelle et non formelle ;
- (h) en favorisant une pédagogie participative qui tienne compte des sexospécificités et qui reconnaisse l'expérience quotidienne des femmes et ce qu'elle leur apporte sur les plans affectif aussi bien que cognitif ;
- (i) en apprenant aux hommes et aux femmes à reconnaître les effets néfastes que la mondialisation et les politiques d'ajustement structurel ont dans toutes les régions du monde, et surtout sur les femmes ;
- (j) en prenant des mesures législatives, financières et économiques adéquates et en mettant en oeuvre des politiques sociales afin de permettre aux femmes de participer avec succès aux activités d'éducation des adultes par la levée des obstacles auxquels elles se heurtent et la création d'un climat propice à l'apprentissage ;
- (k) en éduquant femmes et hommes de manière à favoriser le partage de leurs multiples

tâches et responsabilités ;

- (l) en encourageant les femmes à créer des organisations féminines pour promouvoir leur identité collective et susciter le changement ;
- (m) en favorisant la participation des femmes aux processus de prise de décision et leur présence dans les structures officielles.

Thème 5 : L'éducation des adultes face à la transformation du monde du travail

30. *La transformation du monde du travail est une question qui présente des aspects multiples, d'une énorme importance pour l'éducation des adultes. La mondialisation et les nouvelles technologies ont un impact considérable, et qui ne cesse de croître, sur toutes les dimensions de la vie individuelle et collective des femmes et des hommes. La précarité de l'emploi et la montée du chômage suscitent une inquiétude grandissante. Dans les pays en développement, il s'agit de garantir, outre l'emploi, la sécurité des moyens de subsistance pour tous. La nécessaire amélioration de la production et de la distribution dans l'industrie, l'agriculture et les services requiert un accroissement des compétences, le développement de nouvelles aptitudes et la capacité de s'adapter constructivement, et tout au long de sa vie active, aux exigences en constante évolution du monde du travail. Le droit au travail, l'accès à l'emploi et la contribution qu'il nous incombe, à tous les âges de la vie, d'apporter au développement et au bien-être de la société qui est la nôtre sont des exigences dont l'éducation des adultes doit se préoccuper.*

Nous nous engageons à :

31. promouvoir le droit au travail et le droit à l'éducation des adultes à visée professionnelle :

- (a) en reconnaissant le droit de tous au travail et à des moyens durables de subsistance et en favorisant, par de nouvelles solidarités, la diversification des modèles d'emploi et des activités productives reconnues ;
- (b) en faisant en sorte que l'éducation des adultes à visée professionnelle donne des compétences et des aptitudes spécifiques qui permettent l'insertion et la mobilité professionnelles et améliore la capacité des individus à s'adapter à des modèles diversifiés d'emplois ;
- (c) en encourageant les partenariats entre employeurs et salariés ;
- (d) en faisant en sorte que les connaissances et les aptitudes acquises par des voies informelles soient pleinement reconnues ;
- (e) en insistant sur le rôle capital que l'éducation professionnelle des adultes joue dans le processus d'apprentissage tout au long de la vie ;
- (f) en intégrant aux processus informels et non formels d'éducation des adultes une perspective analytique et critique par rapport au monde économique et à son fonctionnement ;

32. garantir à différents groupes cibles l'accès à l'éducation des adultes à visée professionnelle :

- (a) en encourageant les employeurs à appuyer et à promouvoir l'organisation de cours

d'alphabétisation sur le lieu de travail ;

- (b) en faisant en sorte que les politiques relatives à l'éducation des adultes à visée professionnelle répondent aux besoins des travailleurs indépendants et des travailleurs du secteur informel de l'économie et facilitent l'accès des femmes et des travailleurs migrants à la formation à des emplois et dans des secteurs non traditionnels ;
- (c) en veillant à ce que les programmes d'éducation des adultes à visée professionnelle tiennent compte de l'égalité entre les sexes, de l'âge et des différences culturelles et traitent de la sécurité sur le lieu de travail, de la protection de la santé des travailleurs et de leur défense contre les traitements injustes et les harcèlements, ainsi que de la préservation de l'environnement et de la gestion rationnelle des ressources naturelles ;
- (d) en enrichissant l'environnement d'apprentissage sur les lieux de travail et en offrant aux travailleurs des moyens souples d'apprentissage individuel et collectif et des services adaptés ;

33. **diversifier le contenu de l'éducation des adultes à visée professionnelle :**

- (a) en abordant les questions intéressant l'agriculture, la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire ;
- (b) en y incluant des éléments de vulgarisation agricole, l'étude des droits du citoyen, de la création d'organisations et de la gestion des ressources naturelles ainsi qu'une éducation en matière de sécurité alimentaire et de santé génésique ;
- (c) en stimulant l'esprit d'entreprise par l'éducation des adultes ;
- (d) en favorisant, dans les services de vulgarisation, des approches qui tiennent compte des facteurs de sexe, en répondant aux besoins des femmes qui travaillent dans l'agriculture, l'industrie et les services et en améliorant leur capacité de propager les connaissances relatives à tous ces domaines et questions.

Thème 6 : L'éducation des adultes et les questions d'environnement, de santé et de population

34. *Les questions d'environnement, de santé, de population, de nutrition et de sécurité alimentaire interviennent de manière étroitement liée dans le développement durable. Chacune d'elles représente une problématique complexe. Protéger l'environnement en luttant contre la pollution, en prévenant l'érosion des sols et en gérant avec prudence les ressources naturelles, c'est influencer directement sur la santé, la nutrition et le bien-être de la population, lesquels ont à leur tour des incidences sur la croissance démographique et la nourriture disponible. Toutes ces questions s'inscrivent dans le cadre plus vaste de la recherche du développement durable, auquel on ne saurait parvenir si l'éducation n'accorde pas une large place aux problèmes de la famille et du cycle génésique et à des questions de population comme le vieillissement, les migrations, l'urbanisation et les relations entre les générations et au sein de la famille.*

Nous nous engageons à :

35. **promouvoir l'aptitude de la société civile à répondre aux problèmes d'environnement et de développement et sa participation à la résolution de ces problèmes :**

- (a) en recourant à l'éducation des adultes pour mettre les citoyens de différents secteurs de la société mieux à même de prendre des initiatives novatrices et de concevoir des programmes tendant à un développement durable du point de vue écologique et social ;
- (b) en soutenant et en mettant en oeuvre des programmes d'éducation des adultes afin de donner aux gens la possibilité de s'instruire et de dialoguer avec les décideurs au sujet des problèmes d'environnement et de développement, et en particulier de la nécessité de modifier les modes de production et de consommation ;
- (c) en incorporant dans les programmes d'éducation des adultes les savoirs autochtones et traditionnels concernant les rapports entre les êtres humains et la nature, et en reconnaissant que les minorités et communautés autochtones disposent d'une autorité et de compétences particulières s'agissant de protéger leur environnement ;
- (d) en veillant à ce que les décideurs aient à rendre des comptes pour ce qui est des politiques suivies en matière d'environnement, de population et de développement ;
- (e) en intégrant les questions d'environnement et de développement à toutes les branches de l'éducation des adultes et en adoptant une approche écologique en matière d'éducation permanente ;

36. encourager l'éducation des adultes en matière de population et de vie familiale :

en mettant les individus en mesure d'exercer leurs droits fondamentaux, y compris leurs droits en matière d'hygiène sexuelle et de santé génésique, et d'acquérir des attitudes responsables et attentives ;

37. reconnaître le rôle décisif de l'éducation en matière de population et de la promotion sanitaire dans la préservation et l'amélioration de la santé publique et individuelle :

- (a) en élaborant des programmes participatifs d'éducation et de promotion sanitaires et en renforçant les programmes existants afin de mettre les gens à même d'assainir leur environnement et de militer pour la création de services de santé améliorés et accessibles ;
- (b) en rendant accessible une éducation qui permette de faire des choix en matière de procréation, donnant ainsi aux femmes les moyens de surmonter les obstacles qui les empêchent de profiter pleinement et en toute égalité des possibilités de développement personnel, social et économique ;
- (c) en développant les contenus éducatifs intéressant la santé, et en particulier la prévention du sida et d'autres maladies, la nutrition, l'hygiène et la santé mentale ;
- (d) en utilisant les approches propres à l'éducation des adultes pour enrichir les stratégies d'éducation-information-communication et offrir aux gens l'occasion de faire appel à leur expérience et à leurs connaissances pour établir des diagnostics et voir quels moyens d'action adopter ;

38. veiller à l'existence de programmes d'éducation tenant compte des particularités culturelles et des facteurs de sexe :

- (a) en développant l'éducation sanitaire destinée aux femmes et aux hommes, afin qu'il y ait partage des responsabilités et élargissement du débat en matière de santé génésique et de soins à donner aux enfants ;
- (b) en éliminant les pratiques culturelles dangereuses et cruelles qui aboutissent à violer les droits des femmes en matière sexuelle et en matière de procréation.

Thème 7 : Education des adultes, culture, médias et nouvelles technologies de l'information

39. *L'éducation des adultes donne aux apprenants adultes une occasion essentielle de profiter de toutes les institutions culturelles, des médias et des nouvelles technologies de l'information pour établir une véritable communication interactive et contribuer à la compréhension et à la coopération entre les peuples et les cultures. Le respect des individus, de leur culture et de leur communauté est le fondement du dialogue et de la confiance, ainsi que d'une éducation et d'une formation utiles et durables. Des efforts doivent être faits pour que toutes les cultures et tous les groupes sociaux aient plus largement accès aux moyens de communication et les utilisent, de manière à pouvoir mettre en commun leurs conceptions, créations culturelles et modes de vie particuliers, et non pas seulement recevoir les messages d'autres cultures.*

Nous nous engageons à :

40. établir une meilleure synergie entre les médias, les nouvelles technologies de l'information et l'éducation des adultes :

- (a) en contribuant à renforcer la fonction éducative des médias ;
- (b) en faisant en sorte que les médias s'ouvrent davantage à l'éducation des adultes et en encourageant une plus large participation à leur développement et à leur évaluation ;
- (c) en reconnaissant que les médias contribuent de manière décisive à amener à l'éducation des adultes des groupes qui en sont exclus, grâce aux campagnes de promotion destinées à encourager la participation ;
- (d) en faisant le point du degré de développement et de diffusion des nouvelles technologies dans une optique régionale, locale et culturelle, compte tenu des disparités existant au niveau des infrastructures et des matériels disponibles ;
- (e) en garantissant l'égalité d'accès aux systèmes d'apprentissage ouvert et de téléenseignement, aux médias et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que la durabilité de ces moyens, et en faisant servir les nouvelles technologies à l'exploration de modes nouveaux d'apprentissage ;
- (f) en encourageant une éducation aux médias et des contenus de nature à aider les utilisateurs à faire preuve de sens critique et de discernement face aux médias ;
- (g) en formant les éducateurs et agents culturels, de manière à stimuler la mise au point et l'utilisation de ressources adaptées aux besoins de l'éducation des adultes ;
- (h) en travaillant à promouvoir la diffusion de matériels didactiques à tous les niveaux, à

l'échelle à la fois régionale et mondiale ;

41. promouvoir un usage loyal de la propriété intellectuelle :

en révisant la réglementation sur le droit d'auteur et les brevets pour favoriser la diffusion des matériels d'apprentissage tout en protégeant les droits des auteurs ;

42. renforcer les bibliothèques et les institutions culturelles :

(a) en continuant à financer les musées, les bibliothèques, les théâtres, les parcs écologiques et autres institutions culturelles et en les considérant comme des centres et ressources d'éducation des adultes ;

(b) en favorisant la conservation et l'utilisation du patrimoine culturel en tant que moyen d'apprentissage tout au long de la vie et en appuyant l'élaboration de méthodes et de techniques visant à renforcer la connaissance du patrimoine et l'éducation culturelle.

Thème 8 : L'éducation des adultes pour tous : les droits et aspirations des groupes différents

43. *Le droit à l'éducation est un droit universel qui appartient à tous. Bien que l'on s'accorde à penser que l'éducation des adultes doit être ouverte à tous, il est de fait que bien des groupes en sont encore exclus : personnes âgées, migrants, tsiganes et autres peuples non fixés sur un territoire et/ou nomades, réfugiés, personnes handicapées et détenus, par exemple. Ces groupes devraient avoir accès à des programmes éducatifs qui puissent, par une pédagogie axée sur la personne, répondre à leurs besoins et faciliter leur pleine intégration à la société. Il faudrait inciter tous les membres de la société à mettre à profit l'éducation des adultes et, le cas échéant, les y aider - ce qui suppose la satisfaction de besoins éducatifs très divers.*

A cette fin, nous nous engageons à :

44. créer un environnement éducatif favorable à toutes les formes d'apprentissage pour les personnes âgées :

(a) en assurant aux personnes âgées l'accès à tous les services et toutes les facilités qui concourent à l'éducation et à la formation des adultes et qui sont de ce fait susceptibles de faciliter leur participation active à la vie de la société ;

(b) en profitant de 1999, dont les Nations Unies ont fait l'Année internationale des personnes âgées, pour organiser des activités de nature à illustrer la manière dont l'éducation des adultes peut renforcer le rôle des personnes âgées dans l'édification de nos sociétés ;

45. garantir aux migrants, aux populations déplacées, aux réfugiés et aux personnes handicapées l'exercice de leur droit à l'éducation des adultes :

(a) en offrant aux migrants et aux réfugiés d'amples possibilités d'éducation et de formation qui favorisent leur intégration politique, économique et sociale, améliorent leurs compétences et renforcent leur assise culturelle ;

(b) en élaborant et mettant en oeuvre, à l'intention de la population d'accueil, des programmes visant à faire connaître et comprendre, en particulier aux responsables politiques, aux professionnels des médias, aux agents de la force publique, aux

éducateurs et aux travailleurs sociaux, les droits et la situation des migrants et des réfugiés ;

- (c) en faisant en sorte que les tsiganes adultes et autres groupes nomades, compte tenu de leur mode de vie et de leur langue, puissent reprendre leurs études et poursuivre leur formation dans les institutions existantes ;
- (d) en veillant à ce que les adultes handicapés aient librement accès aux programmes et possibilités diverses d'éducation des adultes, en engageant l'UNESCO et les autres organismes des Nations Unies à assurer, lors de chacune de leurs réunions et conférences, l'interprétation en langue des signes et la parfaite accessibilité des lieux, et en invitant l'UNESCO, en sa qualité de chef de file, à organiser une conférence sur l'éducation des adultes pour les handicapés en 1999, à la veille du prochain millénaire ;

46. offrir des chances durables aux personnes handicapées et promouvoir leur intégration :

- (a) en rendant toutes les formes d'éducation et de formation accessibles aux personnes handicapées et en veillant à ce que les services ainsi fournis répondent à leurs besoins et objectifs éducatifs ;
- (b) en favorisant, au niveau des établissements, la mise en oeuvre de politiques qui garantissent l'égalité d'accès, des services et des possibilités de formation professionnelle et d'emploi aux personnes handicapées, en adaptant la technologie éducative à leurs besoins éducatifs spéciaux ;

47. reconnaître le droit d'apprendre de tous les détenus :

- (a) en renseignant les détenus sur l'enseignement et la formation existant à différents niveaux et en leur permettant d'y accéder ;
- (b) en élaborant et en mettant en place dans les prisons de vastes programmes d'enseignement, avec la participation des détenus, afin de répondre à leurs besoins et à leurs aspirations en matière d'éducation ;
- (c) en facilitant l'activité des organisations non gouvernementales, des enseignants et autres personnels éducatifs dans les prisons, permettant ainsi aux détenus d'avoir accès aux institutions éducatives, et en encourageant les initiatives visant à relier les cours donnés en prison à ceux qui sont offerts à l'extérieur.

Thème 9 : Les aspects économiques de l'éducation des adultes

48. *Un financement insuffisant dans le passé, la reconnaissance croissante des avantages à long terme de l'investissement dans l'éducation des adultes, la diversification des modes de financement et le nombre des contributeurs, le rôle des organisations multilatérales, l'impact des programmes d'ajustement structurel et l'entrée de l'éducation des adultes dans les circuits commerciaux, comptent parmi les aspects économiques cruciaux de ce type d'éducation. Le coût de celle-ci doit être évalué par rapport aux avantages qu'elle apporte en améliorant les compétences des adultes. Les méthodes utilisées dans les analyses coût-avantages et coût-efficacité devraient rendre justice à la multiplicité de ses effets sur la société. L'éducation des adultes contribue à leur autosuffisance et à leur autonomie personnelle, à l'exercice des droits fondamentaux et à l'amélioration de la productivité et de l'efficacité du travail. Elle comporte*

en outre des retombées positives pour les générations suivantes qui sont plus éduquées et plus prospères. Dans la mesure où elle est un investissement productif et favorable au développement humain, l'éducation des adultes devrait être tenue à l'écart des contraintes de l'ajustement structurel.

Nous nous engageons à :

49. améliorer le financement de l'éducation des adultes :

- (a) en y associant des organismes de financement bilatéraux et multilatéraux dans le cadre de partenariats entre les différents ministères, d'autres organismes publics, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, la collectivité et les apprenants ;
- (b) en cherchant à investir, comme l'a proposé la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle, au moins 6 % du produit national brut (PNB) des Etats membres dans l'éducation et en allouant une part équitable du budget de l'éducation à l'éducation des adultes ;
- (c) en proposant que chaque secteur de développement (par exemple l'agriculture, la santé ou l'environnement) réserve une part de son budget à l'éducation des adultes, que chaque programme de développement dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'environnement comprenne une composante éducation des adultes et que, dans chaque entreprise, le coût de l'éducation et de la formation des adultes soit considéré comme un investissement dans l'amélioration de la productivité ;
- (d) en investissant une part équitable des ressources dans l'éducation des femmes pour assurer leur participation pleine et entière dans tous les domaines de l'apprentissage et du savoir ;
- (e) en favorisant la ratification et la mise en oeuvre de la Convention n° 140 de l'Organisation internationale du travail sur le congé-éducation payé (1974) ;
- (f) en incitant les partenaires sociaux à mettre sur pied, dans les entreprises, des activités d'éducation des adultes, auxquelles celles-ci pourraient par exemple consacrer une part de leur budget total ;
- (g) en favorisant l'éducation des adultes par toutes sortes d'initiatives collectives à caractère créatif qui fassent appel à l'énergie et aux capacités de tous les membres de la société ;
- (h) en étudiant la possibilité de convertir, sur la base de propositions d'annulation de créances, les dettes actuelles des pays les moins avancés et des pays en développement en investissements dans le développement humain ;
- (i) en étudiant la proposition d'instituer un "droit à l'apprentissage permanent", formulée dans le rapport *L'éducation : un trésor est caché dedans*.

Thème 10 : Promotion de la coopération et de la solidarité internationales

50. *La coopération et la solidarité internationales doivent renforcer une nouvelle conception de l'éducation des adultes qui est à la fois holistique, de manière à couvrir tous les aspects de la vie, et transsectorielle, de manière à englober tous les domaines de l'activité culturelle, sociale et économique. C'est essentiellement de la Déclaration universelle des droits de l'homme que doit*

s'inspirer l'action visant à promouvoir la coopération et la solidarité internationales ainsi que la culture de la paix. Dialogue, partage, consultation et volonté de s'instruire par une écoute mutuelle, telles sont les bases de cette coopération qui doit passer par le respect de la diversité.

Nous nous engageons à :

51. **faire de l'éducation des adultes un outil de développement et mobiliser des ressources à cette fin :**
 - (a) en évaluant tous les projets de coopération du point de vue de leur contribution à l'éducation des adultes et au développement humain ainsi que de la priorité qu'ils confèrent au renforcement des savoir-faire locaux ;
 - (b) en augmentant, dans les pays en développement, les ressources mises directement à la disposition de l'éducation des adultes dans le cadre du budget du Secteur de l'éducation ;

52. **renforcer la coopération, les organisations et les réseaux nationaux, régionaux et mondiaux dans le domaine de l'éducation des adultes :**
 - (a) en encourageant et en renforçant la coopération interinstitutions et intersectorielle ;
 - (b) en soutenant les réseaux nationaux, régionaux et mondiaux existants d'éducation des adultes, en mettant en commun information, compétences et capacités et en favorisant le dialogue à tous les niveaux ;
 - (c) en encourageant les organismes donateurs à soutenir financièrement les réseaux en vue d'une coopération locale, régionale et mondiale entre éducateurs d'adultes ;
 - (d) en veillant et en agissant de manière à éviter que les programmes d'ajustement structurel et autres politiques (concernant la fiscalité, l'industrie et le commerce, l'emploi, la santé) aient une incidence négative sur les ressources affectées au secteur de l'éducation, et plus particulièrement à l'éducation des adultes ;
 - (e) en établissant des rapports nationaux et régionaux et en les diffusant auprès des institutions publiques et privées qui participent à l'éducation des adultes ;
 - (f) en associant les organismes de financement multilatéraux au débat sur l'éducation des adultes et plus particulièrement sur les politiques éducatives, compte tenu de l'incidence négative des programmes d'ajustement structurel sur l'éducation ;

53. **créer un environnement propice à la coopération internationale :**
 - (a) en facilitant les rencontres de groupes d'agents locaux et d'apprenants, ces groupes étant composés sur une base Sud-Sud et Nord-Sud ; de même, en renforçant les réseaux transrégionaux de formation pour qu'ils contribuent à améliorer la qualité de l'éducation des adultes ;
 - (b) en renforçant les réseaux internationaux représentant divers acteurs et partenaires sociaux et en les chargeant d'évaluer et de suivre les principales politiques d'éducation des adultes ;
 - (c) en facilitant la création d'un mécanisme de promotion et de défense des droits

individuels et collectifs en matière d'éducation des adultes.

SUIVI

Stratégie

54. *L'Agenda pour l'avenir* adopté par la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes doit suivre les recommandations adoptées par toutes les grandes conférences des Nations Unies, notamment en ce qui concerne les femmes.

55. Etant donné le caractère extrêmement décentralisé de l'éducation des adultes, sa diversité croissante et la prolifération des partenaires de tous types qui y participent, les stratégies et mécanismes utilisés pour assurer le suivi de la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes doivent être extrêmement souples. Pour des raisons à la fois d'économie et d'efficacité, il faudrait que, dans toute la mesure possible, ils reposent sur les institutions, structures et réseaux existants. Il s'agit d'accroître l'efficacité des mécanismes existants d'action, de coordination et de suivi, non d'en créer d'autres qui feraient double emploi avec eux.

56. Il est indispensable que tous les partenaires présents à la cinquième Conférence s'emploient activement dans leurs domaines de compétence respectifs, par les voies qui leur sont propres, à faire en sorte que le potentiel de l'éducation des adultes soit exploité et que les programmes soient conçus et exécutés de manière à contribuer à la promotion de la démocratie, de la justice, de la paix et de la compréhension mutuelle. La Conférence a pris note de l'initiative du Danemark visant à établir une Académie internationale pour la démocratie et l'éducation, en coopération avec l'UNESCO et les partenaires nationaux intéressés.

57. Au niveau international, l'UNESCO devrait jouer un rôle moteur et prospectif en faveur de l'éducation des adultes, à la fois dans ses domaines pertinents de compétence et en interaction avec d'autres organisations, réseaux et organismes, y compris les organisations de femmes et autres acteurs concernés. Pour sa part, l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE), à Hambourg, devrait être renforcé, de manière à devenir un centre de référence international en matière d'éducation permanente et d'éducation des adultes. L'UNESCO devrait également prendre les mesures nécessaires pour actualiser la *Recommandation de 1976 sur le développement de l'éducation des adultes*. D'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales, internationales et régionales pourraient jouer de même un rôle moteur dans leurs domaines de compétence respectifs.

58. Il existe déjà des structures et des réseaux de promotion de l'éducation des adultes aux niveaux international et régional. Dans certains cas, en particulier dans les régions en développement, il importerait malgré tout de renforcer ces structures et réseaux, y compris les programmes régionaux de l'UNESCO pour l'éducation de base, et d'en étoffer les ressources pour leur permettre d'oeuvrer plus efficacement et à plus grande échelle.

Promouvoir une consultation plus étroite entre partenaires

59. Si la Conférence est d'avis que la mise en place de structures permanentes nouvelles qui coûteraient cher est à éviter, il lui paraît utile de prévoir un moyen ou un mécanisme de communication et de consultation régulière entre les principaux partenaires présents à la cinquième Conférence internationale et les autres organisations qui oeuvrent en faveur de l'éducation des adultes. Ce mécanisme aurait pour but d'intensifier les consultations et la coordination entre les principaux partenaires et de servir de cadre à des discussions périodiques sur les progrès et les

difficultés de l'éducation des adultes ainsi que de moyen de suivi de la mise en oeuvre de la politique et des recommandations formulées dans le présent *Agenda*.

60. Un espace de discussion et un mécanisme de consultation devraient être constitués afin d'assurer la mise en oeuvre des recommandations et conclusions de la présente Conférence. En tant que chef de file des institutions des Nations Unies dans le domaine de l'éducation, l'UNESCO devrait, avec ceux de ses services, instituts et bureaux hors Siège qui sont compétents en la matière, jouer un rôle moteur en prenant l'initiative et la responsabilité de promouvoir l'éducation des adultes en tant que partie intégrante d'un système d'éducation tout au long de la vie et de mobiliser le soutien de tous les partenaires, non seulement au sein du système des Nations Unies et autres systèmes multilatéraux, mais aussi les organisations non gouvernementales et autres organisations de la société civile, pour donner la priorité à la mise en oeuvre de *l'Agenda pour l'avenir* et faciliter la mise en place des services nécessaires au renforcement de la coordination et de la coopération internationales.

61. Enfin, la Conférence invite l'UNESCO à diffuser largement la *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes* et le présent *Agenda pour l'avenir* dans un maximum de langues. L'UNESCO devrait étudier la possibilité d'organiser à mi-parcours, en attendant la prochaine conférence internationale sur l'éducation des adultes, un examen interinstitutions de la situation au regard de *l'Agenda*.

ANNEXE I

Ordre du jour

1. Ouverture de la Conférence
2. Election du Président
3. Adoption du règlement intérieur provisoire (ED-97/CONFINTEA/2)
4. Election des Vice-Présidents et du Rapporteur général
5. Adoption de l'ordre du jour (ED-97/CONFINTEA/1)
6. Approbation de l'organisation des travaux (ED-97/CONFINTEA/INF.2)
7. Rapports oraux des conférences préparatoires régionales
8. Progrès, résultats obtenus et problèmes : rétrospective depuis 1985 (ED-97/CONFINTEA/3)
9. L'apprentissage des adultes : une clé du XXI^e siècle : politiques et stratégies (ED-97/CONFINTEA/4)
10. Groupes de travail thématiques - L'apprentissage des adultes : un droit, un plaisir, un outil et une responsabilité partagée
11. Groupe de discussion avec les chefs des délégations : les grands problèmes posés par les politiques de l'éducation des adultes et leur mise en oeuvre
12. Examen du projet de Déclaration et du projet d'Agenda pour l'avenir (ED-97/CONFINTEA/5 et ED-97/CONFINTEA/6)
13. Adoption du Rapport final de la Conférence, y compris la Déclaration et l'Agenda pour l'avenir
14. Clôture de la Conférence

ANNEXE II

Allocution prononcée par M. Henning Voscherau, maire de la Ville libre et hanséatique de Hambourg*

Excellences,
Monsieur le Président de la République fédérale,
Mesdames, Messieurs, vous qui venez de tous les continents,

Hambourg - cité ouverte sur le monde, ville à vocation internationale - est fière d'être le siège de deux organismes des Nations Unies, le Tribunal international du droit de la mer, depuis 1996, et l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation, dont l'installation dans ses murs remonte à 1951.

Hambourg est particulièrement honorée d'accueillir la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes de l'UNESCO. Nous nous sentons, grâce à elle, tenus de poursuivre notre action en faveur de l'établissement de liens entre les nations.

Au nom du Sénat de la Ville libre et hanséatique de Hambourg, je vous souhaite à tous la bienvenue.

Nous vivons dans un monde en proie à des mutations rapides. Alors que nous nous rapprochons du troisième millénaire, nous connaissons de profonds changements sociaux et économiques.

Au seuil du XXI^e siècle, les sociétés du monde entier doivent faire en sorte que ces transformations aient des effets qui soient à la fois bénéfiques du point de vue économique et acceptables sur les plans social et écologique.

Pour ce faire, elles doivent se tourner vers leurs citoyens pour qu'ils influent sur ces transformations et qu'ils leur impriment un sens et une finalité.

L'éducation et notamment l'éducation des adultes sont les instruments qui nous permettront de transmettre les compétences, les valeurs et les attitudes grâce auxquelles nous serons en mesure de relever les défis de demain, grâce auxquelles les peuples de la terre pourront vivre en paix.

Il est dit à juste titre dans le rapport Delors que l'éducation des adultes, pour le monde entier, n'est rien moins qu'une clé pour le XXI^e siècle - et c'est également à juste titre que l'on a fait de cette formule la devise de la Conférence de Hambourg (*L'éducation des adultes - une clé pour le XXI^e siècle*).

* L'orateur s'est exprimé en allemand.

L'éducation des adultes revêt une importance déterminante à plusieurs égards :

Elle peut tout d'abord apporter aux exclus et aux défavorisés la possibilité de prendre pleinement part à la vie de la communauté :

- par exemple, en dispensant les savoirs fondamentaux que sont la lecture et l'écriture - tâche à laquelle doivent également faire face les Etats dits avancés,
- par exemple, en aidant les chômeurs à trouver un emploi en leur permettant d'acquérir des qualifications,
- par exemple, en intégrant les personnes handicapées à la vie de la société,
- par exemple, en donnant aux femmes la possibilité d'intervenir sur un pied d'égalité dans tous les domaines de l'existence.

L'éducation des adultes doit également nous permettre de relever les défis de l'avenir :

- dans le domaine de la communication : en apprenant à utiliser les nouveaux médias et les nouveaux moyens de communication,
- dans le domaine de la protection de l'environnement : en apprenant à exploiter les ressources naturelles de manière responsable et à nous plier aux exigences de la durabilité,
- dans le domaine de la formation professionnelle continue : en apprenant à nous adapter à l'évolution d'une économie mondialisée. Quelles que soient les qualifications que l'on possède, on n'est jamais à l'abri du chômage, mais la formation permet assurément de réduire ce risque. Compte tenu du nombre élevé de chômeurs observé dans de nombreux pays (2 millions au Japon, plus de 4 millions en Allemagne, 7 millions aux Etats-Unis et plus de 18 millions au sein de l'Union européenne - source BAA [Bureau fédéral de l'emploi]), nous devons avoir à coeur de mettre en oeuvre le principe de "l'éducation tout au long de la vie".

L'éducation joue encore un rôle à mes yeux tout à fait déterminant dans le dialogue entre les cultures. Le monde devient de plus en plus petit et nous devons apprendre à y vivre les uns avec les autres. Il nous faut par conséquent renforcer le dialogue interculturel, qui est un moyen, et non des moindres, de sauvegarder la paix. Alors que les risques de conflits entre Etats ont heureusement diminué depuis un certain temps, la menace de conflits internes d'origine culturelle s'est accrue.

Idéalement, l'éducation des adultes devrait faire percevoir à ceux qui en bénéficient la valeur de la diversité culturelle et leur apprendre à s'ouvrir aux autres cultures tout en restant conscients de leur propre identité culturelle.

Le mahatma Gandhi a exprimé cette idée dans les termes suivants : "Je ne veux pas que ma maison soit entourée de murs de toutes parts et mes fenêtres barricadées. Je veux que les cultures de tous les pays puissent souffler aussi librement que possible à travers ma maison. Mais je refuse de me laisser emporter par aucune."

L'éducation des adultes peut nous aider à apprendre à vivre ensemble en nous permettant de mieux comprendre les autres et leur histoire, leurs traditions et leurs valeurs. Elle est une condition indispensable au maintien de la démocratie et de la paix, lesquelles ont pour fondement la liberté, la justice et le respect mutuel. Elle est indispensable aussi à l'instauration d'une culture de dialogue et de paix - tout le contraire d'une anticulture fondée sur le conflit et la guerre.

Depuis plus d'un demi-siècle, l'UNESCO joue un rôle prépondérant dans le domaine de l'éducation des adultes.

L'éducation, et en particulier celle des adultes, est l'une des principales voies par où passe la coopération internationale. La Conférence de Hambourg de l'UNESCO sera l'occasion de procéder à des échanges d'expérience et de définir de nouvelles démarches en vue d'une collaboration constructive entre les gouvernements et les organisations spécialisées qui oeuvrent dans le monde entier.

La Conférence s'inscrit dans le cadre d'une série d'initiatives d'une portée mondiale, à savoir la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio (1992), la Conférence internationale du Caire sur la population et le développement (1994), le Sommet mondial pour le développement social de Copenhague (1995) et la Conférence mondiale sur les femmes de Beijing (1995). La Conférence de Hambourg devrait, nous l'espérons, contribuer dans une mesure comparable à résoudre les problèmes de l'humanité.

Hambourg est très active en matière d'éducation permanente : environ 400 établissements oeuvrent dans ce domaine d'avenir. En votre qualité de délégués à cette Conférence, vous aurez la possibilité, dans le cadre de visites d'étude, d'en apprécier personnellement la diversité. Au cours des dernières années, de nombreuses innovations apportées au système d'éducation permanente allemand ont vu le jour dans notre ville. Voyez dans les compétences et dans l'attitude novatrice de Hambourg dans ce domaine un heureux présage pour cette Conférence.

J'espère que l'atmosphère ouverte de cette ville vous inspirera de nouvelles idées et de nouvelles approches concernant l'éducation des adultes au XXI^e siècle, ainsi que des manières nouvelles d'envisager la coopération - aux fins du bien-être futur de tous les peuples de la terre.

Hambourg souhaite à cette Conférence tout le succès possible.

ANNEXE III

Allocution de Mme Sheikh Hasina, premier ministre de la République populaire du Bangladesh

Bismillahir Rahmanir Rahim,
Madame la Présidente,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,
Assalamu Alaikum,

Je tiens tout d'abord à dire combien j'apprécie l'honneur que représente pour moi la possibilité de prendre la parole devant cette éminente assemblée. Soyez assurés de ma profonde gratitude. Je saisis l'occasion qui m'est ainsi offerte pour vous faire part de mes conceptions sur l'alphabétisation des adultes, qui est aujourd'hui d'une importance cruciale pour la communauté mondiale.

Il y a de par le monde, et essentiellement dans les pays en développement, près de neuf cents millions d'analphabètes, qui sont de plus en plus désavantagés en raison des constants progrès de la technologie. Il est probable que l'écart entre alphabètes et analphabètes se creusera de plus en plus à l'avenir dans les sociétés en développement. L'Asie du Sud est, pour reprendre les termes du Centre pour le développement humain, la région du monde la plus pauvre, la moins alphabétisée, la plus mal nourrie, la moins sensible aux disparités entre les sexes et la plus déshéritée. Le taux d'alphabétisation des femmes y est très faible. Il est temps désormais pour la communauté mondiale de faire un effort concerté pour éradiquer l'analphabétisme qui est l'une des principales causes de disparités au sein de la famille planétaire.

Excellences,

L'alphabétisation des adultes concerne tous les aspects de l'éducation permanente. Dans les sociétés industrialisées modernes, cette dernière est entrée dans les moeurs et plus d'un tiers de la population participe chaque année à des activités éducatives organisées. Les chiffres montrent que dans ces pays les apprenants adultes sont plus nombreux aujourd'hui que les effectifs du primaire et du secondaire réunis.

Madame la Présidente,

Il est universellement reconnu que l'éducation de base est l'un des principaux facteurs de développement économique, social et politique. Selon des études empiriques, les investissements dans l'éducation de base favorisent puissamment l'évolution de la productivité économique. L'éducation a également des incidences sur la santé et le bien-être social, sur le développement de la démocratie et la conservation de l'environnement. Une étude récente a montré que des agriculteurs qui ont fait une scolarité de quatre ans seulement ont une productivité supérieure de 9 % à celle d'agriculteurs dépourvus de toute instruction. Une progression de 20 à 30 % de l'alphabétisation peut se traduire par une augmentation de 6 à 8 % du PIB d'un pays et entraîner une amélioration significative de l'état nutritionnel de la population.

Mesdames, Messieurs,

Puis-je prendre la liberté de vous rappeler que la première Conférence internationale sur l'éducation des adultes, qui s'est tenue il y a près de 50 ans, a mis l'accent sur la coopération internationale dans ce domaine. Plus tard, trois autres conférences, organisées respectivement à Montréal, Tokyo et Paris, ont examiné certaines questions relatives à l'éducation des adultes considérée sous l'angle de l'éducation non formelle et de la formation continue. Elles se sont penchées sur toute une série de questions, parmi lesquelles l'universalisation de l'alphabétisation, la mise en place d'une structure de coopération internationale destinée à susciter un véritable esprit démocratique, le développement des possibilités d'apprentissage pour tous les groupes d'âge, la promotion de l'égalité des sexes et du développement durable.

Cependant, les initiatives que les différents gouvernements ont prises en application des grandes orientations définies par ces conférences ont donné des résultats variables. L'Asie du Sud a un taux d'alphabétisation de 48 %, contre 77 % pour le reste du monde en développement. Elle regroupe 46 % des analphabètes du monde, soit deux fois plus que la part qu'elle représente dans la population totale du globe. On y trouve davantage d'enfants non scolarisés que partout ailleurs. La situation est à cet égard légèrement meilleure dans les Etats arabes et dans la région subsaharienne, où les taux d'alphabétisation sont de 55 % et 53 % respectivement. Dans les pays d'Asie orientale par contre, ce taux atteint aujourd'hui 96 %, ce qui est considérable. Ce résultat est le fruit de plans nationaux d'action axés sur l'avenir qui ont été mis en oeuvre dans la durée et en conformité avec les principes directeurs définis par diverses instances internationales. Ce succès constitue une source d'inspiration pour les nations qui languissent dans la pauvreté et l'analphabétisme.

Madame la Présidente,

L'éducation des adultes n'est pas une idée nouvelle au Bangladesh. Après la libération du pays, en 1971, le Père de la Nation, Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman, a saisi toute l'importance de l'éducation pour le développement et la prospérité de la nation. En dépit de nombreuses autres préoccupations urgentes, il a accordé à celle-ci un degré de priorité élevé considérant qu'elle devait être "le premier et le principal instrument de notre développement national". Il a reconnu la nécessité de mettre en place un système éducatif homogène, populaire et universel et de rendre la scolarité gratuite et obligatoire pour tous. Ce noble objectif a été inscrit dans la Constitution du Bangladesh. Pendant son mandat, l'Etat, malgré de lourdes contraintes budgétaires, a pris à sa charge le financement de l'enseignement primaire. Son gouvernement a créé 11.000 nouvelles écoles primaires, recruté quelque 50.000 enseignants et rendu l'enseignement primaire obligatoire. Plus de cent cinquante mille enseignants du primaire se sont en outre vu accorder le statut de fonctionnaires. Certaines mesures incitatives - par exemple, la mise en place de cantines scolaires pour les élèves du primaire, la gratuité des études pour les filles jusqu'à la huitième année et la fourniture gratuite de livres, de crayons et de papier - ont été prises afin d'encourager les élèves à fréquenter l'école. Pendant cette période, une Commission de l'éducation présidée par un éminent spécialiste en la matière, M. Quadrat-e-Khuda, a été créée avec pour tâche de moderniser le système d'enseignement colonial traditionnel et de lui donner une orientation scientifique, professionnelle et technique. La Commission a recommandé de créer un centre d'éducation des adultes dans chaque village et d'utiliser les institutions sociales à des fins éducatives. Elle a également recommandé d'éliminer l'analphabétisme dans les plus brefs délais grâce à un mouvement social qui garantirait la participation des personnes de tous horizons. Par malheur, le 15 août 1975, le Père de la Nation, Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman, a été assassiné par un groupe de traîtres et de conspirateurs. A la suite de ce barbare assassinat qui a brutalement mis fin au processus de développement de notre pays, la population a été privée du droit de vote. Puis

est venue une période marquée par des coups d'Etat, des massacres, l'exploitation et l'oppression. Le peuple a été négligé et ses conditions de vie sont devenues insupportables.

Avec la pauvreté, l'analphabétisme, le terrorisme et la tyrannie, nous avons, dans cette tragique situation, lancé un mouvement de masse afin que la population prenne conscience de son droit de manger à sa faim et de s'exprimer par le vote. Le peuple du Bangladesh est sorti victorieux d'un long et difficile combat. A l'issue d'une consultation organisée par un gouvernement intérimaire indépendant et neutre, nous avons pu rétablir le droit de vote. Le peuple a, lors d'une élection libre et loyale, clairement chargé mon parti de diriger le pays et nous avons assumé la responsabilité du gouvernement le 23 juin 1996. Nous sommes désormais fermement convaincus que les changements de pouvoir doivent se faire par les urnes et non par les armes.

Après avoir instauré le droit de vote, nous nous sommes inlassablement efforcés d'établir le droit à une alimentation suffisante en luttant contre la pauvreté. L'éducation à tous les niveaux est à nos yeux l'un des principaux instruments de ce combat. Nous sommes résolus à éradiquer l'analphabétisme de notre pays dans les 10 prochaines années. Notre gouvernement a chargé un Comité national de définir une politique de l'éducation, comité qui devrait bientôt lui présenter son rapport. Non seulement la réalisation de ces objectifs est une obligation constitutionnelle, mais le Bangladesh a pris l'engagement d'universaliser l'alphabétisation à l'occasion de rencontres internationales comme la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, le Sommet mondial pour les enfants et le Sommet de neuf pays à forte population consacré à l'éducation pour tous. Il s'agit notamment de mettre l'accent sur le développement de l'éducation, afin de former des ressources humaines qualifiées et armées pour le développement, qui soient capables de relever les défis du XXIe siècle. Nous sommes également résolus à mener dans le domaine de l'alphabétisation les réformes structurelles qui doivent aller de pair avec notre effort pour venir à bout de la pauvreté par le biais de l'éducation et de l'autonomisation.

Madame la Présidente,

Reconnaissant que le système d'enseignement formel ne peut à lui seul débarrasser la société de l'analphabétisme, nous avons jugé nécessaire de lancer un vaste programme d'éducation non formelle. Le Bangladesh a adopté des stratégies axées sur l'avenir afin de suivre, dans sa rapidité, l'évolution de l'ordre mondial. Notre gouvernement cherche à développer les ressources humaines du pays en les dotant des compétences techniques et professionnelles nécessaires pour promouvoir le développement durable. Pour renforcer ses capacités institutionnelles et les moyens de suivi de l'éducation non formelle, il a créé un Conseil national de l'enseignement primaire et de masse présidé par le Chef du gouvernement. Entre le ministre et les centres d'alphabétisation, neuf types différents de comités ont été mis sur pied afin d'assurer la participation de la population à tous les niveaux.

Madame la Présidente,

J'aimerais vous faire part de certaines de nos expériences dans le domaine de l'éducation non formelle intégrée et autres programmes d'alphabétisation en cours. La réussite d'un programme d'alphabétisation dépend du degré de mobilisation du groupe cible, en même temps que de l'existence de possibilités éducatives. S'ils sont convenablement motivés, les membres du groupe cible peuvent être amenés, de leur propre mouvement, à participer à la mise en oeuvre du programme. Cet environnement propice peut être transformé en un véritable mouvement d'alphabétisation, appelé chez nous un "mouvement d'alphabétisation total". Cette approche a déjà permis de supprimer complètement l'analphabétisme dans deux districts et quatre thanas (sous-districts).

Nous observons par ailleurs qu'il est possible d'accélérer l'autonomisation des femmes en les faisant participer davantage aux activités d'alphabétisation. Dans notre pays, au moins la moitié des centres du programme d'alphabétisation des adultes s'adressent aux femmes. Selon de récentes évaluations, les apprenantes obtiennent de meilleurs résultats que leurs homologues masculins. Elles sont par ailleurs de plus en plus conscientes de leurs droits et de leurs responsabilités.

Madame la Présidente,

Près de cinquante ans se sont écoulés depuis la première conférence internationale sur l'alphabétisation. Mais il reste encore à extirper l'analphabétisme omniprésent dans certaines régions du monde. Ce problème ne devrait plus être considéré comme propre à un pays ou une région en particulier, mais plutôt comme un défi pour l'humanité. Les pays qui y sont encore confrontés ont besoin de mouvements de masse qui s'adressent aussi bien aux personnes alphabétisées qu'aux analphabètes afin que les programmes d'alphabétisation s'étendent à l'ensemble de leur territoire. En outre, des questions comme l'égalité d'accès à la technologie et à l'information, le coût de ces dernières et leur impact sur les systèmes d'enseignement actuels et futurs sont particulièrement importantes pour les pays en développement et devraient être prises en compte. Nous sommes conscients que la technologie conduit peu à peu l'apprentissage à prendre le pas sur l'enseignement, la communauté comme cadre d'apprentissage permanent à supplanter la salle de classe. Les pays qui comptent des millions d'adultes analphabètes ont besoin d'aide pour pouvoir alphabétiser ces groupes cibles et leur permettre ainsi d'améliorer leur qualité de vie.

Madame la Présidente,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais maintenant exhorter la communauté mondiale à se concerter et à conjuguer ses efforts sur les points ci-après afin de faire disparaître au plus tôt de la face de la terre la malédiction de l'analphabétisme :

- faire prendre conscience aux groupes cibles de leurs besoins en matière d'apprentissage grâce à une large mobilisation sociale ;
- intensifier la lutte contre l'analphabétisme grâce aux efforts conjugués des institutions gouvernementales et non gouvernementales ;
- rechercher la coopération des pays qui ont obtenu des résultats remarquables dans le domaine de l'éducation des adultes ;

- établir des liens entre éducation formelle et non formelle dans la perspective de l'éducation tout au long de la vie ;
- assurer la qualité des programmes d'éducation des adultes et d'éducation permanente grâce au partage des idées et des ressources ;
- faire de l'alphabétisation des femmes une priorité et développer les possibilités d'emploi à leur intention ;
- établir des liens entre l'éducation fonctionnelle, le développement des compétences, les activités rémunératrices, les méthodes du microcrédit et les programmes d'éducation permanente ;
- veiller à ce que les gouvernements, tout comme les institutions d'aide, accordent la priorité absolue aux programmes d'éducation des adultes.

Je suis persuadée que ces efforts de coopération internationale donneront naissance à une communauté mondiale prospère - où même les nations en développement les plus pauvres pourront accéder aux nouvelles possibilités de croissance offertes par les récentes percées technologiques. Sous le règne des idées et du capital intellectuel où nous entrons, nous devons faire en sorte que notre population ait l'éducation et les compétences nécessaires pour tirer profit des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Aujourd'hui, nous devons tous oeuvrer à la mise en place d'une structure de coopération capable de favoriser l'apparition d'une communauté mondiale libérée de l'analphabétisme, afin de créer ce faisant un environnement qui permette de relever les défis du prochain millénaire et de tirer parti des possibilités nouvelles qu'il apportera.

Permettez-moi de vous remercier une fois encore de m'avoir invitée à cette Conférence et de m'avoir si patiemment écoutée.

Joi Bangla
Joi Bangabandhu
Puisse le Bangladesh vivre éternellement

Khoda Hafez

ANNEXE IV

Allocution de M. Roman Herzog, président de la République fédérale d'Allemagne*

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de souhaiter aux participants et aux organisateurs de la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes de l'UNESCO la bienvenue dans mon pays. Depuis 46 ans, l'Allemagne est un membre fidèle de l'UNESCO. L'Institut de l'UNESCO pour l'éducation est la première institution internationale qui ait été établie sur son sol, à Hambourg précisément, ville traditionnellement ouverte sur le monde. L'Institut a apporté une nouvelle preuve de son utilité en préparant cette importante Conférence sur l'éducation des adultes. L'Allemagne est fière de prêter son concours pour cette manifestation exceptionnelle.

Je m'intéresse pour ma part vivement au thème de la présente rencontre, qui est primordial pour mon pays et pour la communauté internationale. Rien n'est plus rapidement dépassé à l'heure actuelle que le savoir. Il serait donc malavisé de considérer les certificats obtenus dans les établissements techniques et professionnels ou dans l'enseignement supérieur comme marquant le terme de l'apprentissage.

Le concept d'apprentissage tout au long de la vie conduit à envisager des objectifs autres que les idéaux traditionnels de l'éducation ou le principe d'une formation unique et l'aptitude à exercer un emploi spécifique. Il concerne l'ensemble de la société, laquelle peut végéter et se rigidifier ou, au contraire, relever les défis de l'avenir grâce à son dynamisme intellectuel, selon sa disposition à l'apprentissage permanent - son ouverture à la nouveauté, le courage avec lequel elle sait tenter des expériences nouvelles et s'adapter à l'inconnu.

L'Allemagne n'est pas le seul pays pour lequel la capacité d'innovation économique et sociale est essentielle. Nous avons tous besoin d'une forme nouvelle de croissance, qui soit fondée sur la connaissance. Notre politique de l'éducation doit prendre un nouveau départ pour nous permettre de survivre dans la société future qui ira de pair avec ce type de croissance. Lorsque je dis connaissance, je ne songe pas seulement aux connaissances accumulées par les experts ou auxquelles on peut à tout moment accéder sur l'Internet. Il faut que l'apprentissage ait une assise plus large, qu'il englobe tous les groupes d'âge, y compris les personnes d'âge avancé et qu'il soit pleinement accepté par la société.

L'adhésion à l'apprentissage permanent et la reconnaissance par la société de la valeur de tous les efforts accomplis pour apprendre créeront un climat propre à encourager la créativité et l'édification d'une pyramide de réalisations fécondes sur une base large et durable. L'arrogance et l'aversion à l'égard de tout ce qui est étranger seront ainsi privées du terrain où elles prospèrent. Il est plus facile d'intéresser à la coopération internationale une personne désireuse d'apprendre et une société qui en est capable.

J'en viens ainsi à la mission première de l'UNESCO : travailler à l'avènement d'une culture

* L'orateur s'est exprimé en allemand.

de paix. L'éducation est un instrument de paix et l'éducation des adultes favorise l'instauration de la paix.

J'espère que les travaux que vous allez accomplir au service de la paix seront des plus fructueux et que leur intérêt sera largement reconnu. J'espère aussi que les participants à la Conférence venus d'autres pays garderont un souvenir agréable et durable de Hambourg et de l'Allemagne.

ANNEXE V

Allocution de M. Federico Mayor, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Monsieur le Président de la République fédérale d'Allemagne,
Madame le Premier ministre de la République populaire du Bangladesh,
Madame la Présidente du Bundestag,
Monsieur le Maire de la Ville libre et hanséatique de Hambourg,
Excellences, chers collègues, Mesdames, Messieurs,

En temps de crise - disait Albert Einstein - une seule chose compte plus que le savoir : l'imagination. L'éducation en général, et l'éducation des adultes en particulier, est un domaine où plus qu'ailleurs il faut savoir faire preuve d'imagination, savoir innover. Je vous invite à réaffirmer votre attachement à l'éducation pour tous. Je vous engage à faire preuve d'audace dans vos conceptions et vos recommandations afin que la Conférence de Hambourg puisse faire date dans l'histoire de l'éducation.

Soyez les bienvenus à Hambourg et à cette séance inaugurale de la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes. Que la présente réunion ait lieu dans cette ville moderne et dynamique qui, aujourd'hui comme hier, est un grand centre d'échanges et de coopération à l'échelle internationale, me paraît particulièrement approprié. Depuis la dernière Conférence, tenue sur le même thème à Paris en 1985, la situation mondiale - culturelle, politique, économique et sociale - a radicalement changé. Nous vivons en réalité déjà dans un autre siècle, même si cela n'apparaît pas encore dans le calendrier. Ce qu'il nous appartient de faire, c'est de définir les rôles que l'éducation des adultes doit jouer désormais pour satisfaire les aspirations des femmes et des hommes de tous les pays dans le monde nouveau qui prend forme autour de nous.

Mais permettez-moi tout d'abord de vous dire combien je ressens profondément le vide que laisse la mort de l'un des éducateurs les plus éminents de notre temps, le regretté Paulo Freire, du Brésil, qui nous avait confirmé, il y a seulement deux mois, son intention d'être des nôtres aujourd'hui, à Hambourg. Le lien qu'il a établi entre alphabétisme et libération a totalement révolutionné notre conception de l'éducation. Il s'est distingué par la probité de sa pensée, qui en fit le champion des faibles et des opprimés, et celle de son action, fondée sur un perpétuel dialogue entre la théorie et la pratique. Hélas, Paulo Freire nous a quitté. Le monde a perdu un grand homme, l'UNESCO a perdu un partenaire dévoué et pour ma part, j'ai perdu un ami très cher. Les Paulo Freire cependant ne disparaissent pas : ils ne font que devenir invisibles, car il n'est qu'une pédagogie - la pédagogie de l'exemple. Et l'esprit de Paulo Freire demeure parmi nous grâce à l'exemple durable de sa vie et de son oeuvre.

J'ai consulté le Gouvernement brésilien et les autres Etats membres de l'UNESCO quant au meilleur moyen de garder en vie l'héritage de Paulo Freire, et j'ai le plaisir de vous annoncer que l'Organisation a l'intention de créer une distinction internationale pour célébrer et perpétuer son oeuvre. Je vous invite à présent, Mesdames, Messieurs, à observer une minute de silence en souvenir de Paulo Freire ... Je vous remercie. Jeudi soir, nous participerons à une cérémonie spéciale à la mémoire de Paulo Freire et de Dame Nita Barrow de la Barbade, grande citoyenne du monde qui a consacré sa vie à la cause de l'autonomisation des femmes et de tous les citoyens.

Monsieur le Président,

La présente Conférence, organisée par l'UNESCO à l'invitation du Gouvernement allemand et de la Ville hanséatique de Hambourg, a été activement préparée, pendant plus de deux ans, dans toutes les régions du monde. Elle réunit les représentants de la communauté internationale autour d'un sujet d'une importance croissante : l'éducation et l'apprentissage des adultes. L'UNESCO bénéficie dans cette entreprise du concours d'institutions soeurs du système des Nations Unies - la FAO, l'OIT, l'OMS, le FNUAP, le PNUD et l'UNICEF - ainsi que de l'Union européenne, de l'OCDE et de la Banque mondiale. Nous souhaitons la bienvenue à ces institutions et aux autres organismes intergouvernementaux de toutes les régions du monde qui sont représentées ici. Permettez-moi de saisir l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui pour évoquer le souvenir d'un autre grand homme, Jim Grant, ancien directeur général de l'UNICEF, avec lequel nous avons lancé conjointement le processus international de l'éducation pour tous, à qui je tiens à rendre hommage. Je voudrais également saluer Richard Jolly, qui était son ami et son plus proche collaborateur, et qui est aussi un de mes bons amis.

Cette Conférence se distingue de la précédente dans la mesure où elle vise à instaurer un dialogue et un partenariat suivis entre les gouvernements et les ONG et les institutions qui proposent des programmes d'éducation des adultes. Bien que les résultats auxquels elle aboutira dépendent des Etats membres, nous estimons que ces derniers devraient y travailler en étroite collaboration avec les représentants de la société civile. C'est pourquoi, au lieu de réunir les ONG parallèlement à la Conférence, nous avons préféré rassemblé tous les acteurs, publics et privés, afin qu'ils siègent ensemble pendant toute la durée de cette rencontre. C'est une véritable gageure. Mais si l'entreprise réussit, ce sera déjà un résultat appréciable, et peut-être nous engagerons-nous ainsi dans une voie nouvelle. Les ONG de même que les employeurs, les syndicats et les autres partenaires sociaux jouent un rôle de plus en plus déterminant dans toutes les formes d'éducation des adultes. Les gouvernements, ONG et institutions partenaires de l'UNESCO représentés ici ont, tous ou presque, contribué, sur le plan intellectuel ou matériel, à la mise sur pied de la Conférence. Vous êtes trop nombreux pour que je remercie chacun personnellement, mais soyez assurés de notre extrême gratitude. A vrai dire, sans ces contributions et sans votre soutien, la présente Conférence n'aurait pu avoir lieu.

La participation du Président de la République fédérale d'Allemagne, M. Roman Herzog, à la séance d'ouverture de notre Conférence est un immense honneur pour l'UNESCO. Votre présence ici, Monsieur le Président, atteste le prix que l'Allemagne attache à la coopération internationale dans le domaine de l'éducation et, plus particulièrement, la place grandissante que l'éducation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie occupent tant en Allemagne que dans le monde. Nous savons gré à l'Allemagne de l'attachement dont elle a toujours fait preuve à

l'égard de l'UNESCO et de son objectif essentiel - "atteindre graduellement, par la coopération des nations du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, les buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité". Votre soutien généreux à l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation, dont l'Allemagne et la ville-Etat de Hambourg sont les hôtes depuis 1951, témoigne de cet attachement. L'Institut, comme vous le savez, a joué un rôle de premier plan dans l'organisation de la Conférence, ce en étroite collaboration avec le Siège de l'UNESCO, avec les bureaux de l'Organisation dans plus de 60 pays et avec les institutions partenaires de l'UNESCO.

Nous vous sommes aussi très reconnaissants, Madame le Premier ministre, d'avoir trouvé le temps - comme vous l'avez fait pour la dernière conférence sur les micro-services bancaires et malgré les lourdes responsabilités inhérentes à la charge élevée que vous occupez - d'être venue ici nous expliquer comment vous oeuvrer en faveur de l'autonomisation de tous, mais en particulier des femmes, en leur facilitant l'accès à l'éducation et en les aidant à formuler leurs espoirs et leurs aspirations.

Il y a près d'un demi-siècle, la première Conférence internationale sur l'éducation des adultes avait lieu à Elseneur, au Danemark. Ce qui frappe dans les travaux de cette Conférence, c'est cette profonde conviction que les citoyens eux-mêmes - s'ils disposent des ressources et des possibilités voulues pour s'informer et apprendre - peuvent jouer un rôle moteur dans la consolidation de la paix mondiale ainsi que la clairvoyance que révèlent les décisions qu'elle a prises pour promouvoir l'éducation des adultes en tant que moyen de façonner un monde plus juste et plus pacifique. Qui, aujourd'hui, mettrait en doute la nécessité croissante de l'éducation des adultes dans un monde où le changement devient, chaque jour un peu plus, notre seule certitude ?

Quel souvenir aura laissé la Conférence de Hambourg dans 50 ans ? Cela dépendra de notre clairvoyance et des engagements que nous assumerons, maintenant et par la suite. Des progrès sensibles ont été réalisés au cours du dernier demi-siècle et l'UNESCO est elle-même en mesure d'affirmer qu'elle a apporté une contribution appréciable au développement de l'éducation des adultes, qu'il s'agisse de l'élaboration de principes d'action, de la mise en oeuvre de stratégies, de la recherche et de la formation ou de la définition de normes. Sa Recommandation de 1976 sur le développement de l'éducation des adultes, qui reste l'instrument le plus complet en la matière, contient des principes directeurs toujours valables pour l'avenir. Nous devons oeuvrer sur ces bases en prenant en compte les grands défis et les possibilités propres à notre époque pour ce qui est de l'éducation des adultes et de l'éducation permanente.

Une tâche suprême s'impose à nous comme à ceux qui nous précédèrent à Elseneur : jeter les bases d'une paix durable. Bien sûr, la situation a énormément changé depuis lors. A l'heure actuelle, c'est moins entre les sociétés qu'au sein de ces dernières que se dressent les principaux obstacles à la paix. Il faut d'autre part - comme le Président Herzog l'a souligné - voir la paix non seulement comme une fin mais aussi comme une condition préalable : comme la condition préalable du développement durable, qui ne peut aller sans la démocratie, la justice, l'égalité, la solidarité et la liberté. D'où la nécessité d'apprendre pour pouvoir participer à la vie de la société, assumer pleinement sa qualité de citoyen et prendre son sort en main. Cela suppose que les budgets nationaux soient réaménagés de manière à consolider des démocraties vulnérables et fragiles.

Nous devons développer le potentiel humain par une éducation adaptée aux conditions locales, dispensée dans la langue du pays et ancrée dans une formation pratique intensive. Pour ce faire - je tiens à le souligner - point n'est besoin de stratégies conçues dans une tour d'ivoire,

loin des communautés concernées. Par ailleurs, nous devons nous attaquer aux problèmes qui empêchent les êtres humains de devenir des apprenants - je pense ici aux millions de femmes qui dans le monde sont obligées d'aller chaque jour chercher de l'eau et de ramasser du bois pour faire bouillir cette eau et la rendre potable. Nous devons leur donner des puits et des réchauds solaires afin qu'elles aient la possibilité d'apprendre et de se livrer à des activités rémunératrices. D'autre part, nous ne devons jamais oublier qu'analphabétisme n'est pas synonyme d'ignorance. La sagesse, si j'en juge par ma propre expérience, se rencontre plus souvent chez ceux qui sont sans instruction que chez les autres. Et l'éducation des adultes elle-même peut faire concourir cette sagesse au processus d'autonomisation qui permet à l'individu de prendre sa place dans la vie de la société, dans l'intérêt du développement, de la démocratie et de la paix.

La paix - qui est l'enjeu essentiel - continuera de nous échapper aussi longtemps que nous investirons en fonction de guerres improbables au lieu de nous attaquer aux problèmes qui menacent le plus la sécurité humaine. Depuis plus d'une décennie, je ne cesse de dire que nous devons être prêts à payer le prix de la paix comme nous avons toujours été prêts à payer le prix de la guerre. A cette fin, nous devons investir non dans l'armement, mais pour mettre les hommes et les femmes en état de dialoguer et de comprendre et de contribuer à la réalisation de l'objectif du développement durable. Une telle décision ne peut être prise **pour** nous, elle ne peut l'être que **par** nous. Elle exige une transformation radicale de notre perception du monde - transformation qui doit venir de l'intérieur et passer par un processus d'éducation tout au long de la vie au sens le plus plein et le plus noble du terme. Cette Conférence est l'occasion pour nous de réfléchir ensemble à la manière dont l'éducation des adultes et l'éducation permanente peuvent contribuer plus efficacement à la réalisation de ce but.

Monsieur le Président de la République,
Mesdames, Messieurs,

Il est clair que, sans conscience d'une citoyenneté planétaire, le monde de demain ne pourra relever les défis qui s'annoncent. Comme vous vous en doutez, je suis très déçu par les résultats du deuxième Sommet de la Terre qui s'est tenu récemment à New York. La gravité des périls se confirme, et que font les responsables politiques ? Trop peu. Si, malgré tout, nous demeurons optimistes, c'est précisément parce que nous voyons apparaître dans toutes les régions du monde des **sociétés civiles** conscientes et responsables, qui sonnent l'alarme, participent à la recherche de solutions et contribuent à l'action concrète. Encore faut-il que ces hommes et ces femmes puissent développer leurs compétences pour intervenir, parer aux risques écologiques et aux dangers d'épidémies, améliorer les conditions de vie et promouvoir ainsi le développement, maîtriser l'évolution démographique, etc. C'est d'abord en faisant fond sur les personnes, en investissant dans la créativité et la capacité d'initiative, que nous pourrons affronter les problèmes de demain. Le courage et l'imagination de l'être humain sont nos meilleurs atouts ; il faut permettre à ces qualités de s'épanouir en y associant la connaissance.

Je rêve que les femmes et les hommes de tous les pays puissent chaque jour, ne serait-ce que pendant une heure, apprendre, se recycler, progresser. Je rêve, avec l'évêque Grundvig, Dame Rita Barrow, Paulo Freire et Julius Nyerere, de voir partout des millions de personnes se réunir, parler, prendre des initiatives. Pour survivre, pour mieux vivre, pour jouir d'une qualité de vie appréciable, les hommes et les femmes d'aujourd'hui doivent pouvoir continuer d'apprendre **tout au long de**

leur vie. Pour sortir vainqueurs des crises économiques qui les assaillent, tous les pays doivent faire en sorte que tous leurs ressortissants, quel que soit leur statut socioprofessionnel, améliorent en permanence leurs connaissances et leurs compétences et participent ainsi tant à l'effort d'accroissement de la productivité qu'au résultat d'un travail devenu plus productif. Afin que ce but puisse être atteint, il faut une continuité de l'Etat, au travers des gouvernements successifs ; il faut que soient conclus et respectés des pactes à cette fin, qui engagent les responsables de l'Etat. Il faut donc que tous les partenaires se sentent parties prenantes et agissent comme tels - je pense aux parlementaires, aux médias, aux institutions militaires, aux responsables confessionnels, etc.

L'éducation des adultes connaît depuis deux décennies un développement rapide. Le nombre des adultes qui, chaque année, bénéficient d'activités de formation dépasse même, dans certains pays, le nombre total de jeunes inscrits à l'école obligatoire. Toutefois - on ne le répétera jamais assez - tous n'y ont pas accès, loin s'en faut. L'éducation et la formation des adultes demeurent encore le privilège des populations les plus fortement scolarisées, des hommes plus souvent que des femmes, des pays les plus riches, des zones urbaines les mieux équipées. Trop souvent, les offres de formation ne tiennent pas assez compte de la diversité culturelle. Or, aucun être humain ne peut continuer à se former tout au long de sa vie s'il ne peut pas d'abord le faire dans sa langue, s'il ne peut intégrer ce qu'il apprend à sa propre expérience, s'il ne peut établir les liens qui donnent sens et pertinence au savoir extérieur. Il nous faut donc reconsidérer l'objectif d'égalité des chances, pour l'insérer dans le contexte d'un monde pluriel où **l'égalité** et la **diversité** soient reconnues comme des dimensions complémentaires et prises en compte comme telles dans les systèmes et les projets éducatifs. Il s'agit de favoriser l'évolution vers des sociétés "arc-en-ciel", où tous les citoyens puissent tout au long de leur vie s'épanouir, forger leur identité et dialoguer avec les autres.

Aujourd'hui, au seuil du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il importe plus que jamais d'affirmer que c'est par l'éducation que les droits et libertés fondamentales pourront être garantis. La révolution des technologies de l'information, lourde de conséquences pour toutes les activités humaines, pose un double défi : comment permettre à chacun d'accéder à la technologie et comment mieux utiliser la technologie à des fins éducatives. Il faut surtout veiller à ce que les nouvelles technologies - qu'il s'agisse des télécommunications ou de l'informatique - puissent profiter à tous. Un effort international non négligeable doit être consenti à cette fin.

N'ayons garde d'oublier, toutefois, que la technologie ne résume pas tout. Ce qui compte le plus dans le processus d'apprentissage, c'est l'enseignant, pierre angulaire de l'avenir du monde. Il faut accorder une haute priorité à la formation et au recyclage de tous les éducateurs. Il faut aussi revoir les contenus de l'enseignement, en valorisant l'instruction civique et tous les aspects qui concernent la transmission des valeurs d'une société.

Et comment passer sous silence la nécessité impérieuse de mettre en pratique le droit universel à l'éducation de base ? Aujourd'hui, plus de 800 millions d'êtres humains sur Terre ne savent ni lire, ni écrire, et d'autres millions encore l'ont su, et l'ont oublié. Partout, l'alphabétisation est incontournable pour qui veut participer pleinement à la vie sociale, comprendre les interrelations entre les réalités privées, locales et le contexte régional et mondial. L'égalité des chances au niveau de programmes non formels d'alphabétisation et d'éducation élémentaire est indispensable si l'on vise à permettre aux populations de contribuer pleinement à la société et de continuer à apprendre tout au long de la vie.

Mesdames, Messieurs,

On juge du succès d'une conférence à son suivi. La considération des nouveaux enjeux sociaux de l'éducation tout au long de la vie et des politiques et actions nécessaires feront de la Conférence mondiale de 1997 sur l'éducation des adultes un moment privilégié et un espace inédit pour étendre le débat et susciter des engagements concrets. Au-delà, et paradoxalement, cette Conférence se préoccupera surtout d'investissements. Investir, oui, mais alors d'abord dans les êtres humains, pour libérer les réserves de productivité culturelle, sociale et économique existant au sein des populations adultes.

Ce sera la reconnaissance de la **nécessité de cet investissement social** et des partenariats requis pour l'assurer qui fera de la Conférence de Hambourg un succès. Celle-ci prendra ainsi le relais des propositions adoptées par le Sommet de Copenhague sur le développement social en 1994, du Plan d'action adopté à Beijing en 1995 en conclusion de la deuxième décennie sur les femmes, de l'"Agenda 21" de Rio et des recommandations faites en 1993 au Caire sur les questions de population et en 1996 au Sommet de Rome sur l'alimentation. Chacune de ces conférences concluait à la nécessité d'une participation active des populations et de la prise d'initiatives par les collectivités locales. Il convient ici, à Hambourg, de faire des propositions concrètes pour que les femmes et les hommes de cette planète puissent accroître leur capacité d'agir et poursuivre leur formation sur la durée de leur vie.

L'éducation est un instrument stratégique indispensable au développement humain durable. C'est un **outil**. Mais c'est aussi un **droit** de chaque personne, le droit de devenir un citoyen actif et créatif. Apprendre, c'est enfin une **joie**, car chacun y trouve un sentiment de liberté, d'épanouissement et d'autonomie. Une fois goûtée, la joie d'apprendre ne s'oublie pas ; elle se répète et se reproduit, tout au long de la vie ; elle ne s'épuise jamais.

Je vous remercie.

ANNEXE VI

Allocution prononcée par Mme Rita Süßmuth, présidente du Deutsche Bundestag (Parlement allemand)*

Monsieur le Président de la République fédérale,
Madame le Premier ministre du Bangladesh,
Monsieur le Maire de la Ville libre et hanséatique de Hambourg,
Monsieur le Directeur général de l'UNESCO,
Mesdames, Messieurs les Ministres, Excellences,
Madame la Présidente du Conseil d'administration de l'Institut
de l'UNESCO pour l'éducation,
Mesdames, Messieurs les délégués,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous remercier de l'honneur que vous m'avez fait en m'élisant présidente de cette Conférence.

C'est en effet un grand honneur pour moi de pouvoir présider la cinquième Conférence de l'UNESCO sur l'éducation des adultes. Soyez certains que je mettrai toute mon énergie et toute mon expérience, que ce soit dans le domaine parlementaire ou dans celui de l'éducation des adultes, au service des objectifs qui lui ont été assignés.

Nous devons respecter, me semble-t-il, certaines conditions si nous voulons oeuvrer ensemble à son succès :

1. Nous devons pratiquer une culture du dialogue dans un esprit de discipline et d'efficacité : j'ai besoin, à cette fin, de votre soutien à tous. Je reviendrai sur ce point de manière plus détaillée cet après-midi.
2. Nous ne devons pas perdre de vue les objectifs de cette Conférence. Que voulons-nous faire ?
 - (a) Nous voulons démontrer l'importance de l'éducation des adultes pour le siècle prochain.
 - (b) Nous voulons encourager, dans le monde entier, la promotion du droit des adultes à l'éducation.
 - (c) Nous voulons échanger des expériences sur les structures et les politiques éducatives existantes en vue de les améliorer.
 - (d) Nous voulons tracer les grandes lignes d'une politique de l'éducation des adultes pour l'avenir dans une Déclaration de la Conférence de Hambourg et un Agenda pour l'avenir.

* L'oratrice s'est exprimée en allemand.

(e) Enfin, nous voulons améliorer la coopération internationale en matière d'éducation des adultes en lui conférant une assise plus solide et plus large.

3. Outre que nous devons faire preuve de discipline et de pugnacité et garder nos objectifs à l'esprit, nous devons avoir du courage :

Un programme ambitieux en effet nous attend, mais, à mon avis, un programme qui porte sur notre capacité de survie, sur la viabilité future de notre société ne saurait être trop ambitieux. Car l'information, l'éducation et le savoir sont les clés de cette viabilité, les clés du prochain millénaire.

Vous me permettez, Mesdames, Messieurs, de vous faire part, dans un premier temps, de quelques observations personnelles sur ces points. Elles peuvent apparaître comme l'énoncé d'un programme, mais si l'UNESCO elle-même ne s'était pas située dans la perspective des programmes à mettre en oeuvre dans le domaine de l'éducation des adultes, je ne siégerais pas à cette tribune aujourd'hui.

1. L'éducation permanente - Perspectives et problèmes

A l'approche du prochain millénaire, la société est confrontée à des problèmes que les moyens d'enseignement et de formation traditionnels ne suffisent plus à surmonter. Je n'en citerai que quelques-uns, parmi les plus importants :

- les menaces que font peser sur un développement durable, conçu en fonction de l'avenir, la destruction de l'environnement, l'exclusion sociale et l'exploitation économique,
- l'analphabétisme qui touche près d'un milliard de personnes,
- le chômage croissant enregistré dans de nombreux pays et qui risque encore de s'accroître sous l'effet de la mondialisation de la technologie et de l'économie,
- la discrimination dont les femmes continuent de faire l'objet dans un grand nombre de sociétés,
- le manque d'empressement à contribuer au bien commun et à accepter des responsabilités sociales.

La Conférence devra se montrer à la hauteur de ces difficultés. Elle a pour tâche de préciser le rôle que doit à l'évidence jouer l'éducation des adultes dans le passage de la société de production à la société de l'information et de contribuer ainsi à ouvrir de nouvelles perspectives en matière d'éducation permanente.

Seuls des efforts menés en commun et prenant appui sur des compétences solides permettront de venir à bout des difficultés de notre époque. Pour faire du bon travail, il faut non seulement en avoir la volonté, mais aussi être en possession d'un savoir - savoir qui ne cesse de s'étendre et d'évoluer, ce de plus en plus rapidement, et qui doit donc être acquis, approfondi et adapté tout au long de la vie en un processus d'apprentissage permanent.

Il y a quelques jours, lors d'une conférence de presse sur CONFINTEA V, destinée au public

allemand, le ministre fédéral, M. Rüttgers, a déclaré dans ce contexte que l'éducation permanente allait et devait devenir "aussi importante que le pain quotidien".

Investir aujourd'hui dans l'éducation permanente est une question de survie pour chacun.

Nous, responsables politiques, praticiens et théoriciens de l'éducation permanente et de l'éducation des adultes, nous devons réaffirmer le message selon lequel l'éducation permanente est un investissement pour l'avenir. Investir exige un effort financier, mais sans cet effort, l'édifice du développement social risque de se délabrer et, à terme, de s'effondrer. Il faut empêcher l'implosion de la société en situant dans une optique beaucoup plus large et en approfondissant l'éducation permanente, une éducation qui nous accompagne tout au long de la vie. Mesdames, Messieurs, cet objectif doit aussi être atteint dans les sociétés où le passage à la société de l'information revêt encore un caractère abstrait.

2. Education permanente - Apprendre sans frontières

Seule une éducation permanente sans frontières - flexible, diversifiée et accessible - peut nous préparer aux tâches qui nous attendent. Le projet de Déclaration sur l'éducation des adultes préparé pour cette Conférence dit pertinemment :

"L'éducation tout au long de la vie est l'une des clés du XXI^e siècle. Elle est à la fois la conséquence d'une citoyenneté active et la condition d'une pleine et entière participation à la vie de la société. Il s'agit d'un concept propre à contribuer puissamment à l'instauration d'un développement durable, à la promotion de la démocratie, de la justice et du développement scientifique et économique et à l'édification d'un monde qui, à la violence et à la guerre, préférera le dialogue et une culture de la paix. La notion d'éducation tout au long de la vie suppose que l'on repense le contenu et la conception de l'éducation à tous les niveaux, y compris l'éducation des adultes, afin d'offrir à chaque individu des possibilités d'apprendre" (Déclaration, par. 1).

Cela fait longtemps que l'éducation des adultes ne fonctionne plus en circuit fermé. Les adultes apprennent partout et tout le temps. Les phases de travail et d'apprentissage se chevauchent. L'éducation des adultes fait partie intégrante des programmes de développement, des programmes d'auto-assistance, ainsi que des programmes d'éducation sanitaire et environnementale. C'est ainsi que dans les 1.000 centres d'éducation des adultes qui existent ici, en Allemagne, 15 millions de personnes participent tous les ans à des programmes de ce type.

Si l'on donne à des adultes la possibilité de participer aux décisions concernant la conception de ces programmes et la manière de les conduire, si leurs besoins sont ainsi sérieusement pris en considération, leur volonté d'apprendre et de coopérer tout en apprenant ne peut que croître.

Une "société éducative" ne devrait toutefois pas consister uniquement en un RASSEMBLEMENT d'individus, elle devrait aussi être axée sur la communauté, la participation et l'engagement. Cela suppose une éducation globale, une éducation permanente qui soit en même temps une formation générale, politique et professionnelle. Il s'agit de dispenser non pas seulement un savoir, mais une éducation, c'est-à-dire d'apprendre à utiliser de manière responsable les connaissances acquises dans tous les domaines de l'activité humaine.

3. Un accès encore limité

Compte tenu des besoins, et malgré tous les efforts déployés et les perspectives ouvertes par les nouveaux moyens de communication, les possibilités d'accès à l'éducation des adultes restent limitées. Ce n'est pas par manque de crédits, mais plutôt parce que les moyens nécessaires pour dispenser une telle éducation ne sont pas encore suffisamment développés.

De nombreux facteurs doivent être pris en compte dans les programmes d'éducation permanente destinés aux adultes, ainsi qu'on le constate lorsqu'on aborde les questions d'autonomisation, de participation et de responsabilisation.

Mais nous savons aussi que l'éducation peut être sélective et ne pas être accessible à tous. Les défavorisés sont fréquemment des êtres qui ont vécu des expériences négatives dans ce domaine au cours de leur enfance et de leur adolescence et qui en ont conservé des séquelles. Il faut élaborer à leur intention des programmes qui ravivent leur curiosité perdue, qui leur fassent connaître la joie d'apprendre et qui les encouragent à prendre un nouveau départ dans la vie. De nombreux programmes d'alphabétisation des adultes sont, de fait, orientés en ce sens et représentent, pour des millions de personnes, un premier pas dans le monde de l'éducation.

4. Les nouvelles alliances

L'Etat continuera de jouer un rôle prépondérant, auquel il ne doit pas renoncer, mais il ne pourra se dispenser d'entrer en synergie et de former des partenariats avec les organismes privés.

La société civile, les organisations non gouvernementales et d'autres **intervenants privés** seront amenés à assumer des fonctions de plus en plus importantes dans l'élaboration et l'exécution de programmes axés sur les besoins. Ils sont en effet souvent mieux à même d'organiser l'apprentissage dans un environnement social donné car ils sont plus proches des sources de créativité sociale et d'idées nouvelles.

5. Enjeux et perspectives de la Conférence

Cent trente-cinq pays participent à la Conférence, et 1.507 représentants de gouvernements, de fondations, d'universités et d'organismes multinationaux ainsi que plus d'un millier d'éducateurs d'adultes appartenant à de nombreuses organisations non gouvernementales sont aujourd'hui réunis dans cette salle.

Nous sommes tous rassemblés dans le but d'unir nos efforts en faveur de l'éducation et de la formation. Les représentants des gouvernements entendront les suggestions et les critiques des praticiens. Les responsables politiques et les représentants des gouvernements exposeront aux praticiens les limites de ce qui est politiquement et financièrement possible. Des données d'expérience seront échangées à l'échelle du monde, des contacts professionnels seront pris et intensifiés. Un gigantesque marché de l'information nous permettra d'apprendre qui fournit quoi, qui a besoin de quoi, quelles sont les formules qui se sont révélées efficaces, dans quelles circonstances, et quelles sont celles qui ne l'ont pas été, et, enfin, quelle forme la coopération pourrait prendre à l'avenir, en termes de participation et de partenariats.

La Conférence de Hambourg s'appuiera sur les débats des grandes conférences de l'ONU organisées ces dernières années et mettra en lumière l'importance de l'éducation des adultes aux

fins du développement durable, de la sauvegarde de l'environnement, de la protection des droits de l'homme, de l'égalité des femmes, de la coexistence pacifique dans la diversité culturelle et de l'épanouissement des peuples.

La Conférence délivrera également un message essentiel : l'éducation des adultes ne peut être uniquement une question d'initiative individuelle. Elle doit faire de ceux à qui elle s'adresse des acteurs qui prennent eux-mêmes les décisions qui les concernent dans le contexte d'évolution de la société, leur apporter les connaissances dont ils ont besoin à cette fin et les mettre en mesure d'utiliser ces connaissances de manière responsable.

Avant de conclure, je voudrais insister sur un dernier point :

Pour assurer un développement durable, un développement d'avenir, à notre monde, nous avons besoin de l'éducation. Il faut créer, en adoptant les mesures nécessaires, un cadre favorable au développement de la créativité et de la productivité ainsi qu'à l'instauration d'une culture de la coexistence pacifique.

Saisissons la chance qui nous est offerte et ayons des échanges aussi nombreux et aussi concrets que possible !

Nous n'avons pas besoin d'un Agenda qui reste lettre morte, nous avons besoin d'un Agenda qui nous donne du courage et qui nous guide dans notre action afin que s'instaure une société éducative viable, un monde où l'apprentissage soit roi.

Mesdames, Messieurs, je vous remercie de votre attention.

ANNEXE VII

Allocution de M. Kim Howells, ministre de l'éducation permanente du Royaume-Uni

Je tiens d'abord à remercier Rita Süssmuth.

Il y a trois mois, je n'aurais jamais imaginé que je prendrais la parole devant vous aujourd'hui. Il y a trois mois, en effet, mon gouvernement n'était pas encore élu et le Royaume-Uni n'était pas membre de l'UNESCO. A présent, je suis fier de faire partie d'un nouveau gouvernement britannique pour lequel les droits et les responsabilités sont en plein à l'ordre du jour, tant national qu'international.

Mon gouvernement a tenu sa promesse de réadhérer à l'UNESCO. Celle-ci implique de notre part un ferme et fidèle attachement à l'ensemble du système des Nations Unies et à son rôle dans le développement à l'échelle mondiale. Nous avons créé au Royaume-Uni un nouveau ministère - le Ministère du développement international - pour mettre davantage l'accent sur les activités et les programmes par lesquels mon gouvernement entend contribuer à l'éradication de la pauvreté dans le monde, les objectifs de l'UNESCO étant au coeur de ce processus de développement. Mon pays veut travailler en étroite collaboration avec le Directeur général, avec les Etats membres de l'UNESCO et avec vous tous ici présents.

Le moment que nous vivons s'inscrit dans ce nouveau départ pour le Royaume-Uni : c'est en effet la première fois depuis que nous avons été élus que nous prenons part en tant qu'Etat membre à une grande conférence de l'UNESCO. C'est un réel bonheur pour moi que d'être à la tête de toute une délégation d'experts et de fonctionnaires. Nous avons, j'en suis persuadé, à offrir une certaine vision et une certaine expérience qui nous sont propres. Parallèlement, je suis impatient de connaître les expériences des autres et d'en tirer profit.

Déclaration de la Conférence et Agenda

Cette semaine, la cinquième Conférence mondiale sur l'éducation des adultes adoptera une Déclaration et un Agenda pour l'avenir. Ce dernier recense les problèmes clés auxquels nous devons tous nous attaquer à notre manière pour promouvoir, partout dans le monde, l'éducation tout au long de la vie. Il y a là bien des points communs avec ce que l'expérience nous enseigne au Royaume-Uni. Je voudrais profiter de l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui pour vous exposer brièvement l'action que nous menons pour créer une société éducative.

Promouvoir l'éducation tout au long de la vie

Première de nos préoccupations, nous sommes convaincus qu'il nous faut engager la population tout entière dans son ensemble dans un processus d'éducation permanente. La Déclaration de la Conférence souligne la nécessité d'instaurer une société où l'éducation soit authentiquement démocratique et nous y souscrivons pleinement.

En effet, l'éducation des adultes revêt une grande importance. Elle change la vie. Pour beaucoup, dans notre société composite, un enseignement scolaire et une éducation des adultes de qualité sont les facteurs clés de l'emploi et conduisent à la prospérité économique. Il y a plus, l'éducation des adultes encourage la créativité, stimule l'imagination, favorise une citoyenneté

active. Pourtant, bien trop nombreux sont ceux qui estiment qu'elle n'est pas pour eux. Qu'il n'y a pas ou qu'il n'y a guère d'espoir d'y accéder.

Or, il n'en va nullement ainsi. C'est la raison pour laquelle nous accordons une place si particulière aux perspectives en matière d'éducation des adultes, ainsi qu'à la qualité des études initiales. C'est aussi la raison pour laquelle nous sommes résolus à nous attaquer aux facteurs de marginalisation et d'exclusion pour aider chacun à réaliser son potentiel - grâce à une information et à une orientation judicieuses ainsi qu'à un large éventail de possibilités d'apprentissage. Nous nous rendons compte que, même s'il joue un rôle moteur, le gouvernement ne peut à lui seul instaurer une société éducative. Une organisation nationale non gouvernementale - la NIACE, qui fait partie de notre délégation - a contribué à faire de l'éducation tout au long de la vie une réalité pour beaucoup au Royaume-Uni.

Depuis six ans qu'elle organise la semaine des apprenants adultes (avec le concours de la BBC et l'appui du gouvernement britannique), cette organisation est parvenue, en conjuguant émissions de télévision, services téléphoniques d'information et des milliers de manifestations, à amener de nombreux adultes à l'éducation. Une de mes compatriotes, Siwla Mills, a bien exprimé l'enthousiasme qui anime les organisateurs de cette Semaine lorsqu'elle a déclaré : "N'attendez pas que le vent vous pousse, ramez". Voilà, je pense, qui pourrait être une bonne devise pour la promotion de l'éducation tout au long de la vie, où que ce soit dans le monde.

Il existe maintenant des semaines des apprenants adultes, entre autres en Afrique du Sud, en Slovaquie, en Suisse, en Australie, dans la République tchèque et à la Jamaïque. J'aime à penser qu'il s'agit là d'une exportation plutôt utile du Royaume-Uni. Chacune de ces manifestations a son caractère propre, mais prises dans leur ensemble, elles livrent une seule et même leçon, à savoir qu'il est vital de promouvoir l'éducation des adultes à travers le monde.

Elargir la participation

Pour réaliser nos objectifs communs en ce qui concerne l'éducation tout au long de la vie, il a été à juste titre souligné dans les documents de la Conférence que nous devons supprimer les obstacles qui s'opposent à la participation.

Un important rapport sur l'élargissement de la participation vient d'être publié dans mon pays. Il porte le titre approprié de "*Learning Works*" (l'éducation, ça marche) et présente toute une série d'idées visant à faire de l'apprenant qui ne participe pas une cible privilégiée de nos efforts. Ce que nous voulons, c'est ménager des voies d'accès à l'éducation qui incitent les adultes à se mettre à apprendre et à continuer tout au long de leur vie. Promouvoir l'éducation familiale et communautaire. Promouvoir des possibilités d'éducation de qualité qui mettent l'excellence à la portée de chacun. Etudier les moyens de rendre plus raisonnable le coût de l'éducation.

Le gouvernement britannique a créé un groupe d'experts chargé de l'aider à réaliser son objectif d'une éducation pour tous tout au long de la vie. Deux des délégués britanniques à la présente Conférence - M. Bob Fryer et M. Alan Tacet - sont à la tête de ce groupe et pourront vous en dire plus à ce sujet au cours de la semaine. Il ne s'agit pas là seulement de faire montre de bonnes intentions, il s'agit de jeter les bases de ce que sera la politique du gouvernement.

Assurer l'égalité des chances

J'ai noté en particulier l'importance que l'UNESCO attache à la participation des femmes. L'équité sera l'un de nos mots d'ordre, vis-à-vis des femmes et des hommes, de ceux qui sont issus des différents groupes ethniques et des handicapés.

Notre nouveau programme d'aide aux parents isolés, spécialement les femmes, qui veulent se remettre à travailler n'est qu'un exemple parmi d'autres de cette volonté. Le projet de "New Deal" que nous lançons offrira à tous les chômeurs de 18 à 25 ans une chance sérieuse d'apprendre et de trouver du travail. Pour certains, il s'agira en priorité d'améliorer les connaissances de base, à savoir la lecture, l'écriture et le calcul ; pour d'autres, de leur offrir la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences, entre autres, d'apprendre à se servir des technologies de l'information afin d'améliorer leurs perspectives d'emploi.

Université de l'industrie

Il ressort également de l'Agenda pour l'avenir qu'il nous faut tenir compte des embûches et des atouts de la technologie de l'information. Je suis convaincu que, si l'on sait s'y prendre, la technologie peut être en tout lieu utile aux apprenants adultes.

Au Royaume-Uni, nous nous sommes lancés dans une entreprise hardie : l'Université de l'industrie. Celle-ci associera le gouvernement, les entreprises et le monde de l'éducation en un partenariat public/privé, en vue d'utiliser les nouvelles technologies pour développer les possibilités d'apprentissage sur le lieu de travail, dans la communauté et chez soi. Il s'agit de mettre les nouvelles technologies au service de notre objectif, à savoir créer des possibilités d'éducation accessibles à tous.

Technologie

Si j'exalte avec tant d'enthousiasme les vertus de cette université, c'est entre autres parce que mon portefeuille ministériel comprend la technologie, et en particulier les technologies de l'information ; je dois en outre avouer mon très vif intérêt pour les ordinateurs, l'Internet et tout ce qui touche à la technologie. Tout cela me passionne pour bien des raisons, mais avant tout parce que nous sommes, maintenant même, au seuil d'une société technologique.

Nous devons vraiment, à l'UNESCO, exploiter ce moyen et le mettre à notre service. "Atteindre les laissés-pour-compte" : voilà une formule que j'ai relevée en parcourant les documents de la Conférence et d'autres textes de l'UNESCO. Nous pouvons atteindre tout le monde si nous choisissons la bonne stratégie. Une stratégie telle que la technologie ne devienne pas un instrument de division et d'exclusion de plus.

Partenariats

Mais nous n'y parviendrons pas, pas plus que nous ne ferons de réels progrès sur la voie de l'éducation pour tous tout au long de la vie sans partenariats - c'est là un point que souligne l'Agenda pour l'avenir, et auquel je souscris sans réserve.

Je sais qu'aucun gouvernement ne peut oeuvrer seul. Les éducateurs et les employeurs pas davantage. Le nouveau gouvernement britannique travaillera avec ses partenaires. A l'intérieur, nous tirerons parti de l'expérience des organisations non gouvernementales, des experts et d'autres encore. Et nous nous emploierons à établir des partenariats à l'échelle internationale par le canal de l'UNESCO ou d'autres instances.

Conclusion

Je suis fier de ce que nous faisons au Royaume-Uni. Nous avons mis l'éducation au coeur de nos préoccupations nationales. Je suis fier que nous fassions à nouveau partie de l'UNESCO,

parce qu'elle a elle aussi placé l'éducation au centre de ses priorités.

Federico Mayor a lancé voici dix ans un important processus de réforme à l'UNESCO. Le changement n'est pas toujours facile, mais il nous offre la possibilité de prendre une nouvelle direction, de nous affermir, de donner corps à des espoirs. La volonté de mon pays est d'aider à chaque fois que cela lui est possible, d'aider à faire fructifier les initiatives de l'UNESCO et à accroître au maximum l'efficacité et l'impact de l'Organisation.

C'est pourquoi j'espère que vous appuierez notre proposition visant à lancer une Semaine des Nations Unies pour l'éducation des adultes. Nous pensons que cette semaine - qui pourrait comprendre une Journée internationale de l'alphabétisation - serait mise à profit partout dans le monde pour promouvoir une éducation des adultes qui s'adresse à chacun, à laquelle les gens n'auront pas peur de participer, quels que soient leurs origines ou leur âge. J'espère ardemment que notre proposition recueillera votre adhésion. Quel meilleur moyen y aurait-il de signaler au monde notre ferme intention d'instaurer à l'échelle mondiale l'éducation pour tous tout au long de la vie ?

Car au fond ce qui doit nous animer cette semaine et de retour chez nous, c'est, me semble-t-il, la volonté de travailler à l'avènement d'une société éducative vraiment intégratrice. De promouvoir l'éducation, d'offrir des possibilités d'éducation qui soient accessibles et de contribuer à réduire les obstacles à l'éducation, afin que chacun puisse influencer sur son propre avenir et sur celui de sa communauté. Telle est en effet la tâche qui nous incombe au seuil du nouveau millénaire.

ANNEXE VIII

Groupes de travail thématiques

L'alphabétisation dans le monde et ses principales régions

Première partie :

Alphabétiser dans un contexte nouveau et une société en évolution. Président : Victor Ordoñez, UNESCO/PROAP ; conférenciers : Joice Kibhati (Kenya) ; Usa Duongsaa (ASPBAE) ; Jules Didacus (Sainte-Lucie) ; Hacim El Safi (Soudan) ; Aicha Belarbi (Maroc), Ana del Toro (INEA, Mexique).

Deuxième partie :

Alphabétisation, décentralisation et capacités locales (Sahel). Présidents : Peter Easton (Programme d'appui au développement local au Sahel - PADLOS, Université fédérale de Floride (Etats-Unis d'Amérique)) ; J.M. Ahlin, Byll Cataria (Agence suisse de développement) ; conférenciers : Dana Fischer (Club du Sahel/OCDE) ; Moustapha Yacouba (Projet d'appui au développement local au Sahel - PADLOS. Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel, Tchad) ; Coumba Boly (Institut panafricain pour le développement/Afrique de l'Ouest/Sahel - IPDAOS) ; Laouali Malam Moussa (INDRAP, Niger).

Alphabétisation et stratégies éducatives. Président : Luis Benavides (CIPE, Mexique) ; conférenciers : Catherine Stercq (Belgique) ; David Archer (Action Aid, Royaume-Uni), Nicola Foroni (Action Aid, Guatemala), Enrique Pieck (Mexique).

Education des femmes : conceptions divergentes et possibilités de changement. Présidente : Nelly Stromquist (Etats-Unis d'Amérique) ; conférenciers : Renuka Mishra (NIRANTAR, Centre pour les femmes et l'éducation, Inde) ; Sara Longwe (FEMNET, Zambie) ; Jenny Horsman (enseignante d'alphabétisation et chercheuse, Canada) ; Linnette Vassell (CAFRA, Jamaïque).

Les transformations du monde du travail et leurs incidences sur l'éducation et la formation des adultes

Première partie :

Débat sur *les transformations récentes dans le monde du travail.* Président : Abrar Hasan (OCDE) ; conférenciers : Maria A. Ducci de Santa Cruz (OIT) ; Lurliene Miller (HEART Trust, Jamaïque) ; B.W. Kerre (Université Moi, Kenya).

Deuxième partie :

Débat sur *les incidences de la récente transformation du monde du travail.* Président : Karamat Ali (Institut pakistanais de formation professionnelle et de recherche sur le travail) ; conférenciers : Hans-Konrad Koch (Fondation européenne pour la formation ETF) ; David H. Fretwell (Banque mondiale, Hongrie) ; James Lawrence (PNUD), Felix Cadena Barquin (FLASEP, Mexique).

Partenariats entre université et communauté : liens avec le mouvement en faveur de l'éducation

des adultes. Présidente : Madeleine Blais (Université de Montréal, Canada) ; conférenciers : Budd Hall (Institut d'études sur l'éducation de l'Ontario, Canada) ; Shirley Walters et Funeka Loza (Centre d'éducation des adultes et de formation continue, Université du Cap, Afrique du Sud) ; Griff Foley et Jennifer Newman (Université technique, Sydney, Australie).

Le suivi de l'éducation des adultes : pour une prise de décision éclairée. Président : Heinz Gilomen (Office fédéral des statistiques, Suisse) ; conférenciers : Albert Tuijnman (OCDE) ; S.K. Chu (UNESCO) ; Scott Murray (Statistique Canada) ; Sofia Valdivielso (îles Canaries).

Promotion de la coopération et de la solidarité internationales. Présidente : Kasama Varavarn (Ministère de l'éducation, Thaïlande) ; conférenciers : Paul Fordham (Université de Warwick, Centre international pour l'éducation dans le développement) ; John Oxenham (Institut pour le développement économique, Banque mondiale) ; Rosa Maria Torres (Fondation Kellogg, Amérique latine) ; Rajesh Tandon (ASPBAE) ; Ingemar Gustafsson (ASDI) ; Clinton Robinson (Consultation collective des ONG pour l'alphabétisation et l'éducation pour tous) ; Khetsi Lehoko (Département national de l'éducation, Afrique du Sud) ; Peter Inkei (Ministère de la culture et de l'éducation, Hongrie).

Pluralité de la recherche sur "L'éducation pour tous, une clé pour le XXI^e siècle". Président : Ramón Flecha (Université de Barcelone, Espagne) ; rapporteur : Peter Alheit de l'Institute for Applied Biographical and Lifeworld Social Sciences (Université de Brême) ; conférenciers : Hashim Abuzeid El Safi (Institut d'éducation des adultes, Soudan) ; John Comings (directeur du Centre national pour l'éducation et l'alphabétisation des adultes, Harvard Education, Etats-Unis d'Amérique) ; Anita Dighe (Institut national pour l'éducation des adultes, New Delhi, Inde) ; M. Luisa Doronila (Université des Philippines, Philippines) ; Mercè Espanya (CREA, Université de Barcelone, Espagne) ; Sergio Haddad (Açao Educativa, Brésil) ; Tothale Nong (AETASA, Afrique du Sud) ; Yukiko Sawano (Institut national de recherche pédagogique, Japon).

***Promotion de la santé et éducation sanitaire pour les adultes*. Présidente : Mercedes Juarez (Institut royal de médecine tropicale, Pays-Bas)**

Première partie :

Utiliser l'éducation des adultes pour promouvoir la santé. Conférencière principale : Ilona Kickbusch (OMS).

Deuxième partie :

Tendances et problèmes de la pratique actuelle de l'éducation sanitaire. Conférenciers : Ximena Machicao (REPEM, Bolivie) ; Jonathan Geidt (CACE, Université du Cap occidental, Afrique du Sud) ; Chij Shrestha (Education mondiale, Népal) ; Gerlinde Zorzi (Volkhochschule Hamburg, Allemagne) ; Kris Heggenhoegen (professeur associé, Département de médecine sociale, Ecole de médecine de Harvard, Etats-Unis d'Amérique).

Troisième partie :

Débat sur les perspectives de l'éducation sanitaire, les politiques en la matière et leur mise en oeuvre. Présidente : Michèle Jean (sous-ministre de la santé, Canada) ; experts : Ilona Kickbusch, Jonathan Geidt, Chij Shrestha, Mercedes Juarez.

Citoyenneté culturelle au XXI^e siècle : éducation des adultes et populations autochtones

Première partie :

Populations autochtones - un contexte international en mutation. Conférencier principal : Rodolfo Stavenhagen (Commission Delors).

Deuxième partie :

Conceptions et perspectives des organisations autochtones. Président : Jack Beetson (Federation of Independent Aboriginal Education Providers, Australie) ; conférenciers : Nora Rameka (Association maorie pour l'éducation des adultes, Nouvelle-Zélande) ; Natalio Hernandez (Casa de los Escritores en Lenguas Indígenas, Mexique) ; Hilda Canari Loaiza (CADEP, Pérou) ; communications commentées par Rosalba Jimenez (Organización Nacional Indígena de Colombia).

Alphabétisation, éducation et développement social. Président : Sibiri Tapsoba (IDRC, Sénégal) ; conférenciers : Mamadou Ndoye (ministre de l'éducation de base, de l'alphabétisation et des langues nationales, Sénégal) ; Malini Ghse (NIRANTAR, Centre pour les femmes et l'éducation, Inde) ; Laila Kamal (Développement communautaire et international, Egypte) ; Georg Elwert (Université libre de Berlin, Allemagne) ; David Olson (Université de Toronto, Canada).

Recherche, évaluation et statistiques sur l'alphabétisation. Président : Daniel Wagner (Institut international d'alphabétisation, Université de Philadelphie, Etats-Unis d'Amérique) ; conférenciers : C.J. Daswani (NCERT, New Delhi) ; Maki Hayashikawa (UNESCO, Paris) ; Claudio de Moura Castro (Banque interaméricaine de développement, Washington) ; Scott Murray (Statistique Canada, Ottawa) ; Jarl Bengtsson (OCDE, Paris) ; Lalla Ben Barka (ERNWACA, Mali) ; commentatrice : Sissel Volan (NORAD, Norvège).

Alphabétisation et technologie. Président : Jan Visser (UNESCO, Paris) ; conférenciers : Alan Tuckett (Organisation nationale pour l'éducation des adultes, Royaume-Uni) ; Minda Sutaria (INNOTECII, Philippines) ; Gordon Naidoo (OLSET, Afrique du Sud) ; Christopher Hopey (Centre national pour l'alphabétisation des adultes, Etats-Unis d'Amérique), Sibiri Tapsoba (IDRC, Dakar, Sénégal) ; commentateur : Mohamed Maamouri (Tunisie, ILI).

Alphabétisation dans les contextes multilingues et interculturels. Président : Luis de la Torre (Equateur) ; conférenciers : Enrique Camargo (Bolivie) ; Gloria Pinto (Honduras) ; Maurice Tadadjeu (PAOPELCA, Cameroun) ; Isabella Buague (Ministère de l'éducation, Ghana).

La promotion de la femme dans différents contextes éducatifs. Présidente : Thais Corral ; conférenciers : Vimala Ramachandran (ASPBAE, Inde) ; Lean Chan Heng (Université Sains, Malaisie) ; Alejandra Jimenez (Chili).

Education des adultes et problèmes de population depuis la Conférence du Caire. Président : O.J. Sikes (FNUAP) ; conférencière principale : Maria Jesefina Bilbao (ministre de la condition féminine, Chili) ; conférenciers : Babatunde Osotimehin (Réseau de recherche sur les sciences sociales et la santé reproductive, Nigéria) ; Jacqueline Pitanguy (CEPIA, Brésil) ; Mona Zulficar (Bureau législatif Shalakany, Egypte) ; Wanda Nowicka (Fédération pour les femmes et le planning familial, Pologne) ; commentateur : Ansar Ali Khan (UNESCO/Bangladesh) ; Pramilla Senanayake (Fédération internationale pour le planning familial, Londres).

Musées, bibliothèques et patrimoine culturel : démocratiser la culture, développer le savoir et créer des liens. Présidente : Nicole Gesché-Koning (Conseil pour l'action éducative et culturelle/Conseil international des musées) ; conférenciers : Jutta Thinesse-Demel (Education des adultes et musées en Europe) ; Roberto Hernáiz Landáez (Fondation ESARTE, Venezuela) ; Arlette Thys (Association internationale des bibliothèques) ; Brian Martin (Université Heriot-Watt, Ecosse).

Incidences de la transformation du monde du travail sur les programmes d'éducation des adultes

Première partie :

L'éducation formelle pour le monde du travail. Président : M. Müller-Solger (ministre de l'éducation, des sciences, de la recherche et de la technologie, Allemagne) ; conférenciers : Ikhyun Shin (KEDI, Corée) ; Barry Hobart (University of Southern Australia, Australie).

Deuxième partie :

L'éducation non formelle dans le monde du travail. Président B.W. Kerre (Université Moi, Kenya) ; conférenciers : Madhu Singh (consultant, UNESCO, Inde) ; Bernd Overwien, Claudia Lohrenscheid et Sigyor Bakke-Seeck (Commission pour la recherche éducative dans le tiers monde, Allemagne).

Une communauté mondiale de l'éducation des adultes par l'information et la documentation : création d'un réseau de réseaux. Président : Terrance Keenan (Bibliothèque universitaire de Syracuse, Etats-Unis d'Amérique) ; conférenciers : Alfredo Rojas (REDUC, Chili) ; Shigeru Aoyagi (Centre culturel de l'Asie et du Pacifique pour l'UNESCO, ACCU, Japon) ; Lucien Bosselaers (ALICE, Union européenne) ; Justin Ellis (Ministère de l'éducation et de la culture, Namibie) ; Heribert Hinzen (IIZ/DVV, Hongrie) ; Susan Imel (ERIC, Etats-Unis d'Amérique) ; Zoran Jelenc (Centre slovène d'éducation des adultes, Slovénie) ; Judith Kalman (Centro de Investigación y Estudios Avanzados, Mexique) ; Eva Kupidura (CIEA, Canada) ; Agneta Lind (ASDI, Suède) ; Rosalie Ndejuru (CDEACF, Canada) ; Martha Nghidengua (Fondation Rossing, Namibie) ; Abdelaziz El Sombol (ALECSO, Etats arabes).

Des représentants de l'IFLA, d'ERIC, d'ALICE, de l'UNESCO et du CIEA, entre autres, ont participé activement aux travaux de ce groupe.

Education environnementale pour adultes : savoir pour préserver. Président : Walter Leal Filho (Université de Lüneburg, Allemagne) ; discours liminaire : Kim Mørch Jakobsen (Ministère de l'éducation, Danemark) ; conférenciers : Ruth Kiwanuka (Projets coordonnés pour l'énergie et l'environnement, Ouganda) ; Angèle Fatou Sarr (FOPEN solaire, Sénégal) ; Zarren Myles (Action féminine pour le développement, Inde) ; Pierre Foulani et Adoum Ngaba-Waye (CREFELD, Tchad) ; Raul A. Montenegro (Fondation pour la protection de l'environnement, Argentine).

Les détenus et l'éducation des adultes. Président : Robert Badinter (ancien ministre de la justice et ancien président du Conseil constitutionnel, France) ; conférenciers : Bernard Bolze (Observatoire international des prisons) ; Jean-Claude Delcorps (ancien détenu, Belgique) ; Pastora Ortega (Secretariado Paz, Justicia, y no Violencia, Nicaragua) ; Zoongo Marie-Lea (Union interafricaine des droits de l'homme, Burkina Faso).

Mettre l'éducation à la portée de toutes les personnes handicapées. Présidente : Lucy Wong Hernandez (directrice, Handicap international) ; conférenciers : Khalfan Khalfan (DPI, Tanzanie) ;

Nawaf Kabbara (NARD, Liban) ; Jahda Abu Kahlil (NARD, Liban) ; Bill Langner (Centre international pour l'éducation permanente, Etats-Unis d'Amérique).

Les politiques de l'éducation des adultes dans une société en complète transformation

Première partie :

Le monde se trouve-t-il dans une période de profonde transformation ? Président : Eric Bockstael (Université fédérale Wayne, Etats-Unis d'Amérique) ; conférenciers : Harbans S. Bhola (Université de l'Indiana à Bloomington, Etats-Unis d'Amérique) ; Sheri Hamilton (Coalition nationale pour l'alphabétisation, Afrique du Sud) ; Talvi Marja (membre du Parlement, Estonie) ; Gloria Ramirez (Académie mexicaine pour les droits de la personne, Mexique) ; Walter Uegama (Université de Colombie britannique, Canada).

Deuxième partie :

L'éducation des adultes est-elle la bonne réponse ? Présidente : T. Marja (membre du Parlement, Estonie) ; conférenciers : Keith Forrester (Université de Leeds, Royaume-Uni) ; Jozsef Katus (Symposium européen sur les associations bénévoles, Pays-Bas/Hongrie) ; Keith McLeod (Université de Toronto, Canada) ; Rifat Okcabol (Université Bogazici, Turquie) ; Daphne Ntiri (Université fédérale Wayne, Etats-Unis d'Amérique) ; Jean-Claude Quenum (Voix d'Afrique formation, Bénin/France) ; Dimitris Vergidis (Université de Patras, Grèce).

Troisième partie :

Quelle structure stratégique et organisationnelle est nécessaire, des unités locales aux organisations internationales ? Président : Harbans S. Bhola (Université de l'Indiana à Bloomington, Etats-Unis d'Amérique) ; conférenciers : José Asun (Université de Barcelone, Espagne) ; Ettore Gelpi (Ligue internationale pour l'éducation, France/Italie) ; Gunther Gehre et Karel de Witte (Université catholique de Louvain, Belgique) ; Pierre Leboutte et Lucien Pieret (Parthages, Belgique) ; Mara Ustinova (Académie russe des sciences, Russie) ; Mitjar Zagar (Institut ethnologique, Slovénie) ; Georges Cushingberry Jr. et Tony Perry (Centre du patrimoine ethnique du Michigan, Etats-Unis d'Amérique).

Alphabétisation et compétences de base pour le développement communautaire des pays industrialisés. Présidente : Mary Hamilton (Université de Lancaster, Royaume-Uni) ; conférenciers : Stanislav Hubik (République tchèque) ; Danielle Colombel (France) ; Paul Emingak (UNAVUT, Canada).

Une alphabétisation pour demain. Présidente : Agneta Lind (ASDI, Suède) ; conférenciers : Rosa Maria Torres (Fondation Kellog, Amérique latine) ; James Page (Secrétariat à l'alphabétisation, Canada) ; Bhaskar Chatterjee (Mission nationale d'alphabétisation, Inde) ; James Kanyesigye (Action Aid, REFLECT, Ouganda).

Education des adultes et coopération entre communautés majoritaires et minoritaires. Président : Saad Eddin Ibrahim (Centre d'études sur le développement Ibn Khaldoun, Egypte) ; conférenciers : Mona Makram-Ebeid (Université américaine du Caire, Egypte) ; Teeka Bhattarai (SEACOW, Ecole pour les travaux écologiques, agricoles et communautaires, Népal) ; Smaranda Enache (Ligue pour l'Europe, Roumanie) ; Alan Phillips (Groupe pour les droits des minorités, Royaume-Uni).

Nouvelles technologies de l'information : une clé pour apprendre à l'âge adulte ? Présidente : Pauline Marois (ministre de l'éducation, Québec, Canada) ; conférenciers : Mamadou Ndoye (ministre de l'éducation, Sénégal) ; Lalita Ramdas (Conseil international sur l'éducation des adultes, Inde) ; Rafael Roncagliolo (Association mondiale des radios communautaires, Pérou) ; A.P. Hardhono (Centre de recherche médiatique, Indonésie) ; Eero Pantzar (Département de l'éducation, Université de Tampere, Finlande).

Une éducation environnementale pour les adultes : l'information au service de l'environnement. Président : Walter Leal Filho (Université de Lüneburg, Allemagne) ; conférenciers : Ejvin Beuse (The School's Energy Forum, Danemark) ; Shirley Follen (NAAPAE, Canada) ; Vilma McClenan (Conseil régional des Caraïbes pour l'éducation des adultes, Jamaïque) ; Robbie Guevara (Centre pour les questions d'environnement, Philippines) ; Kerrie Stratley (Wainmate, Fidji).

Incidences politiques et sociales de la transformation du monde du travail

Première partie :

L'élaboration des politiques et leur impact. Présidente : Lurlienne Miller (HEART Trust, Jamaïque) ; conférenciers : Tony Greer (Département de l'emploi, de l'éducation, de la formation professionnelle et de la jeunesse, Australie) ; Karamat Ali (Institut pakistanais de la formation professionnelle et de la recherche sur le travail, Pakistan).

Deuxième partie :

Démocratisation et autonomisation. Président : Tony Greer (Département de l'emploi, de l'éducation, de la formation professionnelle et de la jeunesse, Australie) ; conférenciers : Ettore Gelpi (Ligue internationale pour l'éducation, France/Italie) ; Helga Forster (Institut fédéral pour la formation professionnelle BIBB, Allemagne).

Les communautés migrantes et l'éducation

Première partie :

Exposés consacrés à la comparaison des pratiques en matière d'éducation pour les migrants en Asie et en Europe. Président : Andrew Ma (CARITAS, Hong Kong) ; conférenciers : Stella Dadzie (Réseau pour l'éducation et la formation des adultes Apprendre à vivre dans une société multiculturelle) ; Christiane Wilkening (Senatsamt für Gleichstellung, Hambourg) ; Lin Ching Hsia (Centre informel de formation professionnelle, front de solidarité pour les femmes).

Deuxième partie :

Travaux en petits groupes. Président : Jakob Erle (Association pour une éducation mondiale) ; conférenciers : Rene Mark Nielsen et Carsten Levin (Danemark) ; Pat Mix, Vicky Morales et Iska Koch (Amnesty for Women) ; Andrew Ma (CARITAS, Hong Kong).

Education des adultes, démocratie et paix

Première partie :

Débat sur *l'éducation des adultes et les enjeux du XXIe siècle*. Président : Owe Korsgaard (Association pour une éducation mondiale, Danemark) ; conférenciers : Edicio de la Torre (Philippines) ; Dani W. Nabudere (Ouganda) ; Shirley Walters (Université du Cap occidental, Afrique du Sud) ; Teresa Quiroz (Association pour une éducation mondiale, Chili).

Deuxième partie :

Les enjeux pédagogiques dans l'édification de la démocratie et d'une culture de la paix. Président : Jakob Erle (Association pour une éducation mondiale).

Les personnes âgées et l'éducation des adultes. Président : Lesley Hart (Université de Strathclyde, Ecosse) ; présentation de la séance : Huib Hinnekint (Centrum voor Andragogisch Onderzoek, Belgique) ; conférenciers : Teresa Lodetti (FERPA, Belgique) ; Rosa Ma. Falgas (CIEA-EAEA, Espagne) ; Noël Rey (FIAPA, France) ; Nelly Schwarz (CEAAL-AÑOS, Chili) ; Lucia Hornes (REPEN-CEAAL, Uruguay).

L'université et l'avenir de l'éducation des adultes au XXIe siècle. La fin de la tour d'ivoire. Président : John Morris (Congrès international de l'enseignement universitaire pour adultes, Canada) ; conférenciers : Mechthild Hart (Université De Paul, Etats-Unis d'Amérique) ; Renuka Narang (Université de Bombay, Inde) ; Shahrzad Mojab (OISE, Canada) ; Ina Grieb (Université d'Oldenburg, Allemagne) ; Widar Hvamb (Conseil norvégien des établissements publics d'enseignement supérieur).

Aspects économiques de l'éducation des adultes : le rôle de l'Etat. Présidente : Ylva Johansson (Ministère de l'éducation et des sciences, Suède) ; conférenciers : Toshiko Nomura (Centre Nomura pour l'éducation permanente intégrée, Japon) ; Ronald Pugsley (Etats-Unis d'Amérique) ; Jan Van Ravens (Pays-Bas) ; Roy Carr Hill (Royaume-Uni) ; Kutub Khan (Bureau régional de l'UNESCO, Bangkok) ; David Atchoarena (IPE, Paris) ; Bhaskar Chatterjee (Mission nationale d'alphabétisation, New Delhi) ; Abrar Hasan (OCDE) ; Dirk van Damme (Ministère de l'éducation, Communauté flamande, Belgique).

ANNEXE IX

Liste des participants aux tables rondes publiques

Table ronde publique I

Hommes et femmes: apprendre l'égalité, pratiquer l'équité

Présidente: Kasama Varavarn, Thaïlande, directrice générale du Département d'éducation non formelle, Ministère de l'éducation

Participants à la table ronde: Josefina Bilbao, Chili, ministre de la femme, Juliette Dworzak, Sierra Leone, présidente du Conseil d'administration de FEMNET et directrice du Département d'études et de recherche sur les rapports sociaux entre les deux sexes à l'université de Sierra Leone; Smaranda Enache, Roumanie, présidente de la Ligue pour l'Europe; John Mutorwa, Namibie, ministre de l'éducation de base et de la culture; Rabea Naciri, Maroc, professeur à l'Université Mohamed V de Rabat.

Table ronde publique II

Cités éducatives: renaissance des villes industrielles et éducation des adultes

Animateurs: Richard Connolly, Etats-Unis d'Amérique, professeur au Rockland College /Université d'Etat de New York; Lu Hanessian, Etats-Unis d'Amérique, journaliste à la radio.

Participants à la table ronde: Jarl Bengtsson, Suède, directeur du Centre de l'OCDE pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement; George Cushingberry Jr., Etats-Unis d'Amérique, Centre du patrimoine ethnique du Michigan, Talvi Märja, Estonie, membre du Parlement de la République d'Estonie et présidente de la Commission estonienne pour la culture et l'éducation; Daphne Ntiri, Etats-Unis d'Amérique, Université d'Etat Wayne/Detroit; Tony Perry, Etats-Unis d'Amérique, Centre du patrimoine ethnique du Michigan; Elston Sepie, Afrique du Sud, représentant du mouvement sud-africain des communautés des Townships; Walter Temelini, Canada, professeur d'éducation multiculturelle, Université de Windsor/Ontario

Table ronde publique III

Conséquences de l'alphabétisation: Alphabétisation des adultes et développement axé sur l'homme

Présidente: Rosa Maria Torres, Equateur, directrice de programme de la fondation Kellogg pour l'Amérique latine et les Caraïbes (en poste en Argentine).

Participants à la table ronde: Mamadou Ndoeye, Sénégal, ministre de l'éducation de base; Bhaskar Chatterjee, Inde, directeur général de la mission nationale d'alphabétisation; Leila Kamal, Egypte, militante de l'éducation des adultes dans le secteur publique; Patricia McNeil, Etats-Unis d'Amérique, ministre adjointe, Département de l'éducation des Etats-Unis.

ANNEXE X

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

Member States / Etats membres

AFGHANISTAN

Dr. Ravan Farhadi

Ambassador, Permanent Representative of
the Islamic State of Afghanistan to the
United Nations, Head of Delegation

Mr Hafizullah Ayubi

Chargé d'Affaires, Minister Counsellor,
Embassy of the Islamic State of Afghanistan
in Bonn

Mr Mohmed Hashem Taufiqui

Consultant Eng Economist, Afghan
Emigrants and Afghanistans

Mr Chalid Harris

Social Studies Student

ALGERIA/ALGERIE

M Rabah Bouali

Chargé de mission auprès du premier
Ministre, chef de la délégation

M Abdellatif Fetni

Directeur Général de l'Office Nationale
d'Alphabétisation et d'Enseignement des
Adultes

M Azzedine Chibani

Membre du Conseil National Scouts
Musulmans Algeriens

M Hanafi Benaissa

Expert membre du conseil supérieur de
l'éducation, enseignant universitaire

M Si Mokrane Arab

Secrétaire général de la commission nat. pour
l'UNESCO

M Ali Kessai

Conseiller à l'Ambassade d'Algerie, Bonn

ANDORRA/ANDORRE

Mlle Roser Suné Pascuet

Directrice de la Formation Professionnelle
au Ministère de l'Education

Mme Rosa Llobet Presas

Chef de Programme d'Education d'Adultes
du Ministère de l'Education

M Dietram von Schilcher

Délégué de la Chambre de Commerce
d'Andorre

ANGOLA

SE Mme Francisca Espirito Santo

Vice-Ministre de l'Education, Head of
Delegation

M Francisco Domingos

Directeur National de l'Education des
Adultes

Mr Armando Oliveira Felix Pombal

Technicien Moyen

Mr Rafael Congolo

Président

Ms Genoveva Policarpo

Directrice Nationale, Ministère de la Femme

M Mario Feliz

Conseiller à l'Ambassade d'Angola, Bonn

Mr Alberto Paulo

Director, Institute of Languages

S Ex M Domingos Van-Dúnem

Ambassadeur, Délégué Permanent de
l'Angola auprès de l'UNESCO

ARGENTINA/ARGENTINE

Prof Diana Rotman

Investigadora - Direccion de Investigación y
Desarrollo Educativo, Ministerio de Cultura
y Educación

Ms Maria Eva Vera

Maestra, Centro de Jubilados y Pensionados
Barracas

Mr Jose A Mina

Consul-General Adjunct of Argentina
in Hamburg

AUSTRALIA/AUSTRALIE

Mr Tony Greer

First Assistant Secretary, Vocational
Education and Training Division,
Department of Employment, Education,
Training and

Youth Affairs, Head of Delegation

Mr David Curtis

Commissioner, Aboriginal and Torres Strait
Islander Commission

Ms Shelagh Whittleston

Deputy Permanent Delegate of Australia to
UNESCO

Ms Sam Thomas

Chair, Task Force on Adult and Community
Education, Ministerial Council of
Employment, Education, Training and Youth
Affairs (MCEETYA)

Dr Alistair Crombie

Executive Director, Australian Association
of Adult and Community Education

Prof Chris Duke

President, University of Western Sydney
(UWS NEPEAN), UNESCO Expert

Ms Lesley Johnson

Policy Advisor, Australian National
Training Authority

Mr Jack Beetson

President, Federation of Independent
Aboriginal Education Providers

AUSTRIA/AUTRICHE

Dr Fritz Rosenberger

MinRat, Bundesministerium für Unterricht
und kulturelle Angelegenheiten

Dr Ernst Gattol

Direktor, Bundesinstitut für
Erwachsenenbildung

Mr Arne Haselbach

Member Austrian Nat. Com. for UNESCO

AZERBAIJAN/AZERBAIDJAN

Mr Ragim Agamaliev

Head of Human Resource Department,
Ministry of Education

Mr Azad Akhoundov

Senior Expert of International Relations
Department, Ministry of Education

BAHAMAS

Ms Ophelia Cooper

Assistant Director, Centre for Continuing
Education and Extension Service,

College of the Bahamas

Mr Matthew William

President of the Bahamas Adult Education,
University of the West Indies

BAHRAIN/BAHREIN

Dr Ebrahim Yousif Al-Abdulla

Assistant Under Secretary of General &
Technical Education

Ms Mariam Abdulla Al-Doy

Director Adult Education

BANGLADESH

HO A S H Kader Sadeque

Minister of Education, PMED and Ministry
of Science & Technology, leader of
delegation

Prof Zinatun Nesa Talukder

Deputy Minister of PMED,

deputy leader of delegation

Dr Saadat Husain

Secretary, PMED, alternate leader of
delegation

HE Shamsher M Chowdhury BB

Ambassador of Bangladesh

Mr Khandaker Shahidul Islam

Director-General, Directorate of Non-formal
Education

Mr Mohammad Amjad Hossain

Counsellor, Deputy Chief of Bangladesh
Embassy, Bonn

Ms Kaniz Fatema

Director, Non-formal Primary Education,
BRAC

Ms Shamse Hassan

Director Education Programme, GSS

BARBADOS/BARBADE

Ms R Colleen Winter-Brathwaite

Head of Office, UNESCO/CARNEID,
Barbados

BELARUS

Dr Serguei Vetokhin

Vice-rector, Representative of the

Minister of Education

Ms Valentina Ladyhenko

Executive Director of the Gender Information and Policy Center, Head of Department

BELGIUM/BELGIQUE

Mme France Lebon

Directrice du Service de l'Education permanente, Direction Générale de la Culture,

Ministère de la Communauté française

Mme Anne Depuydt

Chargée de Mission au Service de l'Education permanente, Direction Générale de la Culture, Ministère de la Communauté française

Mme Arlette Thys

Adjoint du Directeur, Administration culture, secteur Instruction publique et bibliothèques

M Luc Goossens

Directeur-Expert, Administration culture, secteur Instruction publique et bibliothèques

M Luc Mertens

Adjoint du responsable de service

Mr Dirk Van Damme

Deputy Chief of Cabinet Flemish Minister of Education, Prof. Adult Education University of Ghent

BENIN

M Nouréini Tidjani-Serpos

Ambassadeur-Délégué Permanent du Bénin auprès de l'UNESCO

M Raphael Windali N'Oueni

Directeur National de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes, Ministère de la Culture et de la Communication

M René Yao Zounon

Educateur des Adultes, Université du Bénin, Ministère de l'Education Nationale

BOLIVIA/BOLIVIE

Dr G Eduardo González Saá

Subsecretary of Education, Ministry of Education

BOTSWANA

Ms Hermatinah S Mogami

Deputy Permanent Secretary,

Ministry of Education, Head of Delegation

Mr Lloyd G Mothusi

Secretary-General: Botswana National
Commission for UNESCO

Prof Frank Youngman

Head of Department of Adult Education,
University of Botswana

Ms Marty Legwaila

National Literacy Coordinator,

Ministry of Education

Ms Ruth Basele

Executive Committee, Member of Botswana
Adult Education Association (NGO)

Mr Baboloki L B Reetsang

Senior Rural Extension Coordinator,

Ministry of Finance and Development
Planning

BRAZIL/BRESIL

Ms Iara Gloria Areias Prado

Secretary of Fundamental Education,

Ministry of Education, Head of Delegation

Ms Eunice Durham

Researcher for the Research Center,
Coordinator of the Scientific Council of Sao
Paulo University

Ms Virginia Farha

Head of Department for Education Policy of
the Secretariat for Basic Education,

Ministry of Education

Mr Ramiro Wahrhaftig

President of CONSED, National Council of
Education Secretaries of the States of the
Brazilian Federation

Mr Neroaldo Azevedo Pontes

President of UNDIME, Union of Municipal
Education Leaders

Father Leandro Rossa

General Secretary, Brazilian Movement for
Popular Education (MEB)

Mr Edgard de Paula Viana Viana

Vice Presidente, CGT - Central Geral dos
Trabalhadores

Mr Oswaldo Fernandes

Secretario Municipal de Educacao,
Prefecture Municipal

BULGARIA/BULGARIE

Prof Roumen Valchev

Vice-Ministre de l'Education et de la Science

Prof Viara Todorova Gurova

Prof. Ass. Faculté pédagogique de l'Université de Sofia

Mme Natalia Kalandarova

Expert en chef au Dépt. de l'Education prof.

BURKINA FASO

M Baworo Seydou Sanou

Ministre de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation

M Anatole Niameogo

Conseiller Technique du Ministre de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation

BURUNDI

M Joseph Ndayisaba

Ministre de l'Education, de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation des Adultes

Mme Joséphine Ntahobari

Secrétaire Permanent - Adjoint à la Comm. Nat. du Burundi pour l'UNESCO

Ms Marie Christine Banteyakandi

Adult Literacy Office Director

CAMEROON/CAMEROUN

Mr Jean Melaga

Ambassadeur du Cameroun en RFA

M Barthelemy Mvondo Nyina

Secrétaire Général de la Commission Nationale pour l'UNESCO

CANADA

HO Pauline Marois

Ministre de l'Education et de la Famille, Québec

Mme Huguette Labelle

Présidente, Agence canadienne de développement international (ACDI)

Mr James Page

Director General, National Literacy Secretariat

Mr Robert Couillard

Chef, Formation et éducation continue, Centre des statistiques sur l'éducation, Statistique Canada

Prof Jacques Proulx

Président, sous-commission de l'éducation de
la Commission canadienne pour l'UNESCO

Mme Sheila Molloy

Responsable des Programmes internationaux,
Secrétariat du Conseil des ministres de
l'Éducation (Canada) (CMEC)

Mme Diane Laberge

Chargée de Programme (Education),
Commission Canadienne pour l'UNESCO

Mr Robert Nixon

Member, Executive Committee, Canadian
Association for Adult Education

M Pierre Paquet

Président, Institut canadien d'éducation des
adultes

M Alain Mercier

Directeur de la Formation générale des
adultes, Ministère de l'Éducation, Québec

Mme Céline Saint-Pierre

Présidente, Conseil supérieur de l'Education
(Québec)

Mme Nicole Stafford

Directrice de cabinet, Ministère de
l'Education et de la Famille, Québec

Mme Christiane Miville-Deschênes

Attachée de presse, Ministère de l'Education
et de la Famille, Québec

Mr Richard Dalpé

Senior Policy Officer, Human Resources
Development Canada (HRDC)

Ms Corinne Prince-St. Amand

Director, Coordination/Information/Analysis,
Human Resources Development Canada

Ms Johanna Zumstein

Senior Analyst, Africa and
Middle-East-Branch, Canadian International
Development Agency (CIDA)

Ms Judith Tobin

Vice-Chair, Canadian Commission for
UNESCO, Subcommission on Education

M Paul Emingak

Human Resource Officer, Nunavut
Implementation Commission

Ms Gwynneth Evans

Directrice des programmes nationaux et internationaux, Bibliothèque nationale du Canada

Mme Murielle Gagné-Ouellette

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français

Ms Susan Sussman

Past-President, Movement for Canadian Literacy

Prof Serge Wagner

Membre du Conseil d'administration, Institut de l'UNESCO pour l'éducation

Mme Michelle Rivard

Conseillère, Gouvernement du Québec

Ms Solange Tougas

Regroupement des Groupes Populaires en Alphabétisation du Québec

CAPE VERDE/CAP-VERT

M Antonio Lopes Da Silva

Directeur Général de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes

Mme Maria Madalena Rodrigues S Silva

Directrice de l'Enseignement de Base

Mme Raquel Lima

Institut de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

Mme Julia Alves

Directrice du Cabinet d'Etude et Planification de l'Institut de la Condition Féminine

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC/ REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

M Albert Mberio

Ministre de l'Education Nationale, Chef de la Délégation

Mr Abel Koulaninga

Secrétaire Général de la Commission Nat. Centrafricaine pour l'UNESCO

CHAD/TCHAD

Bireme Hamid Abderahim

Ministre des Enseignement de Base, Secondaire et de l'Alphabétisation

M Ali Adam Abdarrahan Abiad

Directeur de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales

Ms Brigitte Dionadji Topinanty

Coordinatrice de la Cellule de Promotion de la Scolarisation des Filles

Ms Awide Abderaman

Service de l'Alphabétisation des Femmes

CHILE/CHILI

Ms María Josefina Bilbao Mendezona

Minister of the National Women's Service
(SERNAM), Head of Delegation

Ms Teresa Rodríguez Allendes

Chief, International Department National
Women's Service

Mr Mario Manríquez

Coordinador de Educación de Adultos,

Ministerio de Educación de Chile

COLOMBIA

Ms Rosalba Jimenez Amaya

Coordinadora Nacional Educación,

Organización Nacional Indígena de Colombia

COLOMBIA/COLOMBIE

Dr Benjamin Ardila Duarte

Consul General de Colombia en Hamburgo

Ms Olga Lucia Turbay Marulanda

Directora Cooperación Internacional del
Ministerio de Educación Nacional

Dr Omar Raúl Martínez

Coordinador del Programa de Educación de
Adultos del Ministerio de Educación
Nacional

Dr Aracely Morales Lopéz

Secretaria de Educación del Départemento
de Bolivar

Dr Carlos Alfonso Victoria Mena

Secretario de Educación del Departamento
de Risaralda

Ms Lola Cendales González

Coordinadora de Dimensión Educativa

Dr Jaime Nino Diez

Minister of National Education,

Head of Delegation

Dra Rocío Gómez

Grupo de Educación Popular de la
Universidad de Valle

Mr Jose Hleap Borrero

Investigador, Universidad de Valle

Dr Mario Acevedo

Director Instituto de Educación, Universidad de Valle

Ms Miryam Zúniga

Investigadora de Educación de Adultos

Ms Katharina de Rojas

Consulate General of Colombia, Hamburg

Ms Lucia Tarazona de Nino

Esposa Ministro de Educación

Ms Martha Espinosa de Martinez

COMOROS/COMORES

Mr Said Ali Thaoubane

Secrétaire Général, Commission Nationale des Comores pour l'UNESCO

COTE D'IVOIRE

M Aime Pierre Kipre

Ministre de l'Education Nationale et de la Formation de Base, Président de la Commission Nationale Ivoirienne pour l'UNESCO

Mme Anna Manouan

Secrétaire Général de la Commission Nationale Ivoirienne pour l'UNESCO

Mme M'badiala Cissé

Coordinatrice de Projets en Education, Commission Nationale Ivoirienne pour l'UNESCO

M Jean-Claude Kouame

Chargé d'études à l'AGEFOP

Mme Lou Akoissi Kakou

Sous-Directeur des Programmes et de la Production Fréquence Deux, Radio Côte d'Ivoire

M Robert Diassoum

Directeur du Centre Alpha Côte d'Ivoire

Mme Ahou Marthe N'Goran

Formateur à l'INADES, Institut Africain pour le Développement Economique et Social

M Donafo Gérard Ouattara

Chef de Service de l'Alphabétisation, Ministère de la Famille et de la Promotion de la Femme

M André Kaziri

1er Secrétaire à l'Ambassade Côte d'Ivoire,
Bonn

M Kouame Koffi Menan

Ingénieur, AGRONOME ANADER

CROATIA/CROATIE

Dr Ivica Mandić

Deputy Minister of Science and Technology
of the Republic of Croatia

CUBA

Mr Lara Cruz Osvaldo

Director Nacional de la Educación de los
Adultos

CYPRUS/CHYPRE

Mr Klitos Symeonides

Head of Adult Education, Ministry of
Education and Culture

Mr Andreas Partasides

Vice-President, Technical Education
Teachers Association (OLTEK)

Mr Constantinos Loizides

Secretary of Teachers Association
(OELMEK)

Mr Savvas Yiallourides

Council Member of OELMEK

Mr Elpidoforos Neokleous

Council Member of Primary Education
Teachers Association (POED)

Mr Yiannis Koundouris

Vice-President, Primary Education Teachers
Association (POED)

CZECH REPUBLIC/REPUBLIQUE TCHEQUE

Prof Emanuel Ondracek

Deputy Minister of Education, Youth and
Sport, Head of Delegation

Mr Josef Benes

Director, Department of the Higher and

Life-long Education, Ministry of Education,
Youth and Sport

Mr Václav Appl

Department of Regional and Minority
Cultures, Ministry of Culture

Mr Zdenek Palán

Department of the Higher and Life-long
Education, Ministry of Education,

Youth and Sport

**DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC
OF KOREA / REPUBLIQUE
POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE
COREE**

HE Mr Dong Tchoun Pak

Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary, Permanent Delegate of the
Democratic People's Republic of Korea to
UNESCO

Dr Hung Sik Ri

Secretary-General of the National
Commission for UNESCO

Mr Jae Hon Kim

Deputy Permanent Delegate to UNESCO in
Paris

Mr Si Hong Ri

Chief of Division, State Education
Commission

DENMARK/DANEMARK

H E Ole Vig Jensen

Minister of Education

Mr Henrik Nepper-Christensen

Permanent Secretary, Ministry of Education

Kim Morch Jacobsen

Deputy Permanent Secretary, Ministry of
Education, Department of Youth and Adult
Education

Mr Erik Nexelmann

Head of Division, Ministry of Education,
Department of Vocational Education
and Training

Mr Torben Kornbech

Deputy Permanent Secretary, Ministry of
Education, Department of Higher Education

Mr Anders Berg-Sorensen

Head of Section, Ministry of Education,
Department of Higher Education

Ms Margrethe Ohlenschlaeger

Head of Section, Ministry of Labour

Mr Poul Erik Rasmussen

Educational Advisor, Royal Ministry of
Foreign Affairs

Prof Ove Nathan

Chairman, Danish National Commission for
UNESCO

Mr Svend Poulsen-Hansen

Deputy Secretary-General, Danish National
Commission for UNESCO

Ms Lea Kroghly

Chairman of the Educational Committee,
Danish National Commission for UNESCO

Mr Thor West Nielsen

Member of Educational Committee, Danish
National Commission for UNESCO

Mr Mette Bjorn

Director General, Helsingor Vocational
School

Ms Lise Jeremiassen

Director-General, Adult Educational Centre

Mr Peter Bacher

Director-General, Danish Research and
Development Centre for Adult Education

Mr Arne Carlsen

Director-General, Nordens Folklige Akademi

Ms Bodil Morkov Ullerup

Personal Secretary to the Minister of
Education

Mr Niels Jorgen Nordboge

General Inspector of Education, Department
of Vocational Education and Training,
Division of Educational Planning/Curriculum
Development 2

Mr Emil Hother Paulsen

Head of Section, Department of Youth and
Adult Education, Division of Adult
Education

Ms Mette Seneca Nielsen

Head of Section, Department of Youth and
Adult Education, Division of General Youth
and Adult Education

Ms Christine Hostbo

Deputy Permanent Delegate of Denmark to
UNESCO, Danish Embassy in Paris

Ms Anne Slej Kristensen

Librarian and Documentalist, Danish
Research and Development Centre for Adult
Education

Ms Else Vig Jensen

Ms Hanne Jacobsen

Minister of Education

EGYPT/EGYPTE

Dr Hamed Mostafa Ammar

Professor, Faculty of Education,
Ain Shams University, Head of Delegation

Mr Saleh Abd El-Ati

Head of GALEA, General Authority for
Literacy and Adult Education

Dr Nadia Gamal El-Din

Director, National Centre of Education
Research and Development

EL SALVADOR

Mr Edgar Armando Jimenez

Director de Educación de Adultos,
Ministerio de Educación

ERITREA/ERYTHREE

Mr Ghebrezghi Dimam

Adult Education Division, Ministry of
Education

Mr Tquabo Aimut Gebresselasse

Division of Adult Education,
Ministry of Adult Education

ESTONIA/ESTONIE

Mr Mait Klaassen

Ms Talvi Märja

Chairman of Culture Committee of
Parliament, President of ANDRAS

Dr Larissa Jögi

Associate Professor, Chair of Andragogy,
Tallinn Pedagogical University

Mr Kalle-Mauno Vana

Head of Adult Education Section,
Vocational Department, Ministry of
Education

FINLAND/FINLANDE

Ms Marita Savola

Counsellor of Education, Director of Adult
Education, Ministry of Education, Science
and Culture, Head of Delegation

Mr Rauno Jarnila

Planning Director, National Board of
Education

Mr Timo Lähdesmäki

Director of Adult Education, National Board
of Education

Ms Arja Mäkeläinen

Counsellor of Education, Ministry of
Education, Science and Culture

Ms Eeva Hippula

Secretary for Cultural Affairs, Ministry of
Education, Science and Culture

Mr Timo Toiviainen

Secretary-General, Finnish Adult Education
Association (VSY)

Mr Petri Pohjonen

Executive Director, Association of
Vocational Adult Education Centres,
Chairman of Adult Education Council

Mr Eero Pantzar

Associate Professor, University of Tampere

Mr Ville Marjomäki

Chairman, Finnish Folk High School
Association

Ms Eeva-Inkeri Sirelius

Executive Director, Finnish Association of

Adult Education Centres (KTOL)

Ms Ritva Ojalehto

General-Secretary, Association of Summer
Universities

Mr Jorma Saloniemi

Study Director, Society of Finnish Study
Centres

Ms Varpu Tissari

Researcher of the Finnish Eurodelfoi
Research, University of Helsinki

FRANCE

M Bernard Legendre

Chef de service, Délégation générale à
l'Emploi et à la Formation, Ministère de
l'Emploi et de la Solidarité

M Jean-Francois Lippert

Chargé de Mission, Ministère de l'Education
Nationale, de la Recherche et de la
Technologie

M Dominique Schalchli

Conseiller, Ministère de l'Emploi et de la
Solidarité

Ms Isabelle Deblé

Présidente du Comité éducation de la
Commission française pour l'UNESCO

Mme Martine d'Halluin

Chargé de mission au Groupe permanent de
lutte contre l'illettrisme, Mission
interministérielle auprès du Ministre de
l'Emploi et de la Solidarité

M Olivier Gagnier

Chef du département international à
l'Institut National de la Jeunesse et de
l'Education populaire

M Bernard Ginsbourger

Attaché linguistique au Centre culturel et de
coopération linguistique de Brème,

Ambassade de France à Bonn

M Jean-Paul Guillard

Secrétaire général du Centre culturel et de
coopération linguistique de Hambourg,
Ambassade de France à Bonn

M Stanley Hilton

Conseiller culturel adjoint à l'Ambassade de
France à Bonn

M Jean Louis Pujol

Directeur du Centre culturel et de
coopération linguistique de Hambourg,
Ambassade de France à Bonn

M Jean-Pierre Regnier

Secrétaire général adjoint de la Commission
française pour l'UNESCO

M Claude Sauvageot

Chargé de mission, Ministère de l'Education
nationale, de la Recherche et de la
Technologie

Mme Valérie Suchod

Chef de la Mission promotion sociale,
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

M Bruno Vocanson

Chef de bureau de l'orientation, de la
formation professionnelle et de
l'apprentissage,

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Mme Sadika Benslimane

Chargée d'études au Centre international
d'études pédagogiques

M Jean-François Chosson

Président de l'association Peuple et Culture

Mme Danielle Colombel

Correspondante régionale du Groupe
permanent de lutte contre l'illettrisme en
Haute-Normandie

Ms Agnes Cottave

Consultante de la Commission française pour
l'UNESCO

Mme Anne-Marie Franchi

Vice-présidente de la Ligue de
l'enseignement et de l'éducation permanente

Prof Pierre Freynet

Professeur, Centre universitaire de formation
continue d'Angers

M Michel Gevrey

Président de l'association la Jeunesse au plein
air, repr. du Conseil national de la vie
associative

Mme Françoise Thorin

Conseiller en Formation Continue, MENRT

GABON

M David Bomby-A-Nzengue

Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la
Communication, de la Culture, des Arts et de
l'Education

M Jean-Marie Vianney Bouyou

Secrétaire Général de la Commission
Nationale pour l'UNESCO

Mme Marie Pauline M'Foula Mangama

Professeur, Responsable de l'Alphabétisation
et Marketing au Programme IEC
Multisectoriel

Mme Yolande Bike

Présidente, Association contre les Cancers
Féminins (ALUCAF)

M Joseph Moubelet-Moubelet

Cabinet du Secrétaire d'Etat,

Ministère de la Communication, de la
Culture, des Arts et l'Education Populaire

Ms Esther Onguene

Ingénieur, Géomètre

GAMBIA/GAMBIE

Mr Badara Joof

Permanent Secretary, Ministry of Education

Ms Beatrice Allen

UNDP Programme Officer (Education)

Mr Saim Kinteh

National Coordinator, Adult Literacy
Programme, Nat. Commission for UNESCO

Ms Fatou Saye Boyang

Adult Education Regional Supervisor

GERMANY/ALLEMAGNE

Prof Dr Rita Süßmuth

Honorary Head of Delegation,

President of the German Bundestag

Dr Jürgen Rüttgers

Head of Delegation, Federal Minister of Education, Science, Research and Technology

Prof Rolf Wernstedt

Alternate Head of Delegation,

President of the Standing Conference of the Ministers of Education and Cultural Affairs of the Länder in the Federal Republic of Germany,

Minister of Education of Lower Saxony

Dr Horst Winkelmann

Ambassador, Deputy Director-General,

Federal Foreign Office

Ms Elizabeth Altmann

Member of the Bundestag

Dr Fritz Ahrendt

Head of Division, Saxony State

Ministry of Education

Dr Friedrich Baptist

Director-General for Adult Education,

Bavarian State Ministry for Education, Cultural Affairs, Science and Art

Dr Ralph Bergold

Federal Catholics Study Group for Adult Education, KBE

Mr Volker Böhm

Assistant Head of Division,

Federal Foreign Office

Dr Werner Boppel

Deputy Director-General, Federal Ministry of Education, Science, Research and Technology

Mr Claus Brandt

Assistant Head of the Division for European Cooperation, Federal Ministry of Education

Prof Dipl-Ing Peter P Canisius

President of the German Commission

for UNESCO

Prof Dr Günther Dohmen

Chairman of the Concerted Action on

Continuing Education

Prof Dr Dr Peter Fischer-Appelt

Special UNESCO Ambassador for the CONFINTEA V

Dr Rolf-Barnim Foth

Chief of Protocol, Free and Hanseatic City
of Hamburg - Senat's Chancellery

Ms Ingrid Gerlich

Chairwoman of the German Protestant
Association for Adult Education

Ms Beate Grzeski

Personal Assistant to the President of the
German Bundestag

Prof Dr Wilfried Hartmann

Member of UIE Governing Board,
Vice-president of Hamburg University

Mr Achim Meyer auf der Heyde

Director of the Office for Vocational and
Further Education, Ministry for Schools,
Youth and Vocational Education

Mr Uwe Heye

Deputy Head of Division, Federal Foreign
Office

Dr Michael Hirsch

Head of Division, Federal Ministry of
Education, Science, Research and
Technology

Mr Heinrich Keßeböhmer

Head of Division for Further Education,
Ministry for Science and Culture of Lower
Saxony

Prof Dr Joachim H Knoll

German Commission for UNESCO,
Professor at Ruhr-University Bochum,
Institute for Pedagogy

Dr Peter Krug

Director-General for Further Education,
Rhineland-Palatinate Ministry of Education,
Science and Further Education

Dr Herbert Krumbein

Head of Division, Federal Ministry for
Economic Cooperation and Development

Mr Jochen Laux

Head of Division for General Issues of
Continuing Education in the Confederation
of Trade Unions / DGB

Mr Rolf Lerch

Assistant Head of Division, Federal Ministry
for Economic Cooperation and Development

Mr Arno Leskien

Head of Division, Ministry of Education,
Science, Research and Technology

Dr Hans Georg Lößl

Member of the Managing Committee,

German Adult Education Association

Mr Günther Marwitz

Deputy Secretary-General Commission for
Federal and Länder Affairs

Ms Christine M Merkel

Director of Education, German Commission
for UNESCO

Dr Hermann Müller-Solger

Head of Division, European Cooperation in
Vocational Education and Training,
UNESCO, ILO - Federal Ministry of
Education, Science, Research and
Technology

Ms Michaela Reithinger

Assistant Director of Education Sector,
German Commission for UNESCO

Prof Dr Erhard Schlutz

University of Bremen, Institute for Research
on Adult Education

Dr Hans-Martin Schreiber

Hesse Ministry of Education

Prof Erika Schuchardt

Member of the German Bundestag

Ms Margret Sitzler

Kuratorin bei der Deutschen Wirtschaft für
Berufsbildung

Mr Peter Sötje

Former State Secretary, German Foundation
for International Development

Dr Cornelius Schley

Ms Karin Kristina Wicke

GHANA

HO Kwabena Kyereh

Deputy Minister for Education

Mr Andrews Asare Akuoko

Ag. Director, Non-Formal Education
Division, Ministry of Education

Dr William G M Brandful

Minister Counsellor and Head of Chancery,
Ghana Embassy, Bonn

Ruben Pallasigui

Ghana Embassy Bonn

Mr Paul Bertelsen

Director, LOMNAVA Institute for the
Development Studies and Project Support

Mr Princeworth K Anane-Asare

All Africa Students Union

Ms Vida Ajare

All Africa Students Union

Mr Seth Ofori-Ohene

All Africa Students Union

GREECE/GRECE

Mr Pausanias Zakolikos

Secretary-general in the General Secretariat
for Adult Education, Ministry of National
Education and Religion

Mr Sophoclis Gogos

Director of Development in the General
Secretariat for Adult Education,

Ministry of National Education and Religion

Ms Magda Trantallidi

Head of Dept. for International Co-operation
in the General Secretariat for Adult
Education, Ministry of National Education
and Religion

Mr Dimitrios Michaelidis

Officer, Thessalonica Agricultural and
Industrial Institute Lifelong Learning

GUATEMALA

Licda Floridalma Meza Palma

Secretaria Ejecutiva del Comité Nacional de
Alfabetización (CONALFA)

Sr Jorge Hernández

Proyecto de Educación Maya Bilingüe
Intercultural (PEMBI-GTZ)

GUINEA/GUINEE

M Kozo Zoumanigui

Ministre de l'Education Nationale et de la
Recherche Scientifique

M Abdourahamane Condé

Directeur Général du Service National
d'Alphabétisation

M Ibrahima Magassouba

Secrétaire Général de la Commission
Guinéenne pour l'UNESCO

M Alpha Abdoulaye Diallo

Représentant Personnel du Président de la
République au Conseil Permanent de la
Francophonie

GUINEA-BISSAU/GUINEE-BISSAU

M Armando Noba

Chef du Département de l'Education des Adultes

HAITI

Mme Adeline Chancy

Secrétaire d'Etat à l'Alphabétisation

M Lesly Michel

Directeur Général, Institut National de Formation Professionnelle

Mme Soeurette Delonnay

Conseiller Santé à la Secrétairerie d'Etat

à l'Alphabétisation

Mme Suze Mathieu

Conseiller Recherche à la Secrétairerie d'Etat

à l'Alphabétisation

Mme Marjorie Villefranche

Conseiller Spécial de la Secrétaire d'Etat

à l'Alphabétisation

M Raymond Berger Fritzberg

Directeur de la Planification, Institut National

de Formation Professionnelle (INFP)

HONDURAS

Ms Ingrid Vasquez Gabrie

Jefe del Departamento de Educación de Adultos, Secretaria de Educación

HUNGARY/HONGRIE

Mr Peter Inkei

Deputy State Secretary, Ministry of Culture and Education

Mr András Benedek

Deputy State Secretary, Ministry of Labour

Mr Sándor Striker

Director General, Ministry of Culture and Education

Dr Dénes Koltai

President, Adult Education Subcommittee of the

Hungarian Academy of Sciences

Mr László Lada

Adult Education Subcommittee of the Hungarian Academy of Sciences

Mr László Harangi

Adult Education Subcommittee of the Hungarian Academy of Sciences

Professor Andor Maróti
Expert Adult Education

Mr Antal Szilágyi
Expert Adult Education

ICELAND/ISLANDE

Ms Gudny Helgadóttir
Head of Division, Ministry of Culture
and Education

INDIA/INDE

HO Mr S R Bommai
Minister of Human Resource Development

Mr V P Baligar
Private Secretary to Minister for Human
Resource Development

Mr Jayadev Jena
Minister for Mass Education,
Government of Orissa

Mr Bhaskar Chatterjee
Joint Secretary & Director General of
National Literacy Mission, Ministry of
Human Resource Development, Government
of India

Ms Kalyani Chaudhuri
Secretary, Mass Education, Government of
West Bengal

Ms Kameshuari Jandhyala
Consultant at Ministry of Education

Mr Satinder Lambah
Ambassador of India in Bonn

Mr Appunni Ramesh
Consul-General of India, Hamburg

Mr Umesh Kumar
Vice Consul, Consulate General of India,
Hamburg

Ms Aruna Ghosh
Employee, Consulate General of India,
Hamburg

Mr Chiranjeev Singh
Ambassador, Member Permanent Delegation
to UNESCO

INDONESIA/INDONESIE

Prof Dr M A Soedijarto
Director General of Out-of-School
Education, Youth and Sports, Ministry of

Education and Culture, Head of delegation

Prof Dr Soedarso Djojonegoro

Ambassador, Indonesian Permanent Delegate
to UNESCO, Alternate head of delegation

Prof Dr W P Napitupulu

Executive Chairman, Indonesian National
Commission for UNESCO

Mr MBA Arnold Pandegiroto

Consul-General of the Republic of Indonesia,
Hamburg

Mr Mulyadi Kurdi

Director, Labour Productivity Development,
Ministry of Manpower

Mr Holil Soelaiman

Researcher, Ministry of Social Affairs

Mr Singowidjojo Sudjarwo

Head Sub-Directorate of Vocational
Community Education, Directorate of
Community Education

Dr Hafid Abbas

Chairman LPM, Institute of Teacher Training
and Educational Science (IKIP) Jakarta

Mr Sam Elihar Marentek

Officer, Permanent Delegation of Indonesia
to UNESCO, Paris

Mr Robert Baowollo

Consul-General of Indonesia, Hamburg

Ms Ivonne Peleh

Secretary to the Consul-General

IRAN, ISLAMIC REPUBLIC OF/

IRAN, REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'

Mr S Mohammad Musavi Kiyani

Head of Schools of Islamic Republic of Iran

IRAQ/IRAK

HE Abdul-Jabbar Tawfik Muhamad

Minister of Education

HE Abdul-Amir Alanbari

Ambassador, Permanent Representative

to UNESCO

Mr Ahmad Hasan Ali

Expert, Ministry of Education

IRELAND/IRLANDE

Mr Desmond O'Loughlin

Administrator, Department of Education,
Head of Delegation

Ms Elizabeth Higgins

Education Adviser, Irish Aid Prog.,
Department of Foreign Affairs

Ms Jill Corish

Consultant to Irish Ais Advisory Committee

Ms Síle Ní Cheallaigh

Adult Education Office, University College
Dublin

Ms Mary Kett

Education Co-Ordinator, Wheatfield Prison,
Dublin

ISRAEL

Dr Meir Peretz

Director, Division of Adult Education,
Ministry of Education, Culture and Sport,
Head of delegation

Ms Sari Cohen

Ministry of Labour and Social Affairs, Unit
of Advancement of Women

Dr Yechezkel Cohen

Lecturer, Hebrew University of Jerusalem,
Member of the Executive Board, Israel Adult
Education Association

Ms Fayge Cohen

President, Israel Association of University
Women

Mr Chen Enoch

Manager of the Department of Service
Provisions, High School Teachers Section,
Israel Teachers' Union (Histadrut)

Dr Dov Friedlander

Director, Martin Buber Institute, Hebrew
University of Jerusalem

Dr David Glans

Deputy Director, Bar-Ilan Brookdale
Program, Bar Ilan University

Dr Etan Israeli

Lecturer, Faculty of Agriculture, Hebrew
University in Rehovot

Mr Chaim Kalo

Director, Teachers Institute for Value
Education, Bet Berl

Dr Rivka Pinnes

Member of Executive Board, Israel Adult
Education Association

Dr Sara Rubinstein

Lecturer, Adult Education Division, Ministry
of Education

Dr Rina Shachar

Lecturer, Seminar Hakibbutzim

Mr Yuval Shachar

Israel Adult Education Association

Ms Yosifa Israeli

Israel Adult Education Association

Ms Hadara Friedlander

ITALY/ITALIE

Sen Carla Rocchi

Vice-Minister, Ministry of Public Instruction,
Head of delegation

Dr Antonio Augenti

Director General for Cultural Exchanges,
Ministry of Public Instruction

Dr Giuseppe Martinez

Director General for Technical Education,
Ministry of Public Instruction

Prof Giovanni Puglisi

President of the Education Committee,
National Commission for UNESCO

Prof Giuliana Limiti

Member of the Education Committee,
National Commission for UNESCO

Prof Paolo Orefice

Member, UIE Governing Board, Dean of the
School of Education, University of Florence

Prof Aureliana Alberici

Professor of Adult Education, University of
Rome III

Dr Lavinia Gasperini

Senior Education and Training Expert,
Ministry of Foreign Affairs

Dr Maria Vittoria Baldieri

Head of the Division for Multilateral
cooperation, Ministry of Public Instruction

Ascanio Spagnoletti

Head of the Undersecretary Office,
Ministry of Public Instruction

Prof Vittoria Gallina

Researcher, European Center for Education,
Frascati

Prof Aldo Bove

Expert of the Ministry of Public Instruction

Mr Lucio Pusci

Expert of the Ministry of Public Instruction

Dr Valentina Curzi

Expert of the Ministry of Labour

Ms Monica Lippolis

Expert of the Ministry of Labour

Mr Massimo Bernardinelli

Consul General of Italy in Hamburg

Dr Lisanna Pellizzoni

Member, Consulate General of Italy,
Hamburg

JAMAICA/JAMAIQUE

Dr Fenton Ferguson

Parliamentary Secretary, Ministry of
Education, Youth & Culture, Head of
delegation

Mr Lascelles Lewis

President, Jamaican Council for Adult
Education, Chairman of JAMAL Foundation

Ms Gloria Salmon

Executive Director, Jamaica Library Service,
Member Board of Directors, JAMAL
Foundation

Dr Adolph Cameron

Secretary, Administrator, Jamaica Teachers'
Association and 2nd Vice President JACAE

Mr Seymour Riley

Assistant Secretary, JACAE, Acting
Treasurer CARCAE, Director, Field
Operations JAMAL

JAPAN/JAPON

Mr Takashi Nakane

Director, Social Education Division, Lifelong
Learning Bureau, Ministry of Education,
Science, Sports and Culture

Mr Akihiro Chiba

Member, Japanese Nat. Com. for UNESCO,
Prof. International Christian University

Mr Yoshihiro Yamamoto

Member of UIE Governing Board,

Senior Researcher, Research Dept. of
Lifelong Learning, Nat. Inst. for Educational
Research

Ms Masako Shinohara

Specialist, Int. Affairs Planning Division,
Science and Int. Affairs Bureau, Ministry of
Education, Science, Sports and Culture

JORDAN/JORDANIE

Dr Mahmoud Al-Massad

Director General of Education at the

Ministry of Education

Ms Badia Morad

Director General of Cultural Relations at the
Ministry of Education

Dr Faisal Gharaibeh

Ministry of Social Development

Mr Abdulla Abu El Ata

Queen Alia Fund for Voluntary Social Work

KENYA

Mr F S O Awuor

Permanent Secretary, Ministry of Culture
and Social Service, Head of Delegation

Mr David K Kirui

Director of Adult Education,

Ministry of Culture and Social Services

Mr Tom Isaiah Ouso

Deputy Director of Adult Education,

Ministry of Culture and Social Services

Ms Joyce Kebathi

Assistant Director of Education,

Ministry of Culture Social Services

Ms Helen C J Yego

Senior Education Officer,

Ministry of Culture and Social Services

Mr Ekundayo J D Thompson

Post-Literacy Project Co-ordinator -
Consultant, GTZ Kenya

Prof David Macharia

Professor at University of Nairobi

Prof Florida A Karani

Deputy Vice-Chancellor, University of
Nairobi

Mr Christopher Chacha-Ogwe

Secretary General, Kenya Nat. Commission
for UNESCO

Ms Magdalene J Wambua

Kenyan Embassy in Bonn

Mr Daniel Ooma McVitalis

Member of National NGO

Jayatissa Bamunu

KUWAIT/KOWEIT

HE Prof Dr Abdullah Al-Ghunain

Minister of Education and Higher Education,
Chairman of Kuwait National Commission
for UNESCO

Mr Abdulaziz Al-Sharikh

Ambassador of the State of Kuwait in Bonn,
Germany

Mr Sulaiman Al-Onaizi

Secretary General of Kuwait National
Commission for UNESCO

Mr Abdullah Al-Muhanna

Director of Adult Education,
Ministry of Education

Mr Abdul Aziz Al-Raqam

Director of HE's Office, Ministry of
Education

Mr Abdullah Mahmoud Al-Rahmani

Head Master of the Adult Education Center,
Farwaniah Educational Area

Mr Abdullah Al-Rejfaib

General Manager, Farwaniah Educational
Area, Ministry of Education

Mr Remigio Flores

Embassy of the State of Kuwait in Bonn

KYRGYZSTAN/KIRGHIZISTAN

Mr Ilias Kassendeev

Deputy Minister of Labour & Social Security

LAO PEOPLES DEMOCRATIC REPUBLIC/

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

M Chaleun Souvong

Directeur-Adjoint du Département de
l'Education Non-Formelle, Ministère de
l'Education

LATVIA/LETTONIE

Ms Maija Upmane

Director, Division of Adult Education,
Ministry of Education and Science

LEBANON/LIBAN

M Michel Haddad

Conseiller, Chargé d'affaires à l'Ambassade
du Liban en Allemagne

Ms Jahda Abou Khalil

Director, National Association for the Rights
of Disabled People in Lebanon NARO

LESOTHO

HO Lesao Lehohla

Minister of Education and Manpower
Development, Head of Delegation

Ms Patricia Mashologu

Secretary-general, Lesotho National
Commission for UNESCO

Ms Idda Matooane

Deputy Director for Continuing Education

Mr Jakob Tsietsi Lebakae

Director of Technical/Vocational Education
and Training Department

Mr Joshua Phono Setipa

First Secretary, Lesotho Embassy in Bonn

LITHUANIA/LITUANIE

Dr Edmundas Normantas

Representative of Ministry of Education and
Science

Dr Saulius Kanisauskas

Representative of NGO Lithuanian Adult
Education Association, Vice-Chairman

LUXEMBOURG

Mr René Hubsch

Directeur du Service de la Formation des
Adultes

M Gilbert Graf

Secrétaire Central, Syndicat Education et
Sciences de la Confédération Syndicale
Indépendante de Luxembourg (SEW/OGBL)

MADAGASCAR

M Julien Rakotonaivo

Chef du Service des Associations et Clubs
UNESCO

MALAWI

Prof Joseph Mwale

Chairman of Malawi National Commission
for UNESCO

Mr Jones White Chafa

Adult Education Through Technical
Vocational Education Training, Principal
Industrial

Training Officer

MALAYSIA/MALAISIE

HE Dato' Annuar Musa

Minister of Rural Development,

Head of Delegation

Mr Zainal Karib Abd. Rahim

Director-General, Community Development
Division (KEMAS),

Ministry of Rural Development

Mr Mohd. Hoesne Hussain

Director, Institute for Rural Advancement
(INFRA), Ministry of Rural Development

Mr Mohd Hashim Abdullah

Senior Confidential Secretary to the
Minister, Ministry of Rural Development
Malaysia

MALI

M Adama Samassékou

Ministre de l'Education de Base

Dr N'Golo Coulibaly

Conseiller Technique, Ministère Education
de Base

M Moussa Soussin Dembélé

Directeur Alphabétisation fonctionnelle
(DNAFLA)

Mme Aminata Sall

Secrétaire Général, Commission Nationale
pour UNESCO

Mme Ouandé Soumaré

Chef Division Promotion Féminine,
DNAFLA

Mme Koné Mariam Traoré

Présidente de Groupe Pivot Education de
Base

M Seydou Diatigui Diarra

Chargé d'Affaires, Ambassade du Mali en
Allemagne

M Mamoutou Soumaré

Président, Relais Association d'Education des
Adultes

MALTA/MALTE

Ms Joyce Pullicino

Director, Further Studies and Adult Education

Mr David Caruana

Liaison Officer, Ministry of Education and National Culture

MEXICO/MEXIQUE

Ms Carmen Maria Herrera Reyes

Jefe de la Carrera de Pedagogica,
Universidad Nacional Autonoma

Professor Enrique García Arista

Director de Servicios Educativos del INEA

Ms Ana Deltoro Martínez

Subdirectora de Investigación del INEA

Dr Judith Kalman

Departamento de Investigaciones Educativas del DIE-CINVESTAV

Dr Enrique Pieck Gochicoa

Social Researcher, Investigador Titular del Colegio Mexiquense

MOROCCO/MAROC

M Mohamed Alami

Directeur de l'Alphabétisation, Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales, Chef de la délégation

M Ahmed Jniyeh

Chef Division - Direction de la Lutte contre l'Analphabétisme, Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales

M Mustapha Khali

Cadre direction de la lutte contre l'analphabétisme, Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales

M Mohamed Essaknaoui

Chef de Service à la Direction de la Lutte contre l'Analphabétisme, Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales

M Ahmed Bayya

Chef de service à la Direction de la Lutte contre l'Analphabétisme, Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales

Mme Habiba El Bouazzaoui

Professeur, Directrice du Programme d'Alphabétisation, Ministère de l'Education Nationale

Mme Mariya Amine

Chef de Division de la Vulgarisation Agricole

M Youssef Lamoudi

Administrateur-Conseiller, Ministère de la Justice

M Abderrazzak Khaled

Directeur des Etudes Juridiques, Ministère chargé des Droits de l'Homme

M Abdessalem El-Ghazi

Chef de Division de la Formation Continue et de l'Adaptation Professionnelle, Ministère de la Formation Professionnelle

Mme Rabia El Merini

Conseiller, Ministère de la Jeunesse et des Sports

Ms Khadija Bennani

Association Ribat El Fath

MOZAMBIQUE

Mr Arnaldo Valente Nhavoto

Minister of Education

Mr Miguel Buendia Gomez

Director of National Institute for Development

of Education, Ministry of Education

Mr Bartolomeu Balate

Head of Adult Education Department,
Ministry of Education

Mr Manuel José de Morais

Director of Faculty of Pedagogical Sciences,
Pedagogical University

Ms Guilhermina Gabriel Macabi

Lecturer - Pedagogical University

Mr Cremildo Ezequiel Binana

Head of International Cooperation
Department, Ministry of Education

Ms Rosária Mabica

Pedagogical Technician, Head of Education
Department

NAMIBIA/NAMIBIE

HO John Mutorwa

Minister of Basic Education and Culture,

Head of Delegation

HO Buddy Wentworth

Deputy Minister of Higher Education,
Chairperson of Namibian UNESCO
Commission

HE Hinyangerwa P Asheeke

Ambassador, Embassy of Namibia in Bonn

Mr Zacheus J N Kazapua

Registrar, University of Namibia

Mr Justin Ellis

Vice-president, UIE Governing Board,

Under Secretary for Adult Education,
Libraries and Culture, Ministry of Education
and Culture

Ms Canner Kalimba

Director of Adult Basic Education

Ms Frances van Wyk

Director of Namibian College of Open
Learning, Ministry of Basic Education and
Culture

Mr Fwafwa Mabakeng

Deputy Commissioner of the Namibian
Prison Service

Ms Julia Namene

Senior Education Officer, Ministry of Basic
Education and Culture

Mr Chris Shatona

Senior Education Officer, Namibian College
of Open Learning (NAMCOL)

Ms Leonie Potgieter

Chief Superintendent, Ministry of Prisons &
Correctional Services, Rehabilitation of
Inmates

Mr Job Tjiho

Assistant Director, Rössing Foundation,
Secretary to NALAE

Ms Aase E Geel

School of Language and Communication,
Polytechnic of Namibia

Ms Connie Botma

Environmental Education Officer, Rössing
Foundation, Namibia

Mr Muvatera Ndjoze-Siririka

Director Vocational Education & Training,
Ministry of Higher Education, Vocational
Training, Science and Technology

NEPAL

HO Mr Devi Prasad Ojha

Minister of Education, Head of Delegation

HE Dr Novel K Rai

Royal Nepalese Ambassador to the Federal
Republic of Germany

Mr Jaya Ram Giri

Special Secretary, Ministry of Education

Mr Satya Bahadur Shrestha

Acting Chief, National Nonformal Education
Council Secretariat, Ministry of Education

Surya Prasad Gautam

Technical-Section Officer, National
Non-formal Education Council Secretariat,

Ministry of Education

Dr Mana Prasad Wagley

Researcher, CHIRAG

NETHERLANDS/PAYS-BAS

Prof Dr Pieter de Meijer

Chairman of the Dutch UNESCO
Commission, Head of Delegation

Mr S J Stuurop

Ministry of Education, Culture and Science

Ms J A Koopman-van den Boogerd

Ministry of Foreign Affairs

Mr J C van der Velden

Ministry of Social Affairs

Prof Leo Dubbeldam

Member, Dutch UNESCO Commission

Dr C Doets

CINOP Centre for Educational Innovation

Ms A Jansen

NOVIB Representative, Dutch Agencies for
International Cooperation

Mr W Andries van Helden

Deputy Permanent Delegate of the
Netherlands to UNESCO

Mr Ronald Siebes

Technical Advisor Basic Education, Ministry
of Education

Mr Dirk Lageweg

Secretary General, Netherlands National
Commission for UNESCO

NEW ZEALAND/NOUVELLE ZELANDE

Dr Joyce Stalker

Department of Education Studies, University of Waikato

Ms Nora Rameka

Continuing Education Officer, University of Waikato

Ms Dorothy McGray

New Zealand National Commission for UNESCO and Representatiave of Waitakere Workers Education Association

Ms Ariel Metekingi

Aotearoa Maori Adult Education Association

NIGER

Mme Aissata Moumouni

Ministre d'Etat, Ministre de l'Education Nationale

Mme Hadiza Amadou-Noma

Directrice de l'Alphabétisation et de la Formation des Adultes, Ministère de l'Education

M Attaher Darkoye

Inspecteur enseignement 1er degré de l'Association Makaranta

NIGERIA

HO Dr M T Liman

Minister of Education

Dr Emmanuel Oluwasegun Akinluyi

Ambassador and Permanent Delegate of Nigeria to UNESCO, Paris

Alhaji Umaru Aji

Executive Secretary, Adult and Non-Formal Education Commission, Nigeria

Prof Michael Omolewa

Head, Department of Adult Education, University of Ibadan, Chairman, Education Sector NATCOM

Dr Ahmad Eshak

Director, National Centre for Mass Literacy

Dr Sabina Ofoegbu

Assistant Director, Federal Ministry of Women Affairs and Social Development

Alhaji Oladejo Adeleye

Senior Counsellor, Permanent Delegation of
Nigeria to UNESCO, Paris

Mr S S Hussain

Personal Assistant to the Hon. Minister of
Education

Mr Y M O Nwafor

Secretary General, National Commission of
Nigeria to UNESCO

Dr Mosa Moda

Director, Adult and Non-formal Education
Commission

Dr Kehinde Anifowoshe

National President Literacy NGOs, Nigeria

NORWAY/NORVEGE

Mr Morten Lauvbu

Deputy Director General, Ministry of
Education, Research and Church Affairs,
Head of Delegation

Ms Kjersti Grindal

Senior Executive Officer, Ministry of
Education, Research and Church Affairs

Ms Eli N Ferrari de Carli

Senior Executive Officer, Ministry of Local
Government and Labour

Dr Olav Vaagland

Managing Director, University of Bergen,

The Norwegian Council of Universities

Mr Widar Hvamb

Rector and Associate Professor, The
Norwegian Council of State Colleges

Ms Sissel Volan

Senior Education Adviser, Norwegian
Agency for Development Cooperation
(NORAD)

Mr Sturla Bjerkaker

Secretary-General, The Norwegian
Association for Adult Education

Ms Ingeborg Boe

Director, Norwegian Association for
Distance Education

Mr Arild Mikkelsen

Chairman, The Norwegian Folk High
Schools Association

Mr Per Gunnar Olsen

Union Secretary, Norwegian Confederation
of Trade Unions

Mr Helge Halvorsen

Assistant Director, Confederation of
Norwegian Business and Industry

Ms Hilde Borgir

Vice-president, Norwegian Teachers Union

Ms Marit Hernaes

Teacher, Norwegian Teachers Union

Ms Marit Kristensen

Senior Executive Officer, Confederation of
Vocational Unions

Ms Kari Anne Stabben

Special Adviser, The Norwegian Association
of Local and Regional Authorities

Mr Arne Eriksen

Director of Studies, Norwegian National
Commission for UNESCO

Mr Oddvar Smukkestad

Senior Lecturer, Norwegian Agency for
Development Cooperation (NORAD)

Mr Svein Kyrre Hamnes

Executive Officer, Norwegian National
Commission for UNESCO

OMAN

Mr Mohammed Saleem Al Yagoubi

Deputy Director General of the General
Directorate for the Planification and
Educational Information, Ministry of
Education

Mr Issa Mohamed Shahdad Albulushi

Director of Illiteracy, Eradication and Special
Education Department, Ministry of
Education

PAPUA NEW GUINEA/

PAPOUASIE-NOUVELLE GUINEE

Mr Willie Jonduo

Director of National Literacy and Awareness
Secretariat, Education Department

PARAGUAY

Mr Daniel Salcedo Echeverria

Director de Educación Permanente de
Jovenes y Adultos, Ministerio de Educación
y Culto

Ms Eva Teresa Vera de Garcete

Supervisor de Educación Permanente de
Jovenes y Adultos, Ministerio de Educación
y Culto

PERU/PEROU

Ms Marinoly Vela Téllez

Directora Nacional de Educación para Adultos del Ministerio de Educación

Ms Maria Pilar Olaya Guerrero

Gerente de Educación para el Desarrollo del Ministerio de Promoción de la Mujer y del Desarrollo Humano (PROMUDEH)

Ms Elva Rios Rios

Jefa de la Oficina Nacional de Cooperación Popular del Ministerio de Promoción de la Mujer y del Desarrollo Humano (PROMUDEH)

PHILIPPINES

Dr Rosario J de Guzman

Director IV, Bureau of Nonformal Education (BNFE), Department of Education, Culture and Sports (DECS)

Ms Bai Sandra Sema

Mindanao NGO Organization, Undersecretary, Department of Education, Culture and Sports

POLAND/POLOGNE

Dr Janusz Gesicki

Director, Department for Vocational and Continuing Education, Ministry of National Education

Prof Stanislaw Kaczor

Vice-president, Association of Polish Educators

Ms Marzena Bochniak

Staff Education and Development Centre, Institute for Terotechnology

PORTUGAL

Dr Ana Bernavente

Secrétaire d'Etat de l'Education et de l'Innovation

Ms Isabel Tamen

Coordinator of Bilateral and Multilateral Cooperation, Ministry of Education, Intern. Relations Department

Mr José Alberto Leitão

Director de Servicos, Department da Educacao Básica

Ms Antónia Trindade

Teacher Advisor, Ministry of Education, Dept. Basic Education

Dr Alberto Melo

Chairman of IN LOCO Association

Ms Maria de Lourdes Paixão

Adviser, UNESCO National Commission

Ms Maria Luisa Nunes

Instituto para a Inovacao da Formacao,
Ministry of Employment

QATAR

Mr Youssef Abdul-Rahman Al-Mulla

Assistant Under-Secretary of Education for
Cultural Affairs

Mr Mohammed Qotba

Under-Secretary for Educational Affairs,
Ministry of Education and Culture

Mr Abdul-Aziz F. Al-Ansari

Secretary General, Qatar National
Commission for Education, Science &
Culture

Mr Talleb Ballan Saber

Director, Adult Education and Literacy
Dept.

Mr Ibrahim Mostafa Mohammed

Head, UNESCO Section, Qatar National
Commission

REPUBLIC OF KOREA/

REPUBLIQUE DE COREE

Dr Kee-Un Chung

Director, Lifelong Education Planning
Division, Ministry of Education

Dr In-Jong Park

Senior Researcher, Air and Correspondence
Education Centre

Dr Hwa-Tae Cho

Associate Professor, Department of
Education, Korea National Open University

Dr Nam-Joo Lee

President, Korean Association of Adult
Education

Dr Ok-Bun Lee

Vice-President, Korean Association for
Adult Education

Dr Bok-Nam Yoon

Board Member, Korean Association of Adult
Education

Dr Ran-Soo Kim

Representative, International Literacy Prizes
Jury, President of Kwangju University

Dr Ik-Hyun Shin

Senior Researcher, Korean Educational
Development Institute

Mr Jong-Il Kim

Administrative Manager, Korean Educational
Development Institute

ROMANIA/ROUMANIE

Ms Simona Sava

Referee, Ministry of Culture

Dr Emil Gheorghe Moroianu

Directeur Général pour l'Intégration
Européenne et les Relations Internationales,
Direction des Relations Internationales,
Ministère de l'Education Nationale de
Roumanie

RWANDA

Ms Xaverine Shema

Membre Fondateur, ASOFERWA

Mme Béatrice Mukabaranga

Secrétaire Général, Ministère de l'Education

M Silas Sinyigaya

Cadre chargé de l'Education des Adultes au
Ministère du Genre, de la Famille et des
Affaires Sociales (MIGEFASO)

SAO TOME AND PRINCIPE/**SAO TOME-ET-PRINCIPE**

Mme Alda Vera Cruz Cunha

Chef du Département de l'Enseignement des
Adultes

SAUDI ARABIA/ARABIE SAOUDITE

HO Dr Mohammad Ahmed Rasheed

Minister of Education

Mr Faisal Ibn Abdulrahman Al-Moamar

Deputy, National Guard, Cultural Affairs

Mr Abdulaziz Al-Kheyyal

Director General of Education, Department
of Culture and Education

Mr Ibrahim Al-Sheddi

Assistant Deputy Minister for Cultural and
External Relations

Dr Ibrahim Ibn Abdulrahman Al-Deriss

Assistant Deputy Minister for Technical
Affairs

Dr Khalil Ibn Ibrahim Al-Saadat

College of Education - King Saoud
University

Dr Abdulaziz S Bin Salamah

Permanent Delegate of Saudi Arabia

Mr Abdallah Ibn Soleiman Al-Khalif

Secretary General of Special Education,
General Presidency for Girls Education

Mr Abdullah Ibn Ghanam Al-Ghanam

Literacy Inspector - General Presidency for
Girls Education

Mr Ahmed Ibn Nasser Al-Tayar

Responsible for Education and Training -
Ministry of Planification

Saleh Al-Omary

Head Adult Education, Ministry of
Education

Mr Abdal Aziz Al-Dubayan

Secretary General of Adult Education

Mr Abdullah Al-Khulaif

Ministry of Education

Mr Ahmed Al Akeel

Adult Education Office Director, Department
of Culture and Education

SENEGAL

M Mamadou Ndoeye

Ministre Délégué chargé de l'Education de
Base et des Langues Nationales,

Membre, Conseil d'administration de l'IUE

SE le Général Mouhamadou Lamine Keita

Ambassadeur du Sénégal à Bonn

M Assane Hane

Secrétaire Général de la Commission
Nationale du Sénégal pour l'UNESCO

M Papa Madefall Gueye

Directeur de l'alphabétisation et de
l'éducation de base, Représentant GTZ
Senegal

M Fossar Souane

Secrétaire Permanent du Centre de
Ressources du Secteur de l'Education Non
Formelle, Coordination Nationale des
Opérateurs en Alphabétisation du Sénégal
(CONOAS)

M Amadou Wade Diagne

Directeur, Alphabétisation-Priorité Femmes

SEYCHELLES

Ms Jeannine M F Benoiton

Head of School, Adult and Continuing
Education,

Ministry of Education and Culture

SLOVENIA/SLOVENIE

Dr Lojze Socan

President of the Experts Group of the
Republic of Slovenia for Adult Education

Dr Vida Andreja Mohorcic Spolar
 Director of the Slovene Adult Education
 Centre

Ms Marjetica Vedenik
 Advisor to the Minister of Education

Prof Dr Peter Tancig
 President of the Slov. Nat. Com. for
 UNESCO

Mag Ms Zdenka Kovac
 State Secretary for Employment, Ministry of
 Labour, Family and Social Affairs

Mr Pavel Zgaga
 State Secretary, Ministry of Education and
 Sport

SOUTH AFRICA/AFRIQUE DU SUD

Ms Tina Joemat
 Minister of Education

Ms Gugulethu T Ndebele-Nxumalo
 Director, Adult Education and Training -
 Department of Education, Head of
 Delegation

Mr Enrico Fourie
 Director of Adult Education, National
 Literacy Co-operation (NGO)

Mr Joseph Samuels
 Lecturer, National Co-ordinator - AETASA

Ms Brenda Catherine Timp
 Education Manager, Dev. Education Policy
 and Impl. Plans for Business and Business
 Partnership

Mr Wilhelm van der Vyver
 Consul, South African Consulate-General
 Hamburg

SPAIN/ESPAGNE

Mr Antonio Peleteiro
 Director General de Formación Profesion y
 Promoción Educativa, Ministerio de
 Educación

Ms Ana Pardo Lopez-Abad
 Consejera Técnica Subdirección General,
 Educación Permanente, Ministerio de
 Educación

Ms Maria Jesus Garrido Calvillo
 Adult Education Expert

Mr Antoni Comas i Baldellou
Minister of Social Welfare, Catalonia

Ms Angela Miquel Anglerill
Directora General, Government of Catalonia

Mr Antoni Gonzalez Senmarti
Expert, Adult Education Department,
Government of Catalonia

Mr Alfons Formariz Poza
Director General, Adult Education Expert,
Government of Catalonia

Ferran Gimenez
Coordinator Socrates Program

SUDAN/SOUDAN

HE Dr Gimbil Kabashore Kuku
Minister of Education, Chairman of National
Commission, Head of Delegation

Mr Ali Yousif Ali
Secretary General, National Council for
Literacy and Adult Education

Prof Ahmed Abdel Halim
Ambassador Sudan, Vienna

Dr Gamar Eldin Ali Garanbaa
Professor for Adult Education,
University of Khartoum

SURINAME

Ms Hildegard Illes
Chief, Literacy Department, Ministry of
Education and Community Development

Mr Adiel Khan Kallan
Assistant Permanent Secretary of Education,
Ministry of Education and Community
Development

SWAZILAND

HO Mr Solomon M Dlamini
Minister of Education, Head of Delegation

Mr David Dlamini
Chief Executive Officer, Sebenta National
Institute

Mr Mpendulo E Khumalo
Senior Inspector Technical,
Ministry of Education

Ms Dorothy Littler
Secretary-General, Swaziland National
Commission for UNESCO

SWEDEN/SUEDE

Ms Ylva Johansson

Minister for Schools and Adult Education,
Head of Delegation

Ms Ulla Carlsson

Senior Administrative Officer,
Ministry of Education and Science

Ms Kerstin Molander

Senior Administrative Officer,
Ministry of Education and Science

Mr Dan Fagerlund

Senior Administrative Officer,
Ministry of Education and Science

Ms Ann-Sofi Lindenbaum

Senior Administrative Officer,
Ministry of Education and Science

Ms Asa Sohlman

Main Secretary, Swedish Commission for the
Promotion of Adult Education and Training

Ms Elisabeth Persson-Grip

Main Secretary, Swedish National Report to
OECD on Financing Lifelong Learning

Ms Ulla-Stina Ryking

Senior Administrative Officer,
Ministry of Education and Science

Ms Ingela Nyman

Director of Education, National Agency
for Education

Ms Anita Börlin

Director of Education, National Agency
for Education

Mr Hans Persson

Programme Officer, Swedish International
Development Cooperation Agency

Mr Staffan Larsson

Professor, University of Linköping

Mr Nils Friberg

Director of Education, Municipal Adult
Education in Kristanstud

Ms Britten Mansson-Wallin

Head of Office, National Council for Popular
Adult Education

Mr Roger Bodin

Swedish Teachers' Union

Mr Sven Salin

National Union of Teachers

Ms Kerstin Mustel

President of Swedish Union of People's
High School Teachers

Mr Anders Falk

Secretary-General, Swedish National
Commission for UNESCO

Ms Ingegerd Wärnersson

Vice-president of the Swedish National
Commission to UNESCO

SWITZERLAND/SUISSE

Mme Regula Schraeder-Naef

Head of Department of Adult Education,
Canton of Zürich, President of Swiss
Conference of Adult Education

Prof Pierre Dominicé

Responsable de l'éducation des adultes,
Université de Genève

M Marino Ostini

Office fédéral de l'éducation et de la science,
Coopération Internationale

M Bruno Santini-Amgarten

Président, Section Education et Société de la
Commission Nationale

Dr André Schläfli

Secrétaire général de la Fédération suisse de
l'Education des adultes

Mme Luciana Rovis

Directrice suppl. de l'ECAP, Fondazione
formazione prof.

Mme Martine Chaponnière

Experte pour le Bureau fédéral de l'égalité
entre femmes et hommes

M Ahlin Byll-Gataria

Chargé de Programme, Direction du
Développement et de la Coopération (DDC)

SYRIAN ARAB REPUBLIC/

REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

Eng M Hatem Al-Honsi

Deputy Minister for Technical Education

Ms Ghada Al Jabi

Director of Illiteracy Eradication, Ministry of
Culture

Dr Adnan Al-Ahmad

Head of Education Foundations Department,
Damascus University

TAJIKISTAN/TADJIKISTAN

Mr Imomuddin Sattorov
2nd Secretary Embassy of Tajikistan in Bonn

Mr Sirachai Sroithong
Director, Thai Trade Center,
Royal Thai Embassy, Hamburg

THAILAND/THAILANDE

HE Mr Kasit Piromya
Thai Ambassador, The Federal Republic of
Germany, Advisor to the Head of Delegation

Dr Suvit Pichayasathit
Instructor, Northern Regional Non-Formal
Education Centre

Dr Kasama Varavarn
Chairperson of UIE Executive Board, Head
of Thai Delegation, Director-General,
Department of Non-formal Education

Lady Thanphuying Sumalee Chartikavanij
Honorary Chairperson, Thai Women Watch,
Advisor, National Council of Women of
Thailand, Honorary Pres., Int. Pan
Pacific/South East Asia Women's
Association

Dr Sasithara Pichaichannarong
Deputy Permanent Delegate of Thailand to
UNESCO

Ms Vachiraporn Amaritanan
Acting Head, Foreign Relations Section,
Planning Division, Non-Formal Education
Department

Mr Sthan Suwanraj
Director, Northeastern Regional Non-Formal
Education Centre, Deputy Head of
Delegation

Mr Phaisarn Wiangsima
Performer

Mr Charoon Maladuang
Director, Roi Et Provincial Non-Formal
Education Centre

Mr Samer Khejorarak
Performer

Ms Wilawan Sornsil
Director, SISAKAT Provincial Non-Formal
Education Centre

**THE FORMER YUGOSLAV
REPUBLIC OF
MACEDONIA/L'EX-REPUBLIQUE
YUGOSLAVE DE MACEDOINE**

Ms Divna Lakinska-Popovska

Professor at the Faculty of Philosophy,
University Sv. Kiril and Metodij

Mr Jugoslav Minoski

Deputy Director of the Institute of Pedagogy
of Macedonia

Mr Kiro Bahiski

Associate, Macedonian Privatisation Agency

TOGO

M M'bao Tadjalla

Directeur de l'Alphabétisation et de
l'Education des Adultes

M Sambiani Lare

Secrétaire Général, Commission Nationale
pour l'UNESCO

TONGA

Dr Ana Maui Taufeulungaki

Deputy Director of Education,
Ministry of Education

TUNISIA/TUNISIE

Mr Houcine El Oued

Secrétaire Général de la Commission
Nationale Tunisienne pour l'UNESCO,

Ministère de l'Education Nationale

M Mohamed Knani Gsouma

Directeur de la Lutte contre l'Analphabétisme
et de l'Education des Adultes,

Ministère des Affaires Sociales

M Habib Thabet

Chargé de Mission, Ministère de la
Formation Professionnelle et de l'Emploi

M Abedessatar Ben Nour

Directeur Général des Prison et de la
Rééducation, Ministère de l'Intérieur

Mme Salova Darghouth

Membre du Bureau, Union Nationale des
Femmes de Tunisie

Mme Sarra Chaambouni

Membre du Comité Supérieur des Droits de
l'Homme

M Imed Torjemane

Consulat de Tunisie, Hambourg

TURKEY/TURQUIE

Mr Mahmut Hackali

Attaché for Education of Turkish Consulate,
Hamburg

TUVALU

Mr Pita Polavola

Assistant Secretary, Ministry of Health and
Human Resources Development

UGANDA/UGANDA

HO Janat Mukwaya

Minister of Gender and Community
Development

HO Jim Muhwezi

Minister of State for Education

Mr Ben Otto

Permanent Secretary, Ministry of Education

Ms Anastasia Nakkazi

Secretary General, UNESCO National
Commission, Ministry of Education

Mr Herbert Baryayebwa

National Coordinator Functional Adult
Literacy, Ministry of Gender and Community
Development

Ms Tereza Kakooza

Senior Lecturer, Makerere University

Ms Ruth N Kiwanuka

Coordinator

UKRAINE

Mr Juri Durkot

First Secretary, Embassy of Ukraine in
Germany, Head of Delegation

Mr Ilya Kvas

3rd Secretary, Secretariat of the National
Commission of Ukraine for UNESCO

UNITED ARAB EMIRATES/**EMIRATS ARABES UNIS**

HE Mr Mohamed Abdulla Fares

Assistant Undersecretary for Educational
Affairs, Ministry of Education

Dr Mohamed Khalfan Al Rawai

Head of Department - UAE University

Mr Ahmed Salem Saeed Al Shaiba

Head of Department - Ministry of
Information & Culture

Mr Ahmed Al Muhairi

Administrative Manager - Ministry of Labour
and Social Affairs

Ms Fatima Mohamed Hadi

Director - Women Union, Sharjah

Mr Ismail Abdulla Al Husani

Secretary General - Teachers Association

Ms Fatima Al Malik

Director - Cordoba Center, Dubai

Mr Mohammad Albanna

Director of Adult Education,

Ministry of Education

Dr Zainab Al-Adab

Academic Staff at Unites Arab Emirates
University

**UNITED KINGDOM OF GREAT
BRITAIN AND NORTHERN
IRELAND/**

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD**

Dr Kim Howells

Minister of Lifelong Learning, Department
for Education and Employment

Mr Damian Mcgrath

Private Secretary to Dr. Howells,
Department for Education and Employment

Ms Felicity Everiss

Manager, Division for Individual Learning,
Department for Education and Employment,
Head of Delegation

Prof Robert Fryer

Chair, National Advisory Group for Adult
Learning

Mr Alan Tuckett

NIACE, Vice-Chair, National Advisory
Group for Adult Learning

Ms Marie Devall

Individual Learning Division, Adult Learning
in International Work, Department of
Education and Employment

Mr Gareth Dent

Individual Learning Division, Adult
Guidance and Lifelong Learning, Department
for Education and Employment

Mr Terry Allsop

Senior Education Adviser, Department for
International Development

Ms Sheelagh Pidduck

Further Education Specialist, Department of
Education for Northern Ireland

Mr Paul Nolan

Director, Workers' Education Association,
Northern Ireland

Ms Pauline Clarke

International Relations Division, Department
for Education and Employment

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA/

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Mr Bilal Bilal Gharib

Adult Education Expert

URUGUAY

Mr Samuel Lichtensztejn

Ministro de Educación y Cultura

Dr Rodolfo Lémes Calvente

Director Nacional de Educación del
Ministerio de Educación y Cultura

Ms Teresita Gonzalez Alfaro

Gerenta Programas Especiales,
Administración Nacional de Educación
Pública

VENEZUELA

Mr Victor Court

Director de Educación de Adultos de
Venezuela, Ministerio de Educación

YEMEN

Dr Yahia Mohamed Al-Shaibi

Minister of Education, Chairman of the
Yemeni National Commission for Education,
Culture and Science

Mr Mohammed Abdulla Alshami

Deputy Minister of Education, Chief of
Literacy and Adult Education

Mr Ali Muhsen Al-Amir

Secretary General of Yemen National
Commission for Education, Culture and
Science

Ms Fouzia Ahmed Noaman

Representative of National Commission for
Women

Dr Waheeba Farée Al-Fakih

Directrice de l'Université ARWI pour les
Sciences et la Technologie

Dr Yahia Abdul Wahab Al-Saidi

IBB University

ZAMBIA/ZAMBIE

Ms Felicitas Musamba Chinanda

Programme Officer for Education, Zambia
National Commission for UNESCO

ZIMBABWE

Ambassador S G Chigwedere

Permanent Secretary, Ministry of Education

Mr Evison James Muti Chief Education
Officer, Ministry of Education

Associate Members / Membres associés

ARUBA

Mr Octavien Spanner

Secretary General, Aruba National
Commission for UNESCO

Ms Carmen Lopez

OC Consultant, Human Resource
Development

NETHERLANDS ANTILLES/

ANTILLES NEERLANDAISES

Dr Leon Faneyte

Educational Psychologist/Educationalist,
Ministry of Education, Iniativa Partikular
Korsou (IPK)

Dr Roilis Kleinmoedig

Lecturer Adult Education, Secretary, Human
Resource Development Foundation

Dr Gilberto AdoptieLecturer Adult
Education, President, Pro Alfa

Non-Member States / Etats non Membres

HOLY SEE/SAINT-SIEGE

Monseigneur Lorenzo Frana

Observateur permanent du Saint-Siège

auprès de l'UNESCO

Ms Diana Estill

Adult Learner, Educator, Freelance Writer

Mr Wesley Payne McClendon, Jr

National Alliance of Business

UNITED STATES OF AMERICA/**ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

Ms Patricia W McNeil

Assistant Secretary, US Department of Education, Head of Delegation

Mr Ronald S Pugsley

Director, Division of Adult Education and Literacy, Office of Vocational and Adult Education

Mr Hugh Berry

Office of Special Education Programs, US Department of Education

Dr Alexander N Charters

Private Sector Coordinator for the UNESCO Conference

Mr John Comings

Director, National Center for the Study of Adult Learning and Literacy, Harvard University

Mr Amos Jim Dye

Assistant to Administrator, Cooperative State Research, Education and Extension Service, Department of Agriculture

Mr William W McIlhenny

Permanent Observer of the United States to UNESCO, American Embassy in Paris

Dr Maigenet Shifferraw

Education Consultant, Division of Adult Education and Literacy

Ms Sondra Stein

Senior Research Associate, National Institute for Literacy

Ms Susan Imel

Senior Research Specialist, Center on Education and Training for Employment, Ohio State University

Palestine

Ms Heiam Abu Gazala

Ministry of Education, Center for Adult
Education in Beirzeit University

Mr Tawfik Tellawi

Higher Committee for Adult Education

Representatives of Organisations of the United Nations System /

Représentants d'Organisations du système des Nations Unies

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Mr Kalim Qamar

Senior Officer, Research, Extension and Training Division, Sustainable Development Department

International Labour Organization (ILO)/Organisation internationale du travail (OIT)

Ms María Angélica Ducci

Chief of Training Policies

Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS)/Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)

Ms Sofi Ospina

Temporary Adviser - RUN UNAIDS

Exhibits N°° 69

United Nations Children's Fund (UNICEF)/Fonds de Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Mr Neill Howard McKee

Regional Communication Officer,

MEENA and SARA

Ms Mary Joy Pigozzi

Senior Advisor - Education

United Nations Development Programme (UNDP)/Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Ms Anjimile Mtila Doka

Senior Adviser, Social Analysis and Policy

Mr Richard Jolly

Special Adviser to the Administrator

Dr John Lawrence

Principal Technical Adviser, Human Resources Development

United Nations Population Fund (UNFPA)/Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Mr O J Sikes

Chief, Education, Communication and Youth Branch

World Health Organization (WHO)/Organisation mondiale de la santé (OMS)

Ms Ilona Kickbusch

Director, Division of Health Promotion, Education and Communication

Mr Hamadi Benaziza

Health Education Specialist, Office of the
Director, Division of Health
Promotion, Education and Communication

OBSERVERS / OBSERVATEURS

Organisations of the United Nations System /

Organisations du système des Nations Unies

World Bank/Banque mondiale

Mr John Oxenham

Senior Training Officer, New Products & Outreach Division

Dr David Fretwell

Senior Employment and Training Specialist,
Central and Southern Europe Department,

Human Resources Operational Division

Ms Rosemary Bellew

Senior Education Planner

Intergovernmental Organisations / Organisations Intergouvernementales

Arab Bureau of Education for the Gulf States (ABEGS)/Bureau arabe de l'éducation pour les Etats du Golfe (ABEGS)

Prof Dr Mohamed Abdulla Al-Mannie

Supervisor Department of Education,
Science and Higher Education

Mr Abdulazif Alsunbul

Deputy Director General of ALECSO

Commonwealth Secretariat (CEC)/Secrétariat des pays du Commonwealth (CCE)

Dr Lucy Steward

Arab League Educational, Cultural and Scientific Organization (ALECSO)/

Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO)

Mr Mohamed El Mili Brahim

Director general of ALECSO

Chief Programme Officer

European Commission (EC)/Commission européenne (CE)

Dr Thomas O'Dwyer

Director-General for Education, Training & Youth

Dr Joachim Fronia

Head of Unit, Language Competences, Open and Distance Learning, Adult Education

Ms Angela Vegliante

Expert, Directorate for Education, Training and Youth

Ms Jeanne Garrebeek

Official, Directorate for Education, Training and Youth

Mr Barrie Wilson

Official, Directorate General for Development

Inter-American Development Bank (IDB)/

Banque interaméricaine de développement (BID)

Mr Claudio De Moura Castro

Chief, Social Program Division

International Tribunal for the Law of the Sea/

Tribunal international du droit de la mer

Mr Thomas A Mensah

President

Ms Katrin Benner

Press Assistant

Islamic Educational Scientific and Cultural Organization (ISESCO)/Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO)

Dr Seydou Cisse

Specialist of Programmes at ISESCO Education Directorate

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)/Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Mr Abrar Hasan

Head of Education and Training Division

M Thomas Alexander

Director, OECD - France

M Jarl Bengtsson

Conseiller, OECD - France

Mr Peter Easton

Consultant, Club du Sahel, OECD - France

Ms Dana Fischer

Club du Sahel, OECD - France

Mme Koumba Boly

Conseillère en Formation et Recherche,

OCDE Club du Sahel, Burkina Faso

Ms Molly Melching

Directrice, TOSTAN, OCDE Club du Sahel,
Sénégal

Ms Noeleen El Hachem

Secretary

International Non-Governmental Organisations /

Organisations internationales non gouvernementales

Invited in accordance with document 149 EX/7, Executive Board decision 3.2.3

Lin Ching Hsia

**Asian and South Pacific Bureau of Adult
Education (ASPBAE)/Bureau de l'Asie et
du Pacifique Sud de l'éducation des
adultes (ASPBAE)**

Dr Rajesh Tandon

President, ASPBAE

Ms Maria Lourdes Almazan-Khan

Secretary General ASPBAE

Association for World Education (AWE)/

**Association pour une éducation mondiale
(AWE)**

Mr Ove Korsgaard

President of AWE, Denmark

Prof Dani Wadada Nabudere

Vice-President AWE, Uganda

Mr Edicio Dela Torre

Vice-President AWE, Philippines

Ms Inger Höjlund

International Coordinator AWE, Denmark

Mr Ole Borga

Vice-President of the Danish AWE-Chapter

Mr Jakob Erle

Chairman of the Danish AWE-Chapter

Ms Teresa Quiroz

Member of International Council AWE

Catholic International Education Office (OIEC)/Office international de l'enseignement catholique (OIEC)

Mr Xavier Burin

Secrétariat Général de l'OIEC

Père Max Cloupet

Représentant Permanent de l'OIEC auprès de l'UNESCO

Mr Jacques Charzat

Membre de la Représentation Permanente de l'OIEC auprès de l'UNESCO

Mr Gabriel Diam

Education International (EI)/

Internationale de l'éducation (IE)

Ms Hanna Witkowska

Member of Executive Board

Mr Gerd Köhler

Chairperson, Education International Standing Committee on Higher and Further Education

Mr Ulf Fredriksson

Co-ordinator Education, Education International

European Association for the Education of Adults (EAEA)/Association européenne pour l'éducation des adultes (EAEA)

Mr Paolo Federighi

President of the EAEA, UNESCO Expert

Mr Lucien Bosselaers

EAEA Secretary-General Belgium

Ms Carme Vendrell

Technical Secretariat at EAEA

Ms Angels Gauchia Vila

Project Secretariat, Older Adults as Helpers in Learning Processes

Mr Johanni Larjanko

EAEA Information Office, FAEA-Finland

Mr Altsi Toiviainen

EAEA Information Office, FAEA-Finland

Mr Hubert Hinnekint

International Community Education Association (ICEA)/Association internationale d'éducateurs de communauté (ICEA)

Mr Robert Francis Garcia

Popular Education for People's Empowerment (PEPE)

Ms Pauline Murphy

Director, Women's Opportunity Unit, University of Ulster

International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU)/Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

Ms Anne Bruvik-Hansen

Education and Training Section, LO Denmark

Ms Renate Peltzer

Relations with United Nations, ICFTU and DGB-Bundesvorstand

Mr Jürgen Sendler

Head of Department for Trade Union Education

International Congress of University Adult Education (ICUAE)/Congrès international de l'enseignement universitaire pour adultes (CIEUA)

Prof John Field

Editor, ICUAE-Journal, Professor, University of Ulster

Dr John F Morris

Secretary - Treasurer

International Council for Adult Education (ICAE)/Conseil international d'éducation des adultes (CIEA)

Ms Lalita Ramdas

ICAE President

Ms Rosa Maria Falgas Casanova

ICAE Vice President (Europe)

Mr Raymond Des Rochers

ICAE Executive Director

Mr Owor Peter Minor

Program Officer, Multi-Purpose Training and Employment Association, Uganda

Ms Rosa Muraguri-Mwololo
LEAP resource person, Nairobi, Kenya

Ms Shirley Follen
LEAP resource person, TLC, Toronto,
Canada

Ms Celita Eccher
GEO Coordinator, REPEM, Montevideo,
Uruguay

Ms Maria Luz Garrido Revelley
GEO Member, Montevideo, Uruguay

Ms Marcela Ballara
ICAE-GEO Canada, REPEM, Montevideo,
Uruguay

Ms Souraya Khalil-Khourie
Strategic Planning Coordinator

Mr. Tapani Ojasti
P&HR Coordinator, Vantaa, Finland

Ms Schula Koenig
Tribunal Coordinator

Ms Eva Kupidura
ICAE Resource Centre & Outreach
Coordinator

Ms Dina Craissati
Consultant, researcher

**International Federation of Training
Centres for the Promotion of Progressive
Education (FICEMEA)/Fédération
internationale des centres d'entraînement
aux méthodes d'éducation active
(FICEMEA)**

Mr Claude Vercoutère
Secrétaire Général

**International Federation of University
Women (IFUW)/Fédération
internationale des femmes diplômées des
universités (FIFDU)**

Ms Ursula Hahn
Representative, IFUW-CIR

**International Federation of Workers'
Education Associations
(IFWEA)/Fédération internationale des
associations pour l'éducation (FIAET)**

Ms Katherine Maloba-Caines

Mr Jan Mehlum
General Secretary of IFWEA

Ms Alana Dave
Project Coordinator

Ms Katherine Peet

International Mouvement ATD Fourth World (ATD)/Mouvement international ATD Quart Monde (ATD)

M Jean Tonglet
Secrétaire Exécutif

**International Reading Association (IRA)/
Association internationale pour la lecture (IRA)**

Dr Scott Walter
Director of International Development, IRA

International Union of Students (IUS)/Union internationale des étudiants (UIE)

Mr Samwin Banienuba
Secretary General

Mr Ingo Jäger
Regional Secretary for European, North American and other Industrialised Countries

Mr Alex Pawlitschko
Assistant of Regional Secretariat

Latin American Council for Adult Education (CEAAL)/Conseil latino-américain d'éducation des adultes (CEAAL)

Ms Rosa Maria Alfaro Moreno
Co-ordinator in communication

Mr Noel Aguirre
Director

Mr Sergio Haddad
Mr Carlos Zarco
General Secretary

Mr José Renato Soethe
Professor, investigator, CEDOPE

Mr Fernando Gonzalez Santos
Co-ordinator

World Confederation of Teachers (WCT)/Confédération syndicale mondiale des enseignants (CSME)

Mr Gust van Dongen
Membre du Bureau confédéral de la CSME, chargé de l'Education des Adultes

**World Education (WE)/Education
Mondiale (EM)**

Ms Archana Dhakhwa

Administration Officer

Ms Sally Waldron

Vice-President

Ms Sharon Hauptman

Sign Language Interpreter

Ms Beverly Hollrah Sign language
interpreter, interpreter trainer

World Federation of the Deaf (WFD)/

Fédération mondiale des sourds (FMS)

Dr Roslyn Rosen

Vice-President for Academic Affairs at
Gallaudet University

Ms Anne-Marie Wikström

Swedish National Association of the Deaf

International Non-Governmental Organisations /

Organisations internationales non gouvernementales

Invited in addition to document 149 EX/7, Executive Board decision 3.2.3

Academy of Education (AV)

Prof Dr Ladislav Skyva

Vice-President of AV and Professor of

University of Zilina

**Acao Educativa Assessoria, Pesquisa e
Informacao**

Mr Sérgio Haddad

Executive Secretary

Action Aid Uganda

Mr James Kanyesigye

Reflect Coordinator

Dr Hanno Schindele

Desk Officer Africa, Adult Education and Development

Action Nord Sud Département Pluridisciplinaire d'Handicap International

Ms Catherine Delcroix-Howell

Directrice des Programmes d'ANS (HI)

Adult Educators and Trainers Association of South Africa (AETASA)

Mr Fakazani Mgwaba

Ms Botlhale Nong

National Co-ordinator of AETASA

ACTION AID

Mr David Archer

Mr Elston Seppie

ADEMO Mozambique Civil Handicap Organisation (ADEMO)

Mr Carlos Antonio Manhica

Assistant Secretary General

Training Officer

Ms Mpume Nkabinde

National Co-ordinator, Adult Education: PG
Bison: AETASA Affiliated Member**Adult and Community Education Association (ACEA)**

Ms Ngaire Te Hira

Ms Nkosinathi Hlathuka

Adult Learner

Ms Ann Brigden

African Women's Development and Communication Network (FEMNET)**Adult Education and Development, Institut für Internationale Zusammenarbeit (IIZ)**

Dr Michael Samlowski

Ms Sara Longwe

Chair, Board of FEMNET

Project Director, Adult Education and Development

Ms Juliette Dworzak

Chair, Board of Trustees

Alcadeo A.C.

Ms Laura Frade

REPEM

AMARC

Dr Rafael Roncagliolo

President

American Association for Adult and Continuing Education, International Unit (AAACE)

Dr Gretchen T Bersch

University of Alaska Anchorage

Ms Yvonne E S Fiskum

Adult Learning Center

American Association for Adult and Continuing Education (AAACE)

Dr John A Henschke

President

Dr Lorilee R Sandmann

President-elect

American Council on Education The Center for Adult Learning and Educational Credentials (ACE)

Mr Stephen Sattler

Director of Outreach and Communications
ACE

Ms Susan Robinson

Interim Director, Center for Adult Learning

Amnesty for Women Städtegruppe Hamburg e.V.

Ms Prapairat Olan Mix

Ms Victoria Morales Seifert

Amt für Berufs- und Weiterbildung

Mr Reiner Adam

Studiendirektor

Andhra-Pradesh Mahila Samatha Society

Ms Padmauathi Yedla

State Programme Director

AONTAS National Association of Adult Education (AONTAS)

Ms Bernadette Brady

Director

Ms Hilary Scanlan

Coordinator Tralee Women's Forum

Mr John Ryan

Secretary

**Arbeitskreis deutscher Bildungsstätten
e.V. (AdB)**

Ms Mechthild Merfeld

General Secretary, AdB

Dr Bernhard Schalhorn

Director, Ost-Akademie Lüneburg

artefact e. V.

Ms Christiane Delfs

**Asia/Pacific Cultural Centre for UNESCO
(ACCU)**

Mr Shigeru Aoyagi

Director, Literacy Promotion Division

ASMITA Resource Centre for Women

Ms Vasanth Kannabiran

Consultant

**Asociacion Intersectorial para el
Desarrollo Economico y el Progreso Social
(CIDEP)**

Mr Felipe Rivas Villatoro

Director

**Asociación para el Desarrollo de la
Educación de Personas Adultas de
Andalucia**

Mr Antonio Vidal Arias

Asesor Ettore CELPI

ASPBAE-Japan (ASPBAE)

Mr Minoru Mori

Secretary General

ASPBAE-Singapore (SACE)

Mr Munn Onn Chia

Singapore Association for Continuing
Education

**Associates in Research and Education for
Development Inc. (ARED)**

Dr Sonja Fagerberg-Diallo

Director

Association Algérienne d'Alphabétisation

Ms Aicha Barki

Présidente

**Association des Femmes de Carrière
Juridique**

Ms Paulina Jacob

Présidente, Association des Femmes de
Carrière Juridique, Vice-présidente,
Fédération Internationale de Femmes de
Carrière Juridique

**Association for the Advancement of
Education**

Prof Mona Makram-Ebeid

Former Member of Parliament, Egypt,
President of Association for the
Advancement of Education

**Association for the Development of
Education in Africa (ADEA)**

Mr Richard Sack

Executive Secretary

**Association Internationale des Charités
(AIC)**

Mme Anne Sturm

Member BE International

**Association Nationale pour
l'Alphabétisation et la Formation des
Adultes (ANAFa)**

M Babacar Diop

Président

M Djibril Gueye

Coordinateur de Programmes

**Association of Estonian Adult Educators
ANDRAS (AEAE ANDRAS)**

Ms Merle Loehmus

Director Development Center

Mr Andi Tamm

Board Member

Association pour la Promotion des Batwa

M Anicet Ndemeye

Secrétaire-Comptable

**Associazione Italiana di Educazione degli
Adulti (AIDEA)**

Ms Edi Fanti

Ms Grazia Asta

**Australian Association for Environmental
Education Inc (AAEE)**

Mr Bernard Lovegrove

ASBAE Program Officer

**Australian Association of Adult and
Community Education Inc (AAACE)**

Ms Prue Madsen

Secretary

Dr Roger Morris

President AAACE

**Bangladesh Indigenous and Hill Peoples'
Association for Advancement (BIHPAA)**

Ms Tandra Chakma

Teacher

**Behörde für Schule, Jugend und
Berufsbildung**

Mr Siegfried Hahn

Abteilungsleiter

Berufsförderungswerk Hamburg

Ms Gabriele Roessler Fackelmann

Ms Margret Schneider-Hust

Biomass Users Network

Ms Lucy Ann Ruzive

Environmental Officer

Buraku Liberation League (BLL)

Ms Kazuko Tuskamoto

Mr Masanori Tujimoto

Ms Setsuko Nishii

Ms Sadae Honda

CADEP José María Arguedas

Ms Hilda Canari Loaiza

Responsable de Alfabetizacion

**Canadian Association for the Study of
Adult Education**

Dr Michael R Welton

Past President

**Canadian Center for Multicultural
Development and Documentation
(CCMDD)**

Dr Walter Temelini

President of CCMDD

Caribbean Institute of Technology (CIT)

Mr Esmund Ramesar

Former Director of Continuing Studies at the
University of the West Indies, St. Augustine

Caribbean Regional Council for Adult Education (CARCAE)

Mr Renford Shirley

President

Ms Vilma McClenan

Executive and Acting Secretary

Carl-Duisburg-Gesellschaft, Regional Office Bremen (CDG)

Ms Elke Kerker

Casa de los Escritores en Lenguas Indígenas

Mr Natalio Hernández

Director

Center for Environmental Concerns c/o Learning for Environmental Action Prog. (CEC)

Mr Jose Roberto Guevara

Head of Education and Training Department,
Executive Council Member of ASPBAE

Center for the Advancement of Women (CAW)

Ms Maria Anna Knothe

Director

Ms Daria Sowinska

Training Project Manager

Center for Women's Resources (CWR)

Ms Grace Noval

Education Coordinator of Education and Training Desk

Ms Cecilia Sipin

Directress St. Alphonsus Liquori Integrated School, Consultant on Literacy

Center of Arab Women for Training and Research (CAWTAR)

Dr Naima Ben Aicha

Director

Central King Country Rural Education Activities Programme (CKC REAP)

Ms Ngarau Tarawa

Maori Community Education Officer

Central New York Coalition for Adult & Continuing Education (CNY/CACE)

Dr Thomas Phelan

President of CNY/CACE, Manager of Emergency Planning and Employee Communications

Centre Africa Obota

Mr Dorothé Didier Rodriguez

Coordonnateur du Programme d'Education civique

Ms Jane Paiva

Teacher

Centre Africain de Formation pour le Développement (CENAFOD)

M Ben Sékou Sylla

Directeur Exécutif

Centro de Estudios Sociales y Publicaciones (CESIP)

Ms Ana Vásques Gardini

Director

Centre de Documentation sur l'Education des Adultes et la Condition Féminine (CDEACF)

Mme Rosalie Ndejuru

Directrice

Centro de Informacion y Desarrollo de la Mujer (CIDEM)

Ms Ximena Machicao Barbery

Executive Director

Centre Universitaire de Formation Continue EUROALFA

M Alfonso Lizaraburu

UNESCO-UIE Expert, Secrétaire Général EUROALFA

Centro de Investigación y Promoción Educativa y Social (CIPES)

Ms M Rosa Lavecchia

Gender and Education Projects Coordinator

Centro Cultural Driki

Mr Fausto Sandoval Cruz

Responsable de proyectos educativos

Centro Internacional de Prospectiva y Altos Estudios (CIPAE)

Mr Luis Benavides

Director General

Centro de Criacao de Imagem Popular (CECIP)

Ms Wanda Abrantes

Teacher

Centro Orientamento Educativo (COE)

Mr Corradino Di Sante

Professor

**Centro UNESCO de San Sebastián
Centro de Formación UNESCO**

Dr Juan María Ferreras Orbegozo

Presidente / Professor

Mr Juan Ignacio Martínez de Morentin de Goni

Rector

**Cidadania, Estudo, Posquisa, Informacão
e Acção (CEPIA)**

Dr Jacqueline Pitanguy

Director CEPIA, Member of UIE Governing Board

**Coalition of Lifelong Learning
Organizations c/o NAEPDC (COLLO)**

Dr Elizabeth Tisdell

Professor at Antioch University Seattle

Collectif d'Alphabétisation, a.s.b.l.

Ms Catherine Stercq

Coordinatrice

Mme Anne Loontjens

Coordinatrice

**Comité Inter-Etat de Lutte contre la
Sécheresse au Sahel (CILSS)**

M Moustapha Yacouba

Coordinateur de projet

**Committee for Cultural and Educational
Action International Council of Museums
(CECA)**

Ms Nicole Gesché Koning

Chairperson

**Committee on Educational Research in
Cooperation with Third World Countries**

Dr Siguor Bakke-Seeck

Dr Christiane Hopfer

Researcher, Committee on Educational Research in Cooperation with Third World Countries, Technical University

Dr Madhu Singh

Technical University Berlin

Mr Gregor Wojtasik

**Commonwealth Association for the
Education and Training of Adults
(CAETA)**

Mr Edwin Keith Townsend-Coles

Confederacion de Mujeres de Brasil

Maestra Clemia Maranhao

Vice Presidenta

Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE)

Mr Luis Montaluisa

Técnico de Educación Intercultural Bilingüe

Confederación General de Trabajadores Campesinos de Bolivia (CGTCB)

Mr Felix Wilka Puma

Confederación Indígena Tairona

Mr Rubiel Zalabata

Lingüista Asesor de Programas Bilingües

Conseil Régional pour l'Education et l'Alphabétisation en Afrique (CREAA)

M Kilim Bini

Secrétaire Permanent

Consumers International

Ms Margaret Charters

Editor ACCI

Corporación de Derecho Privado, Investigación, Desarrollo de Programas de Salud Social y Cultural para la Tercera Edad

Ms Nelly Schwartz

Cotidiano Mujer (COTIDIANO)

Sra Lilián Celiberti

Coordinator

Creative Activity for Everyone (CAFE)

Mr Mel MacGiobúin

Programme Development Worker

Ms Nuala Hunt

Learning Wheel Training coordinator

Danish Council for Adult Education

Mr Flemming Palle Hansen

Associate Professor

Ms Inger-Marie Dyrholm

Secretary-General, Head of National Council

Mr Kent Mikkelsen

International Secretary, Danish Council for Adult Education

**D e u t s c h - E v a n g e l i s c h e
A r b e i t s g e m e i n s c h a f t f ü r
E r w a c h s e n e n b i l d u n g**

Mr Andreas Seiverth

Area Manager

**D e u t s c h e G e s e l l s c h a f t f ü r
U m w e l t e r z i e h u n g e . V . (D G U)**

Mr Axel Beyer

Director

**D e u t s c h e r V o l k s h o c h s c h u l v e r b a n d e . V .
(D V V V H S)**

Mr Josef Müller

Dr Rudolf Camerer

Director Hamburger Volkshochschule

Mr Werner Hutterer

Director Volkshochschule Norderstedt

Mr Jan Ebben

Aussteller, Journalist

**D e u t s c h e s I n s t i t u t f ü r
E r w a c h s e n e n b i l d u n g (D I E)**

Mr Peter Liebl

Documentation Department

Ms Angela Venth

Coordinator, Department of Development

Mr Heino Apel

Department Development

Mr Heinrich Rübeling

Examinations Office

Ms Beate Zeidler

Examinations Office

**D e v e l o p m e n t E d u c a t i o n C o u n c i l o f J a p a n
(D E C J)**

Mr Yuji Yamanishi

Former Secretary-General, Assistant
Professor of Waseda

Ms Keiko Ueda

Member Steering Committee DECJ,
Assistant Professor of Towa University

D h a k a A h s a n i a M i s s i o n

Mr Kazi Rafiqul Alam

Executive Director

**DIALOGOS Educación y Formación de
Personas Adultas**

Mr Angel Marzo Guarinos

Director Revista DIALOGOS

Ms Esther Aguilera Parejo

Researcher, University of Sevilla

Disabled Peoples International (DPI)

Ms Lissette Demetriades

DPI NY

Ms Lucy Wong-Hernandez

Executive Director

Mr Khalfan H Khalfan

President

Ms Ashuru Ali

Assistant to Mr Khalfan

Education et Formation

M Michel Chourin

Directeur Education

Education for Life Foundation

Mr Roberto Nicolasora

Director for Education

Mr Bert Peeters

Documentation Center Production of ED
Materials

Education Forum

Mr Cielo C Calvelo

Director, Education and Research Centre

Ms Nanette T Abilay

Documentation Officer

EFA Network

Mr Rao Chelikani

**El Colegio de Mexico Centro de Estudios
Sociológicos**

Prof Rodolfo Stavenhagen

**Environment Defense Foundation
(FUNAM)**

Prof Dr Raúl Alberto Montenegro

President

**Environnement et Développement du
Tiers Monde (ENDA)**

M Raphaél Ndiaye

Coordonnateur des secteurs éducation
environnementale et communication

European Center for the Research of Vocational Training (CEDEFOP)

Ms Mara Brugia

Vocational Training Expert

European Playwork Association (EPA)

Mr Tony Dronfield

International Coordinator of Projects

European Symposium on Voluntary Associations (ESVA)

Dr József Katus

President

Federació Valenciana d'Associacions d'Alumnes de Centres d'Epa (FEVAEPA)

Ms Mercedes Párraga Marin

Director

Ms Pilar Fuentes Parra

Vice-President

Federación de Asociaciones de Educación de Personas Adultas (FAEA)

Ms Ana Gonzalez García

Mr Eduardo Cabornero Martínez

Federación Española de Universidades Populares (FEUP)

Ms Isabel García-Longoria Serrano

Coordinadora de Programas

Federation for Women and Family Planning

Ms Wanda Nowicka

Executive Director

Federation of Independent Aboriginal Education Providers Interim Secretariat c/-AAACE (FIAEP)

Ms Yvonne de Vries

Director of Studies, Tranby Aboriginal College, Sydney

Federation of Retired Persons in Europe (FERPA)

Ms Maria-Teresa Lodetti-Quota

Vice-Présidente FERPA et responsable nationale de la politique internationale de la FNP-CISL, Rome, Italy

Federation of Societies for Spread of Knowledge

Prof Dr Evgeny Golovinsky

President

Fédération des Associations des Fouta pour le Développement (FAFD)

Mr Abdoul Hamidou Sy

President

Fédération Internationale des Associations de Personnes Agées (FIAPA)

Mr Noel Rey

Président

M Josef Roigi Serra

Vice président, président de FATEC

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques (FIMARC)

Mme Aline Veigneau

FEMIA Kultur- u. Bildungshaus für Migrantinnen

Ms Ayla Drüssel

Social Worker/Team & Staff Member

Ms Chitra Russo Chrysostom

Social Worker

Ms Patricia Heuberger-Canlas

FEMIA Betriebs-Kommission

Folkbildningsförbundet

Ms Cristina Karlsson

Information and International Secretary

Folkeligt Oplysnings Forbund (FOF)

Mr Kjeld Biering-Sørensen

Head of Office

Mr Sven Myltoft

Head of Office

FOPEN-Solaire

Ms Angele Fatou Sarr

Föreningen för folkbildning Norden-Latinamerika (FoNoLaSol)

Ms Karin Eklund

Board Member

Ms Hilda Gonzalez

Vice President

Forum de ONG's Angolaises (FONGA)

Prof Luansi Lucau

Directeur de Formation

**Forum for African Women
Educationalists (FAWE)**

Ms Salome Muigai

Programme Officer

Essi Sutherland-Addy

Frauen Anstiftung e. V.

Ms Annekathrin Linck

Director of International Department

Ms Petra Sorge

Intercultural Consultant

Ms Angeles Velasquez Figueroa

Freedom School YU

Mr Masahiro Koizumi

Front Line Training

Ms Stella Abasa Dadzie

Training Consultant, NIACE

Fundacion IDEAS

Ms Elizabeth Farias

Subdirectrice

**Gender & Women's Study Institute at the
Aichi Shukutoku University**

Ms Junko Kuninobu

Director, Gender & Womens Study Institute

Prof Kazuyo Yamamotu

Toyo Eiwa Womens University

General Federation of Trade Unions

Ms Ilza Rosa Senna

President of General Federation of Trade
Unions, Brazil

German Overseas Institute

Dr Stefan Brühne

Gesellschaft für Bedrohte Völker (GFBV)

Mr Daniel Zapata

**Gewerkschaft Erziehung und
Wissenschaft International Department**

Ms Mechthild Bayer

Referentin für berufliche Bildung und
Weiterbildung

Grupo de Alfabetizadores Micaela Bastidas

Ms Elena del Rosario Cassana Valdivia

Responsable Area de Formación de Promotores en Alfabetización

Hak-Is The Confederation of Turkish Labour Real Trade Unions

Mr Yusuf Engin

General Secretary for Education

Mr Osman Yildiz

Head of International Department

HEART Trust National Training Agency (NTA)

Ms Lurliene Miller

Principle/Director, Vocational Training Development Institute

Ibn Khaldoun Center for Development Studies

Prof Ibrahim Saad Edin

President

Indian Adult Education Association (IAEA)

Mr B S Garg

President

Mr Ram Nath Mahlawat

Honorary Treasurer

Indian Confederation of Indigenous and Tribal People (ICIPT)

Ms Akay Jhariya Minz

INDRAP

Dr Laouali Malan Moussa

Directeur Général-Adjoint, Club du Sahel

Industrial Social Service (SESI)

Mr Otto Euphorio de Santana

Technical Director, SESI Brazil

Ms Ana Jamila Acosta

Planning, attendance and evaluation of educational projects, SESI Brazil

INET eV Technologie- u. Beratungszentrum für Frauen

Dr Ellen Sessar-Karpp

Director

Dipl. Pol. Ingrid Ellebrecht

Techn./Päd. Geschäftsleitung Frauen Technik Zentrum DFR e.V.

**Initiative Towards a Coalition of
Indigenous and Adivasi Peoples of India**

Ms Anjali Daimari

President, Boro Women Justice Forum

**Institut Canadien d'Education des
Adultes (ICEA)**

Mme Lina Trudel

Directrice Générale

Institut des Sciences de l'Education

Ms Florentina Anghel

Chercheur

**Institut für Internationale
Zusammenarbeit des Deutschen
Volkshochschulverbandes e.V. (IIZ DVV)**

Mr Jakob Horn

Institute Director

Mr Wolfgang Leumer

Deputy-Director of Institute, Responsible for
Asian projects and EAEA Vice-president,
UNESCO Expert

Dr Bettina Strewe

Coordinator for CEE

Ms Cornelia Plesse-Löper

Programme officer

Mr Uwe Gartenschläger

Project Director, Support of Adult Education
in the Russian Federation, St. Petersburg

Prof Paul Fordham

Int. Centre for Education in Development,
University of Warwick

Dr Heribert Hinzen

Project Director, IIZ DVV Budapest

Mr Henner Hildebrand

Project Director, IIZ DVV Addis Ababa

Ms Ursula Klesing-Rempel

Project Director, IIZ DVV Mexico City

**Institute for Planetary Synthesis Geneva
(IPS)**

Ms Lidiya Sheffer

Co-ordinator of international educational
programmes

Institute of Adult Education

Mr Jumanne Mrisho Mayoka

Director

Instituto de Cooperacao Alema para Educacao de Adultos

Mr Vitor Manuel Barbosa

Instituto de la Mujer

Ms Alejandra Valdés Barrientos

Instituto Paulo Freire

Ms Ana Maria Freire

Membro do Consecho

Mr Moacir Gadotti

Director

Inter Africa Group (IAG)

Prof Andreas Esheté

UNESCO Professor of Law, Addis Ababa University and Coordinator for Public Education

Inter Mountain Peoples Education and Culture in Thailand Association (IMPECT)

Mr Sakda Saenmi

Vice Director

International Associates in Adult Education Virginia Tech Graduate Center

Dr Marcie Boucouvalas

President, Adult Learning

Ms Yvonne Rappaport

Treasurer

International Center on Lifelong Learning (ICLL)

Mr William R Langner

President

Ms Charlene Laba

Co-ordinator, College for Continuing Education at Gallaudet University

Mr Richard C Cooper

International Federation of Library Associations (IFLA)

Ms Britt Marie Haggström

President

International Movement against all Forms of Discrimination and Racism (IMADR)

Ms Yong Nyo Lee

Ms Akiko Kishida

Dr Rajko Djuric

President

Mr Hiroshi Kawata

Secretary

**Inuit Circumpolar Conference -
Greenland**

Mr Carl Christian Jonas Olsen

**International Network for Sustainable
Energy (INFORSE)**

Ms Lotte La Cour

ISVOR-FIAT di Torino (ISVOR-FIAT)

Forum for Energy and Development

Dr Osvaldo Busana

Senior-Director

Mr Svend Erik Ladefoged

Forum for Energy and Development

Korean Community

Ms Tatiana Kim

Mr René Karottki

Computer drawing and make-up, Newspaper
Stolichnaya

Secretary

**International Planned Parenthood
Federation (IPPF)**

Kyrgyz Peace Research Center (KPRC)

Ms Pramilla Senanayake

Ms Atyrkul Alisheva

Deputy Director

Assistant Secretary General

Ms Dina Shukurova

International Rromani Union

Editor Member of a Newsletter, Project
Director

Dr Marcel Courthiade

General Secretary, Head of the Education
Section, Rromani Baxt

**La Centrale de l'Enseignement du Québec
(CEQ)**

Mr Laurier Caron

Conseiller

M Marc-André Gagnon

3e Vice-Président

Ms Hélène Hudon

La Voix de l'Enfant

Mme Claire Honigman

Latvian Adult Education Association (LAEA)

Ms Anita Jakobsons

Head of Board

Laubach Literacy Action

Dr Peter A Waite

Executive Director of Laubach Literacy Action

Le Regroupement des Groupes Populaires en Alphabétisation du Québec (RGPAQ)

Ms Nicole Lachapelle

Coordinatrice RGPAQ

Liga PRO EUROPA (LPE)

Ms Smarana Enache

Co-Chair

Lire et Ecrire en Communauté Française

M Didier Caille

Directeur et Administrateur délégué de Lire et Ecrire

Professeur Alain Verhaagen

Chercheur Universitaire, Expert en Alphabétisation, Lire et Ecrire

Mme Rosemarie Nossaint

Formatrice d'Adultes à la FUNOC (Fondation pour l'Université Ouverte)

Literacy Association of Solomon Islands (LASI)

Ms Jane Baeanisia

Literacy Coordinating Council (LCC)

Ms Norma L Salcedo

Head of Secretariat

Ms Maria Lourdes M Luces

Officer of LCC Advocacy and Social Mobilization Programme

Macau Association for Continuing Education

Mr Lawrence Tsui

President

Marmara University, Turkey

Prof Günseli Malkoc

Founder, Adult Education Department

Ms Claire Thomas

Deputy Director

Mr Martin Emerson

Minority Programme Manager

Maryland Literacy Programme

Ms Prem Maslamoney

Facilitator

Mother Child Education Foundation (MOCEF)

Ms Ayla Gokse

General Coordinator

Ms Helena McKinnon

Board Member

Michigan Ethnic Heritage Center

Prof Rodolfo Martinez

Mundo Afro

Mr Romero Jorge Rodriguez

Director general

Mindanao NGO Women's Education Project

Ms Myrna Lim

Museumswerkstatt Fachbereich Kunstgeschichte

Ms Ulla von Gemmingen

Minority Rights Group International

Mr Alan Phillips

Director

NA'AMAT Movement of Working Women & Volunteers (NA'AMAT)

Dr Varda Muhlbauer

Academic Consultant

Ms Susan Brazier

MRG Conference Coordinator

National Association for Educational Guidance for Adults (NAEGA)

Dr Judy Alloway

National Association for the Rights of Disabled People in Lebanon (NARD)

Dr Nawaf Kabbara

President

National Book Trust India

Dr Varsha Das

Chief Editor & Joint Director

National Community Education Association (NCEA)

Ms Starla Jewell-Kelly

Executive Director

National Literacy Cooperation (NLC)

Ms Sheri Hamilton

Education Director

National Literacy Mission

Prof Denzil Saldanha

Unit for Sociology of Education, Tata Institute of Social Sciences, India

Dr J P Gupta

Specialist in Adult Education, New Dehli

National Organisation for Adult Learning (NIACE)

Prof Naomi Ellen Sargent

Executive Member NIACE

Ms Judith Summers

Vice President EACE, Chair NIACE Executive Committee

Ms Anne Poole

NGO-Associate Director, NIACE

Ms Kate Malone

Coordinator Adult Learners' Week

Ms Kay Smith

Coordinator, Adult Learners' Week

Nederlandse Organisatie voor Internationale Ontwikkelingssamenwerking (NOVIB)

Ms Ingrid van Tienhoven

Policy Adviser

Network of Women in Further Education Inc

Ms Sue Shore

Ms Jill Sanguinetti

NIRANTAR - A Center for Women and Education

Ms Malini Ghose

NISAA Institute for Women's Development

Ms Zubeda Dangor

Nomura Center for Lifelong Integrated Education

Ms Yoshiko Nomura

Director General

Ms Hideyo Kimura

Assistant Director

Ms Kiyoko Ubukata

Staff of International Division

Ms Maki Hamada

Interpreter

North American Alliance for Popular and Adult Education (NAAPAE)

Mr Michael James

North American Vice President, ICAE

Mr Chris Cavanagh

President

Northern Policy Research Review Advisory Network on Education and Training (NORRAG)

Mr Sobhi Tawil

Programme Officer, Graduate Institute of Development Studies (Geneva)

Norwegian Association for Adult Education (NAAE)

Mr Nils Totland

Chairman

Ms Astrid Thoner

Senior Executive Officer

NUFFIC Department of Educational Studies and Consultancy (NUFFIC)

Ms Claudine Helleman

Senior Education Adviser

Mr Gerhard W Peter

Senior Education Adviser

Observatoire International des Prisons

Mr Bernard Bolze

Délégué général OIP

Ohio Association for Adult and Continuing Education (OAACE)

Ms Erika Botsch

Chair of the Foreign Exchange Committee

Ms Catherine Wolters

First Vice President

Organisation de la Femme Istiqlaouenne (OFI)

Prof Fatima Alaoui-Housni

Professeur

Organización de Mujeres Indígenas de la Amazonia Peruana (OMIAP)

Ms Segundina Cumapa

Presidenta

Organization of Indigenous Peoples in Surinam (OIS)

Mr Ronald Renardo Aloema

President

Pacific Asia Resource Center (PARC)

Mr Kiyokazu Koshida

Secretary General

Ms Nobuko Ishida

Chief Officer

Pakistan Association for Continuing Adult Education (PACADE)

Mr I Inayatullah

President

Pakistan Institute of Labour Education and Research-Karachi (PILER)

Mr Ali Karamat

Director

Pan African Institute for Development

Mr Amadou Diop

Conseiller en Formation et Recherche

Pan Pacific and South-East Asia Women's Association International (PPSEAWA)

Ms Shirley B Munyan

Parthages asbl

M Pierre Leboutte

Administrateur Délégué

M Lucien Piéret

Paulo Freire Gesellschaft e.V.

Dr Ilse Schimpf-Herken

Ms Wivian Weller

Ms Virginia Alvear Galindo

Ms Ulrike Hanemann

Paulo Freire in Action

Ms Lynne K Jackson

Co-Producer

Peace Brigades International (PBI)

Mr Michael Néy

Project Global Ethic

Ms Angelika Harms

Peacefund Canada

Mr Murray Thomson

Executive Secretary

**Peuple et Culture Union d'Associations
d'Education Populaire**

M Maurice Lefevre

Président

**Philippines Rural Reconstruction
Movement (PRRM)**

Ms Maria Victoria R Raquiza

Policy Advocacy Officer

Mr Isagani Serrano

Vice-President

Plan International Deutschland e.V.

Ms Grit Lahmann

Grant Manager

Ms Heide-Marie Schleinzer

**Polish Association for the Adults
Education (TWP)**

Mr Stanislaw Klukowski

Mr Jan Markowicz

PRIA-International

Ms Vimala Ramachandran

PROEIB ANDES

Mr Luis Enrique López

Asesor Principal de la GTZ en PROEIB ANDES

Ms Alejandra Scampini

Staff member

Ms Maria Regina Prado

Project: Adult Education and the Museum (AEM)

Dr Jutta Thinesse-Demel

AEM - Cultural Manager

REDUC - Latin American Network

Mr Alfredo Rojas

National Program Officer, NPO

Public Broadcasting for a Multicultural Europe

Ms Rakesh Bhanot

Reforma Educativa

Mr Ramiro Dominguez

Coordinador

Red de Educación Popular entre Mujeres (REPEM)

Ms Sonia Corrêa

Social Researcher, REPEM Brazil

Relais Femmes

Mme Jacqueline Nadeau Martin

Coordinatrice générale

Ms Thais Corral

General Coordinator, REPEM Brazil

Research Center for Adult Education (CREA)

Dr José Ramón Flecha Garcia

Director

Ms Hildezia Medeiros

Regional Coordinator - Brazil

Ms Merlè Espanya Forcadell

Professor, University of Barcelona and Researcher of CREA

Ms Santa Maria Matteo

Regional Coordinator - Latin America and The Caribbean

Réseau Education Pour Tous en Afrique Centrale (REPTAC)

Mme Sarah Kala LobeKutta

Psychologue, Coordinatrice Nationale

Mme Palestine Mpondo

Coordinatrice Provinciale

Réseau national des ONG et Associations EFA Education pour tous

Mr Abdoua Mainassara

Vice-Président, REPTNI

Ribat Al Fath Association

Ms Khadija Bannani

General Coordinator of Literacy & Adult Education

Romanian Association for Popular University (ANUP)

Ms Ileana Boeru

President

Rotary International

Dr Richard Walker

General Coordinator of the Literacy and Numeracy Task Force

Prof Eve Malmquist

Area Co-ordinator for Europe, Literacy and Numeracy Taskforce

Rural Litigation and Entitlement Kendra

Mr Avdhash Kaushal

Chairperson

Schweizerische Vereinigung für Erwachsenenbildung (SVEB)

Ms Ruth Freiburghaus

Ms Ruth Meier

Secretariado Paz Justicia y no Violencia de Nicaragua

Ms Pastora Ortega Duarte

Educadora Popular

SEN-Project Session House

Mr Jan de Vries

Senatsamt für die Gleichstellung

Ms Christiane Wilkening

Referentin für female migrants

Ms Sabine Grund

Secretary

**Sindicato dos Trabalhadores nas
Indústrias da Construção e do Mobiliário
de João Pessoa Projeto Escola Zé Peão
(SINTRICOM)**

Dr Timothy D Ireland

University Lecturer in Adult Education,
Co-ordinator of Adult Literacy Project

**Sindicato Nacional de Trabajadores de la
Educación (SNTE)**

Mr Juan Nicolás Calléjas Arroyo

Secretario de Carrera Magisterial

Ms Gabriela Esthel Nunez Gonzalez

Secretaria de Trabajo y Conflictos de
Primarias

Mr Sergio Eduardo Silva Vargas

Secretario de Derechos Laborales y
Organizacion de Educacion normal superior

Mr Gerardo Velasco Toledo

Secretario de Derechos Laborales de
Educacion Tecnológica Agropecharia

**Slovene Adult Education Centre
Andragoski center Republike Slovenije
(ACS-SAEC)**

Dr Zoran Jelenc

Head of Research Centre

**Society for Dissemination of Scientific
Knowledge**

Ms Eszter Piróth

Director

Ms Márta Zoltai

Deputy Director

**Society for International Development
(SID)**

Ms Wendy Harcourt

Director

Ms Jutta Illert

Vice-President Society for International
Development (SID)

Soroptimist International

Ms Joy Clark

Sotoshu Volunteer Association (SVA)

Mr Takafumi Miyake

Chief Program Officer

Prof Shoko Nishioka
Professor of Education, Bukkyo University

Spiral Community Resource Group

Ms Jennifer Horsman
Educator/Researcher, Canadian Congress for Learning Opportunities for Women

Stichting voor Europees VHS Werk

Ms R A E Goezinne-Zijlman

Mr Willem Bax
Secrétaire

Ms Mieke van Groenestijn
Teacher Trainer in Adult Education

Thai-Australia Northern AIDS Prevention and Care Programme (NAPAC)

Dr Usa Duongsaa
Program Manager & Foundation Secretary

Thailand Women Workers Unity Group c/o FES Bangkok (WWUG)

Ms Arunee Srito
Advisor

The Association for Swedish Folk High School Teachers (SFHL)

Ms Ingegerd Akselson Le Douaron

UNESCO Collective Consulting on Literacy and Educational for All

Dr Clinton D W Robinson

Co-President of the UNESCO Collective Consultation on Literacy and Education for All

Union Interfricaine des Droits de l'Homme (UIDH)

Ms Marie Lea Zongo
Consultante

Unione Italiana Lavoratori Pensionati (UILP)

Dr Lucia Graziana Delpierre
Secrétaire UILP, Italy

Unione Italiana Lavoratori Pensionati (UILP)

Ms Liliana Cultrera Montanari
Project-Coordinator, SPI-CGIL

**United Bible Societies Alliance Biblique
Universelle (UBS)**

Dr Mae Alice Reggy

New Reader Consultant

**Verband Österreichischer
Volkshochschulen c/o Landesverband
Kärntner Volkshochschulen (VÖV)**

Dr Gerwin Müller

Chairman

**Verein für Deutsch-Brasilianische
Begegnung im Capoeira e.V.**

Ms Bettina Gude

Ms Cornelia Gude

2nd Chairwoman

Vietnam Women's Union

Ms Tran Thi Hoa

Senior Coordinator

Dr Thi Hanh Vuong

Vice President

**Vlaams Centrum voor Volksontwikkeling
(VCVO)**

Mr Jon Goubin

Researcher VCVO

Ms Iris van Riet

Director, Flemish Centre of Adult Education

Voix d'Afrique Formation

M Jean-Claude Quenum

Directeur de Formation d'Adultes

WAINIMATE

Ms Kerrie Strathy

Education Advisor

**Wendezeit, Kindern eine Zuflucht und
Zukunft**

Ms Gisela Sandmann

**Werkstatt Gesundheit Hamburgische
Arbeitsgemeinschaft für
Gesundheitsförderung**

Ms Gerlinde Zorzi

WOLSON

Dr Jean-Paul Peresson

Directeur WOLSON

**Women's Action for Development
(WAFD)**

Ms Zareen Myles

Executive Director

Women's Association of Romania (WAR)

Ms Liliana Pagu

President

Worker's Education Association (WEA)

Dr Emad Eldin Ibrahim

Director General

Workers University Koco Racin

Mr Jordan Angelowski

Director, Workers University, Skopje

Ms Violeta Ajdinska-Papazouska

Head of the Foreign Language Department

Workers' Education Association (WEA)

Ms Beverley Newman

European Officer, WEA South Wales

Mr Graham Price

General Secretary, WEA South Wales

**World Council of Associations for
Technology Education (WOCATE)**

Prof Dr Walter E Theuerkauf

**World Young Women's Christian
Association (World YWCA)**

Ms Heidi Stolken

**YOUANDI European Communication
Network**

Ms Doris Elbe

Senior Manager, Education and Training

Ms Jolande Leinenbach

Managing Director

**Zimbabwe Women's Resource Centre &
Network**

Ms Thokozile Ruzvidzo

Director

ZNANIE International Association

Mr Efim Malitikov

Minister of Commonwealth of Independent
States (CIS) - Chairman of the
Intergovernmental Committee on
Information and Adult Education, President
ZNANIE

Mr Andrey Zaytsev

Director of Adult Education Center
ZNANIE

Mr Grigori Kljutcharev

Project manager, international consultant

Zonta International

Ms Janine N'Diaye

Foundations and Institutions / Fondations et institutions

Invited in accordance with document 149 EX/7, Executive Board decision 3.2.3

Carlos Chagas Foundation (FCC)

Prof Rubens Murillo Marques

President

German Agency for Technical Cooperation (GTZ)/Agence allemande de coopération technique (GTZ)

Mr Luis de la Torre

GTZ Ecuador

European Lifelong Learning Initiative (ELLI)

Mr W Keith Davies

President

Mr Edelberto Portugal

Education Advisor, Peru

Prof Norman Longworth

Vice-President

Mr Enrique Camargo

Coordinador Educacion Intercultural Bilingue, Bolivia

Ford Foundation/Fondation Ford

Mr David Hargreaves

Consultant of The Ford Foundation,
Managing Director of Learning Media
Limited

Ms Gloria Lara-Pinto

Coordinator Intercultural Bilingual
Education, Ministry of Education, Honduras

Mr Maurice Tadadjeu

Professor at University of Yaoundé,
Cameroon

Ms Isabella A Buagbe

Acting Director, Field Operations, NFED -
Ministry of Education, Ghana

Ms Teresa Valiente-Catter

Consultant, Peru

Mr Wolfgang Küper

Head of Division Education and Science,
Germany

Ms Sabine Speiser

GTZ Germany

Mr Jochen Bundschuh

Co-director INASLA, Argentina

Mr Edward French

Director, Independent Examinations Board,
South Africa

Ms Ayesha Itzkin

Deputy Director, Independent Examinations
Board, South Africa

Ms Yasmeen Hamdan

Advisor to Adult Education Project, Egypt

Dr Rudolf Bode

Advisor to Ministry of Education Egypt

Ms Irene Jäger

Advisor to Adult Education Project, Egypt

Mr Ahmed Mohamed Moustafa

Director of Workers' Education Institute
(WEI), GTZ Egypt

**German Foundation for International
Development (DSE)/Fondation allemande
pour le développement international
(DSE)**

Dr Ingrid Jung

Programme Officer Basic Education Section,
Education, Science and Documentation
Centre

Ms Anja Frings

DSE, Bonn

International Literacy Institute (ILI)

Prof Daniel A Wagner

Director ILI and Professor of University of
Pennsylvania

C J Daswani

Consultant, UNESCO, New Delhi

Mr Scott Murray

Director, Special Surveys, Statistics Canada

Dr Sibry Tapsoba

IDRC

Dr Francis X Sutton

Advisory Board, ILI

Dr Mohamed Maamouri

Associate Director, ILI

Dr Minda C Sutaria

SEAMEO INNOTECH - Manila,

Advisory Board, ILI

Kellog Foundation/Fondation Kellog

Ms Rosa Maria Torres

Program Director for Latin American and
Caribbean - Kellog Foundation

**Swedish International Development
Authority (SIDA)/Agence suédoise d'aide
au développement international (SIDA)**

Dr Agneta Lind

Sida Adviser, Panel Coordinator

Mr Ingemar Gustafsson

Head of Policy Secretariat, Dept. for
Democracy and Social Development, DESO

Foundations and Institutions / Fondations et institutions

Invited in addition to document 149 EX/7, Executive Board decision 3.2.3

Addis Ababa University Faculty of Education

Dr Tilahun Workineh

AKAD

Mr Horst Moehle

Adviser in the field of adult distance education

Prof Dr Kurt W. Schönherr

Former Director

Association Culturelle d'Aide à la Promotion Educative et Sociale (ACAPES)

Mr Bougouma Diagne

Secrétaire Général

Mr Abdoul Hamidou SV

President FAFD/ACAPES

Association for Educational Gerontology, School of Postgraduate Medicine Keele University

Ms Alexandra Withnall

Lecturer

Bundesanstalt für Arbeit

Mr Werner Steckel

Leiter des Referates Fortbildung und Umschulung, Bundesanstalt für Arbeit, Nürnberg

Mr Karl-Heinz Klemann

Leiter der Abteilung Arbeitsvermittlung und Arbeitsberatung, Bundesanstalt für Arbeit, Nürnberg

C.S. Mott College

Dr Linda Martinez

Professor

Camara Municipal de Goiânia

Mr Fabio Tokarski

Vice Presidente, Comissão de Educação

Center for Gender and Development Studies University of West Indies

Ms Ann-Marie Smith

Researcher/Project Coordinator

**Centre d'Etudes et de Recherche sur le
Moyen Orient (CERMOC)**

Mr Riyad Mustafa

Researcher

**Centre de l'Apprentissage Continu de
l'Université Sophia**

Prof Hiroshi Yamamoto

**Centre for Adult and Continuing
Education University of Western Cape**

Prof Shirley Walters

Director

**Centre for Adult Education University of
Natal**

Mr John Aitchison

Academic

**Centre for Popular Education University
of Technology (UTS) (UTS)**

Prof Griff Foley

Director

Ms Jennifer Newman

Course Director, Aboriginal Education
Program, Centre for Popular Education

**Centro de Cooperación Regional para la
Educación de Adultos en América Latina**

y el Caribe (CREFAL)

Ms Ana María Mendez Puga

Directora de Investigación

CGT-Central General dos Trabalhadores

Ms Maria Aparecida Medeiros

Coordenadora Estadual do Projeto Educacao

Clarion University of Pennsylvania

Dr Dilnawaz A Siddiqui

Professor of Training and Development

**Coady International Institute St. Francis
Xavier University**

Ms Susan Adams

Librarian

Comenius Academy

Dr Lubos Chaloupka

President

**Commission of Professors of Adult
Education (CPAE)**

Dr Linda Zieghan

Dr Sharan Merriam

Professor CPAE

**Department of Adult and Continuing
Education, Leeds University**

Mr Keith Forrester

Department of Adult Education

The University of Georgia

Prof Ronald M Cervero

**Department of Educational and Social
Sciences Institute for Applied
Biographical and Lifeworld Research**

Prof Peter Alheit

Member of the Consultative Committee

Ms Eva Kammler

**Department of Educational Studies
University of Surrey**

Prof Peter Jarvis

UNESCO Expert

Department of Technology Education

Moi University

Prof B W Kerre

University Professor

**Dépt. de psychopédagogie et andragogie,
Université de Montréal**

Dr Madelaine Blais

Professeur, Faculté de Sciences de
l'Education

Detroit Public School

Dr Elvira Popkey

Bilingual Resource Teacher

East Middle School

Mr Luke Juncaj

Teacher

**ECO-Conseil European Institute for
Environmental Counseling**

Mr Troy Davis

Vice-President, International Relations

Education Research Program,

Univ. of Philippines (CIDS)

Mr Juanito Bariuan

University Researcher

Mr Mariano Sto. Domingo

Assistant Professor

**European Society for Research on
Education of Adults University of Leiden
(ESREA)**

Dr Barry J Hake

Secretary General

Ms Angelica Klaus

Project Coordinator

European Training Foundation

Mr Hans Konrad Koch

Head of Department

**Fachhochschule des Bundes für
öffentliche Verwaltung**

Prof H Peter Gerhardt

**Faculty of Education, Bogazici University,
Department of Educational Sciences**

Mr Rifat Okcabol

Farmington Public Schools

Mr Prenke Ivezaj

Educator

Federal Foreign Office, Germany

Mr Martin Schwarz

Mr Wolfgang Häusler

Officer

Ms Anke Von Pragay

Folkeuniversitetet Studieforbundet

Mr Odd Einar Johansen

Secretary General, Member EAEA

Mr Sigmund Lieberg

Chairman of the Board, Folkeuniversitetet
Oslo

**Forum for Informal Learning and
Occupation Technische Universität Berlin**

Dr Bernd Overwien

Ms Bianca Bövers

Prof Dr Wolfgang Karcher

**France Liberté Fondation Danielle
Mitterrand**

Ms Antonia Vercoutère

Présidente CEMEA, Corse

Ms Bergit Magnin

C.D. ROM Conception

Friedrich Ebert Stiftung

Ms Miriam Berlak

Consultant, Argentina

Ms Preeda Sirisawat

Consultant, Thailand

Fundación ESARTE (ESARTE)

Mr Roberto Hernáiz Landáez

President

Mr Agustin E Velasco

Museo Educación de Adultos

Fundación Latinoamericana de Apoyo al Saber y la Economía Popular, A.C. (FLASEP)

Mr Félix Cadena Barquín

Director General

Fundación Rigoberta Menchú Tum

Mr José Angel Zapeta García

Coordinador del Area de Educación

German Federal Institute for Vocational Training

Dr Helga Foster

Gyosei International College in the UK, Research Institute of Lifelong Education

Prof Kazufusa Moro'oka

International Congress of University Adult Education

Harvard Medical School

Mr Kris Heggenhougen

Associate Professor, Dept. of Social Medicine

Health Care & Disease Control Department Royal Tropical Institut (KIT)

Ms Mercedes Juarez

Heimvolkshochschule Hustedt (HVHS)

Dr József Wieszt

Project-Coordinator

Mr Michael Hulke

Project Manager

Helene-Lange-Schule

Mr Jörg Ingbert Bloess

Coordinator of the UNESCO Project Schools in Hamburg

Hochschule der Künste Erziehungs- u. Gesellschaftswissenschaften

Dr Gertrud Kamper

Lecturer/Researcher at the University of Fine Arts Berlin

**Human Rights and Peace Faculty of Law
Makerere University**

Mr Samuel Bamulanzeki Tindifa

Hungarian Folk High School (HFHSS)

Mr János Sz Tóth

Managing president

Indvandernes Aftenskole

Mr Rene Mark Nielsen

Indvandernes Dag Ogaftenskole

Mr Carsten Levin

**Institut de Recherche et d'Application de
Methodes de Développement
Communautaire (IREDEC)**

M Ralison Andriamandranto

Président du Comité Directeur

Institut für Afrikanistik und Äthiopistik

Dr Utta von Gleich

Prof Dr Mechthild Reh

Linguist African Languages

Ms Katrin Pfeiffer

**Institut für Ethnologie, Freie Universität
Berlin**

Mr Georg Elwert

University Professor

**Institut für Vergleichende
Erziehungswissenschaft**

Dr Klaus Schleicher

Geschäftsführender Direktor

**Institute of Education, University of
London**

Prof Roy Carr-Hill

Speaker

**Institute of Environmental
Communication Universität Lüneburg**

Prof Walter Leal Filho

Professor

**Institute of Ethnology and Anthropology
Russian Academy of Sciences**

Dr Mara Ustinova

Executive Director of NGO

**Instituto de Promocion Economico Social
del Uruguay (IPRU)**

Ms Alicia Esther Canapale Alpino

General Coordinator

**International Institute for Research,
Policy and Practice in the Education of
Adults**

Mr Anthony Perry

Mr Tomizo Yamaguchi

Jobu University

Mr Jose Asun

Researcher

**Japan Society for the Study of Adult
Education (JSSAE)**

Ms Katsuko Sato

Professor, Tokyo University

**International Peace Research Association
(IPRA)**

Prof Magnus Haavelsrud

Prof Hideo Fujita

Rissho University

Mr Sadique Isahaku

Lecturer

Prof Sen'ichi Moriyama

Tokyo University

International People's College

Mr Kristof Kristiansen

Ms Keiko Iwahashi

Principal

Kyushu Womens University

Japan Federation of Social Education

Mr Kenji Miwa

Mr Norio Iwahashi

Kyushu University

Sophia University

Prof Yoko Arai

Ms Makoto Yamaguchi

Associate Professor, Hosei University

Ryutu Keizai University

Mr Fumiaki Arai

Prof Motoaki Hagiwara

Assistant Tokyo Met. University

Professor, Edogawa University, Department
of Sociology

Ass Prof Kazuaki Tani
Tokyo University of Foreign Language

Ms Chie Deji
Hiroshima Pref.

Ms Taeko Okaba
Hiroshima - Prefecture lifelong education
association

Katholieke Universiteit Leuven

Dr Gunter Gehre
Research

Prof Karel de Witte
Coordinator Higher Continuing Education

**Lancaster University Centre for the Study
of Education and Training (RaPAL)**

Dr Lyn Tett
University Lecturer, Research and Practice in
Adult Literacy Group

**Linköpings Universitet Center for Adult
Educators**

PhD Hans Hovenberg

**Ministère de l'Education Nationale
Direction des Projets Education**

Prof Dr Pierre Foulani

Professeur, Coordonnateur du projet
sectoriel de stratégie de développement de
l'enseignement supérieur

**Moray House Institute, Heriot-Watt
University, Unit for the Study of Cultural
Administration (USCA)**

Prof Brian Martin

National Adult Literacy Agency (NALA)

Ms Ines Bailey
Acting Director

Ms Dorothy Brislane
Executive Committee Member

**National Association for Total Education
(NATE)**

Ms Damayanthi Sujatha Wijetilleke
Vice President

**National Center for the Study of Adult
Learning and Literacy Harvard
University (NCSALL)**

Ms Silja Kallenbach
World Education

Dr Steve Reder

Psychology Dept., Portland State University

**National Center on Adult Literacy
(NCAL)**

Mr Philip Sutton

NCAL-Chair, Workplace Learning Centers
of California Community Colleges

Dr Christopher Hopey

Researcher NCAL

Dr Janet Smith

Publications

**National Institute for Educational
Research**

of Japan (NIER)

Mr Miharū Kajita

Director, Research Department of Lifelong
Learning

Ms Yukiko Sawano

Senior Researcher, Research Department of
Lifelong Learning

Ms Naoko Kito

Researcher

National Institute of Adult Education

Ms Anita Dighe

Research

**National Supreme School of State
Management (KIMEP)**

Ms Camilia Faizova c/o Dana Ziasheva

Northern Illinois University

Dr Jorge Jeria

Senior Member, Northern Illinois University

Office of the Mayor

Mayor Edgar Y Teves

**Philipps-Universität Marburg Dept. of
Education**

Prof Dr Ekkehard Nüssli von Rein

Ms Antje von Rein

Projektmitarbeiterin

Mr H-J Schuldt

Projektmitarbeiter

Pontificia Universidad Católica del Ecuador (PUCE)

Dr Armando Zambrano L.

Red de formadores PUCE, Facultad de ciencias de la educación, Centro de investigaciones educativas

Pusat Penelitian Media (P2M) Universitas Terbuka

Mr A P Hardhono

Research and Practice ind Adult Literacy Group, Lancaster University (RaPAL)

Ms Mary Hamilton

Senior Researcher

Ruprecht-Karls-Universität Heidelberg Erziehungswissenschaftliches Seminar

Prof Dr Christiane Schiersmann

Universität Heidelberg

School for New Learning, DePaul University

Dr Mechthild Hart

Teacher

School of Ecology, Agriculture and Community Works (SEACOW)

Mr Teeka R Bhattarai

Director

School of Education, Indiana University

Prof Harbans S. Bhola

Professor Indiana University, UNESCO Expert

School of Education, King's College London

Mr Brian v Street

School of Education, The Open University

Mr Alan W Tait

Staff Tutor

School's Energy Forum (OVE)

Mr Ejvin Beuse

General Secretary

Mr Kare Albrechtsen

Coordinator

Second Chance to Learn, Edinburgh University Settlement

Ms Ann Cohen

Senior Tutor Organiser

Ms Prue Pullen

Coordinator

**Social Sciences and Reproductive Health
Research Network**

Dr Babatunde Osotimehin

Dr Mary Morgan

International Literacy Consultant, Niger

Southfield Public Schools

Ms Nidhal Delesare

Teacher

Swiss Federal Statistical Office

Mr Heinz Gilomen

Vice Director OFS

**State Resource Centre for Adult
Education Bengal Social Service League
(SRC)**

Prof Parimal Kar

Director

**Syracuse University Library, Department
of Special Collections**

Mr Terrance Keenan

Special Collections Librarian

**State Resource Centre, Mysore
Karnataka State Adult Education Council**

Mr Nagaraje Gowda

Programme Co-ordinator, State Resource
Centre

**Taller per a l'Acció Renovadora de l'Epa
(TAREPA)**

Mr Pep Aparicio Guadas

International Coordinator

State Resource Centre, Panjab University

Ms Manjeet Ahluwalia Nee Paintal

Project Officer

Mr Josep A Puchades Moncholi

Coordinator

Summer Institute of Linguistics (SIL)

Mr Dave Pearson

Director, SIL - Chad

**The Ontario Institute for Studies in
Education**

Dr Budd Hall

Chair of Adult Education Department,
University of Toronto, UNESCO Expert

The Rössing Foundation

Ms Martha Nghidengua

Resource Centre Facilitator

**Universidade Federal de Minas Gerais
Coordenadoria de Cooperacao
International e Interinstitucional**

Prof Leôncio José Gomes Soares

Transformative Learning Center

Ms Darlene E Clover

Coordinator, LEAP Inter-Regional

Universitat de Barcelona

Prof Fernando López Palma

Dr David R Olson

**Universität Bamberg Lehrstuhl
Andragogik**

Ms Barbara Ridder

Dr Shahrzad Mojab

Assistant Professor

Prof Dr Jost Reischmann

President, International Society of
Comparative Adult Education**Universidad de Buenos Aires**

Prof Amanda Toubes

Docente, Investigadora, Institute of
Educational Research**Université Libre de Bruxelles-Ceris**

Mr Alain Verhaagen

Directeur Associé

**Universidad de San Martín de Porres
Facultad de Educación**

Prof Vincente Santivanez Limas

Université Mohamed, Rabat Maroc

Mr Rabea Naciri

Professeur

Universidad Peruana Cayetano Heredia

Dr Ana Aguilar Angeletti

Professor, Chief Department of Psychology

University Debrecen

Prof Kálmán Rubovsky

Head of Department of Cultural Studies and
Adult Education

**University Gujarat Vidyapith,
Ahmedabad Dept. of Adult and Cont.
Education and Extension**

Dr Ila Naik

Director

**University of Bombay, Department of
Adult and Continuing Education and
Extension**

Dr Renuka H Narang

Director

University of Cambridge

Ms Leslie Dee

Lecturer, School of Education

Dr Esther Goody

Reader in Social Anthropology

**University of Chiangmai, Women's
Studies Centre**

Ms Virada Somswasdi

Director Women's Studies Center

**University of Frankfurt, Faculty Sciences
of Education**

Ms Vathsala Aithal

Researcher

University of Ibadan

Mr Babatunde Otumehin

Professor

**University of Michigan, Alumni
Association**

Ms Chanel Jackson

Career Services Educator

University of Natal

Ms Funeka Loza

Department of Adult and Community
Education

Ms Elda Lyster

Co-ordinator: ABE Programme

University of Oldenburg

Dr Ina Grieb

Vice-President

Prof Dr Gottfried Mergner

Institut für Bildung und Kommunikation in
Migrationsprozessen (IBKM)

Ms Claudia Lohrenscheit

Speaker

University of Southern California

Prof Nelly Stromquist

School of Education

University of Strathclyde

Ms Lesley Hart

Head of Senior Studies Institute

Ms Clio Barr

Project Co-ordinator, Senior Studies
Institute**University of the Philippines**

Dr Maria Luisa Canieso-Doronila

Vice-president, Director - Education
research program

Dr Eleanor Hermosa

Research Associate, Education research
program

Mr Erwin M Vargas

Research Associate

Dr Jose R Medina

Professor of Entomology

Dr Gloria C Molina

University Researcher (Plant Pathology)

University of the West Indies,**Distance Education Centre**

Dr Claudia Harvey

Director, Distance Education Centre

University of Waikato,**Center of Continuing Education**

Ms Marie Gillian

Continuing Education Officer

University of Western Sydney

Ms Leonie Ligertwood

Director, Continuing Education and Student
Services**University Sains Malaysia,****School of Social Sciences**

Ms Lean Heng Chan

Lecturer and Popular Educator

**UTS Research Centre for Vocational
Education and Training (RCVET)**

Dr Rod McDonald

Director RCVET

Ms Susan Knights

Senior Lecturer

Wayne County

Commissioner George Cushingberry

USA Commissioner

**Wayne State University, College of
Lifetime Learning**

Mr Eric Bockstael

Professor

Ms Elizabeth Meehan

Adult Education Counselor, Ferndale Board
of Education

Ms Daphne Ntiri

Mr Robert White

Dr Cecilia Kendrick

Instructor, Interdisciplinary Studies Program

Dr Lucile Cruz-Gajec

Lecturer, Interdisciplinary Studies Program

Ms Michelle Novo

Interdisciplinary Studies Program

Ms Ihsan Samantha Awada

Bilingual Teacher, Interdisciplinary Studies
Program**Wodonga Institute of Technical and
Further Education**

Ms Anita Saleeba

Industry Consultant/Educator

Mr Jim Saleeba

Former Director, Adult Education Centre

World Terakoya Movement

Ass Prof Shigeo Hori

Osaka University of Education

Ms Fumie Kojima

International Christian University

**Zakir Husain Centre for Educational
Studies School of Social Sciences**

Prof Dr Suresch C Ghosh

Chairman

External Experts invited by UNESCO Institute for Education

Prof Dr Birgit Brock-Utne

Member of Governing Board of UNESCO
Institute for Education

Mr Ben Mthembi

Consultant to UNESCO Institute for
Education, Mpumalanga Education
Department, South Africa

Mr Ettore Gelpi

UNESCO Consultant, Europe and North
America

Mr Mfanwenkosi I Malaza

Consultant to UNESCO Institute for
Education, Mpumalanga Education
Department, South Africa

Prof Chander J Daswani

UNESCO Consultant, India

Mr Hashim Abuzeid Elsafi

UNESCO Consultant, Arab Region

Ms Catherine Odora Hoppers

Expert/Advisor to UNESCO Institute for
Education, (South Africa)

Mr Parkes Albert

Consultant to UNESCO Institute for
Education

ANNEX XI

Conference secretariat

1. Plenary Meetings

Director-General

Mr F Mayor

Secretary of Director General

Ms A Hentschel, UIE

[and secretary of Representative of Director-General]

Assistant Director-General for Education and

Representative of the Director-General

Mr C N Power

Assisted by

Mr H-W Rissom

Secretary General of the Conference

Mr P Bélanger, Director

Assisted by

Mr P Herold, ED/BPC/ECM

[planning/co-ordination of the work of the Secretariat]

Ms M Elfert, UIE

[liaison with CCH]

Ms B Bochyneck, UIE

Secretaries

Ms F Begouen Demeaux, ED/BAS/LIT

Ms S Cousin, ED/BPC

Assistants to the Rapporteur

(i) Finalization of Draft Declaration and

Draft Agenda for the Future

Mr A Yousif, Director, ED/BAS/LIT

Assisted by

Mr V Adamets, IBE

Ms C Medel-Añonuevo, UIE

(ii) Oral Report

Mr A Ouane, ED/BAS/LIT

Mr M Gilmer, ED/EFA/YTH

Secretary

Ms M Hassine, ED/BPC/ECM

2. Meetings of the Commissions

COMMISSION I

Secretary of Commission I

Ms L King de Jardón, Deputy-Director UIE

Assisted by

Mr M Gilmer, ED/EFA/YTH

Secretary

Ms F Begouen Demeaux, ED/BAS/LIT

COMMISSION II

Secretary of Commission II

Ms A Bah Diallo, ED/BAS

Assisted by

Mr A Ouane, ED/BAS/LIT

Secretary

Ms S Cousin, ED/BPC

3. Administrative Services

Mr J F Dujoux, CLD/C

4. Interpretation Team

Mr Jesus Getan Bornn, CLD/I

5. Payments/Supplies

Mr K P Humme, UIE

6. Management of Meeting Rooms

Mr M Abidi, CLD/C

7. Documents Control

Mr F Ghébré, CLD/P

8. Exhibition

Ms U Giere, UIE [Co-ordination]

Ms S Fernandez-Lauro, ED/SDI [Support]

9. Media Coverage

Mr C McIntosh, UIE [liaison with OPI]

Mr R Amelan, OPI

Ms J Caro Gardiner, OPI

Ms E Faherty-Mella, OPI

Mr C Van Engeland, OPI

10. Secretaries of 11 Thematic Working Groups

Mr M De Maeyer, UIE

Ms U Giere, UIE

Mr J-P Hautecoeur, UIE

Mr M-L Hazoumé, UIE

Mr B Hobart, UNEVOC

Mr M-L Jauregui, OREALC

Ms L King de Jardón, UIE

Mr W Mauch, UIE

Ms C Medel-Añonuevo, UIE

Mr T Ohsako, UIE

Mr U Papen, UIE

Local supporting personnel

Congress Centrum Hamburg (CCH):

Ms E Buss

Ms C Kuchenbuch

Ms J von Richthofen

Ms E Stoll

UIE

Mr A Ahi

Ms I Behr

Mr K Falkenthal

Ms B Lang

Ms R Niezgodka

Mr C Nowara

Mr L Prieto

Ms V Salomon

Ms C Sebastiani

Mr F Wendt

Mr G Winklmeier

Special consultant for press and media work (Germany):

Ms B Kammerer-Jöbges

Assisted by: Ms V Arp